

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

RÉCITS DE DÉFAITE :  
RACONTER LE MOUVEMENT RADICAL CONTRE L'AUSTÉRITÉ

MÉMOIRE  
PRÉSENTÉ  
COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE EN SOCIOLOGIE

PAR  
DÉSIRÉE NORE DUCHESNE

MAI 2022

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.04-2020). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier les personnes qui m'ont côtoyée et m'ont supportée durant ces trois années de rédaction de mon mémoire. Dans mon parcours sinueux de mémoire, de militantisme et de transition, j'ai pu découvrir des personnes adorables et merveilleuses. Je remercie également ceux qui ne font plus partie de ma vie, mais qui m'ont fait avancer en tant qu'individu, qui ont pu nourrir mes réflexions et mon travail.

Je tiens à remercier en particulier mes ami·es proches qui ont lu, retravaillé et m'ont soutenue pendant le processus. Je pense ici notamment à Émilien et Philippe pour des relectures, à Charlie pour le travail de correction. À mes copain·ines présent·es et passé·es qui m'ont aussi supporté et aidé au cours des périodes de creux du mémoire. Aube, tu as été une véritable alliée et je suis heureuse de t'avoir dans ma vie.

Je remercie également Marcos Ancelovici qui a bien voulu m'accompagner dans la rédaction et la chaire de recherche du Canada en Sociologie des conflits sociaux qui m'a assistée en temps et en argent.

## TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES TABLEAUX.....	v
LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES .....	vi
RÉSUMÉ .....	vii
INTRODUCTION .....	1
CHAPITRE I.....	8
Problématique .....	8
1.1 État de la littérature.....	8
1.1.1 Les approches de la mobilisation des ressources (RM) et de la structure des opportunités politiques (SOP).....	9
1.1.2 Les approches culturelles .....	10
1.2 Question de recherche.....	11
1.3 Pertinence de la recherche .....	12
1.4 Cadre de recherche .....	14
1.5 Hypothèses de recherche .....	18
1.5.1 Hypothèse 1 : L'influence du cadrage sur les récits .....	18
1.5.2 Hypothèse 2 : La place des conflits.....	19
1.6 Méthodologie.....	20
1.6.1 Une démarche entre engagement et distanciation.....	22
1.6.2 La collecte de données accessibles publiquement .....	25
1.6.3 Les entretiens : échantillonnage et recrutement .....	26
1.7 Structure du mémoire .....	31
CHAPITRE II Contexte du mouvement radical contre l'austérité .....	32

2.1	Le mouvement contre l'austérité .....	33
2.2	Le mouvement étudiant québécois .....	37
2.3	Le mouvement antiautoritaire.....	40
2.4	Le mouvement radical contre l'austérité en 2015.....	41
2.4.1	Les caractéristiques de la tendance spontanéiste .....	44
2.4.2	Le mouvement radical contre l'austérité et la répression.....	48
2.4.3	Les récits écrits sur le mouvement radical de 2015 .....	53
2.5	Conclusion du chapitre .....	54
CHAPITRE III Cadrage du mouvement.....		56
3.1	Vers un printemps 2015 : les processus cadrages de l'autonomie.....	59
3.1.1	Les cadres diagnostiques.....	62
3.1.2	Processus de cadrage et identité collective du mouvement .....	64
3.1.3	Dispute autour des cadres (frame dispute).....	65
3.2	Conclusion du chapitre .....	67
CHAPITRE IV Récits du mouvement .....		70
4.1	Le cadrage et les récits du mouvement.....	74
4.2	Premier cas : La défaite et la lutte pour le pouvoir.....	81
4.3	Deuxième cas : La défaite comme une survie provocante .....	85
4.4	Troisième cas : La défaite comme une trahison .....	90
4.5	Quatrième cas : La défaite comme maintien ou renforcement des injustices....	93
4.6	Conclusion du chapitre .....	102
CONCLUSION.....		104
ANNEXE A Tableaux des récits publics des militant·es du mouvement radical contre l'austérité.....		110
BIBLIOGRAPHIE .....		112

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau	Page
Tableau 1.1. Portraits des personnes interviewées.....	27
Tableau 4.1 : Quelques caractéristiques selon les types de récit.....	71

## LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES

ASSÉ	Association pour une solidarité syndicale étudiante
CASSÉE	Coalition de l'association pour une solidarité syndicale étudiante élargie
CLASSE	Coalition large de l'ASSÉ
CLAC	Convergence des luttes anticapitalistes
COBP	Collectif opposé à la brutalité policière
CSN	Confédération des syndicats nationaux
FEUQ	Fédération étudiante universitaire du Québec
FECQ	Fédération étudiante collégiale du Québec
FTQ	Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec
MDE	Mouvement pour le droit à l'éducation
PLQ	Parti libéral du Québec
SPVM	Service de police de la ville de Montréal
SPVQ	Service de police de la ville de Québec
UQAM	Université du Québec à Montréal

## RÉSUMÉ

Cette recherche porte sur le mouvement radical contre l'austérité de 2015 au Québec. Nous cherchons à comprendre comment les récits militants sur cette mobilisation se sont formés. La recherche repose sur une enquête qualitative avec neuf entrevues non dirigées. Celle-ci met en perspective la centralité de la répression vécue ainsi que le rôle du conflit entre les comités Printemps 2015 et l'ASSÉ. Nous nous basons sur ces entrevues pour comprendre comment le processus de cadrage du mouvement radical contre l'austérité s'inscrit dans les récits des participant·es. En retrouvant quatre récits types, notre travail contribue à la typologie de Beckwith (2015). En effet, la défaite comme maintien ou renforcement des injustices est un nouveau type de récit produit par des militantes. Ces narratrices apportent un nouveau type de récit dû à leur multipositionnalité dans le mouvement contre l'austérité et le mouvement féministe. Cette recherche est une invitation à approfondir les récits des mouvements sociaux en relation aux rapports de pouvoir et à l'expérience militante vécue et située.

Mots clés : mouvement étudiant, Printemps 2015, militantisme, mouvement social, processus de cadrage, récits, Québec.

## INTRODUCTION

Après la crise de 2008, on assista au Québec à un cycle de mobilisations populaires contre les politiques d'austérité. Bien que celles-ci ont été moins remarquées et remarquables que dans d'autres pays, ces mobilisations ont tenté de s'attaquer aux mesures d'austérité, un ensemble de coupures importantes dans les services de l'État : services sociaux, santé, éducation sont lourdement touchés.

Les organismes communautaires, les syndicats de travail, les associations étudiantes ainsi que des collectifs et des groupes liés au mouvement antiautoritaire se mobilisent durant cette période contre les mesures d'austérité. Plusieurs manifestations — en particulier syndicales et communautaires — ont rallié des dizaines de milliers de personnes. Ces organisations agissent toutefois de manière inégale. En effet, les mobilisations contre l'austérité sont loin d'être unies. Si la distinction durant les mobilisations n'est pas toujours claire, nous parlerons ici de deux mouvements distincts. D'abord, nous appellerons le mouvement anti-austérité concertationniste celui qui regroupe un ensemble d'acteurs sociaux qui s'opposent aux mesures du gouvernement Couillard à partir de grèves sporadiques et mobilisations légales. Alors que le terme « concertationniste » est surtout utilisé pour décrire la tendance moins combative du mouvement étudiant dans la littérature, nous l'utiliserons ici pour décrire le mouvement anti-austérité du communautaire, des syndicats et des associations étudiantes modérées. Nous reviendrons sur la tendance concertationniste en page 40 et suivante. Ensuite, nous nommerons le mouvement radical contre l'austérité celui qui souhaite amener une grève sociale qui dépasserait les revendications corporatistes et concertationnistes. Ce que nous désignerons le mouvement radical contre l'austérité considère que des actions légales ne sont pas suffisantes. L'organisation des comités P15 (pour

« Printemps 2015 ») nait ainsi pour porter cette position. Celle-ci souhaite se structurer au travers d'un réseau de comités autonomes. Si d'autres organisations promouvaient la grève sociale, notamment l'ASSÉ, les Comités Printemps 2015 ont joué un rôle central pour le dépassement des grèves légales. Afin de mieux cerner le cadre sociohistorique de notre analyse, nous commencerons par un aperçu du déroulement de ce large mouvement.

Durant la première période de la mobilisation, les syndicats et groupes communautaires sont particulièrement actifs dans la mobilisation. Cette période débute autour de 2014 et se termine avec l'entrée en grève des militant·es étudiant·es lié·es aux comités P15 le 21 mars 2015. Quelques grandes manifestations marquent l'automne à Montréal : les syndicats (avec la Coalition syndicale pour la libre négociation) se mobilisent le 20 septembre 2014 avec plus de 40 000 personnes (99 % Média, 2014), la Coalition Main rouge le 31 octobre rassemblant entre 50 et 80 000 participant·es (ASSÉ, 2014) et la communauté étudiante, le 12 novembre (ASSÉ, 2014). Plusieurs manifestations s'achèvent en actions directes. Les syndicats font un appel à la grève à la fin novembre avec les « 24 heures de très grand dérangement (Pilon-Larose, 2014) » pour faire pression sur le gouvernement Couillard contre le projet de loi 3, modifiant les régimes de retraite. Plusieurs actions ont lieu dans les différentes régions. Montréal n'est pas en reste : les pompier·ères bloquent l'entrée du port de Montréal jusqu'à l'intervention des policier·ères antiémeutes. Aussi, les manifestant·es entourent l'hôtel de ville « où des élus [sic] qui voulaient y accéder ont été chahutés et bousculés (Radio-Canada, 2015h) », le transport en commun est libéré d'un droit de paiement.

Les manifestations de l'automne regroupent souvent les groupes syndicaux, communautaires, étudiants et militants. La répression est cependant ciblée à l'extrême gauche et aux groupes étudiants. Face à celle-ci, l'absence de solidarité des syndicats est remarquée (99 % Média, 2014).

Les mois de décembre, janvier et février sont plus calmes. Le 22 février, la Coalition Main rouge lance la semaine d'actions dérangeantes avec une centaine d'activités (Coalition Main rouge, 2015b). Les organismes communautaires planifient la grande majorité des actions. Alors que le mouvement radical contre l'austérité s'organise dans les institutions collégiales et universitaires, la semaine contre la répression policière est très active du 15 au 22 mars. Le mouvement radical contre l'austérité se mobilise plus spécialement en mars et plusieurs associations étudiantes votent une grève pour le 21 mars 2015. Celles-ci la font durer de quelques jours à deux semaines. On observe plus d'une manifestation par jour lors des deux premières semaines de grève du 21 mars au 5 avril 2015.

La première journée de grève du lundi 23 mars est ponctuée par les levées de cours et par plusieurs manifestations, dont une «brasse-camarade entre policier·ères et manifestant·es (Radio-Canada avec La Presse canadienne, 2015d)». Le Mouvement étudiant révolutionnaire organise une première manifestation de soir, où «[plusieurs] affrontements violents et autres moments de grande tension ont ponctué la manifestation (Jean, 2015)». À Québec, une marche étudiante est aussi déclarée illégale et 274 personnes sont arrêtées. Plusieurs personnes sont blessées (Côté, Fortin, et Racine, 2015).

Le vendredi 27 mars, environ 200 personnes participent à la première manifestation interne à l'UQAM contre les expulsions politiques. Le soir, environ 4000 personnes se ressemblent pour une seconde «manif' de soir» à Montréal. Selon les forces de l'ordre, une flèche aurait été tirée vers les policier·ères, fait contesté (Falardeau, 2015) et qui ne fut jamais prouvé. Le samedi 28 mars, entre 1000 et 2000 personnes participent à la manifestation hebdomadaire et rejoignent ensuite la manifestation contre le

regroupement d'extrêmes droites PEGIDA <sup>1</sup> (Le Monde avec AFP, 2015). Le dimanche 29 mars, une manifestation contre la brutalité policière et les mesures d'austérité a lieu à Québec. 500 personnes manifestent le soir à Montréal dans une manifestation féministe (Marie-Andrée Chouinard, 2015). Un autre évènement important advient à la fin mars : le lundi 30 mars, l'exécutif de l'ASSÉ publie le cahier du congrès des 4 et 5 avril 2015, qui propose un repli stratégique. Le cahier soutient être pour la mobilisation, mais cherche à favoriser l'émergence d'une grève avec les syndicats (ASSÉ, 2015). Les positions sur cette proposition sont divergentes et plusieurs lettres appellent au maintien de la grève (des étudiant·es en grève, 2015 ; Printemps 2015, 2015). Que l'exécutif de l'ASSÉ milite en faveur de cette stratégie, sans en avoir le mandat des associations étudiantes déjà mobilisées, ne passe pas pour plusieurs militant·es.

Entre le cinq avril et le début mai, les grèves étudiantes et les actions du mouvement radical contre l'austérité reculent. Cela commence notamment par le congrès de l'ASSÉ du début avril. L'exécutif y démissionne en réponse aux critiques d'ingérence, mais se fait par la suite destituer par l'assemblée. Cela est cependant loin de faire consensus avec 24 pour, 6 contre et 29 abstentions (Rhault [secrétaire] et ASSÉ, 2015). Malgré l'apparente résolution du conflit après la destitution du conseil exécutif, le mouvement se scinde par la suite. Les grèves étudiantes se concentrent alors exclusivement à Montréal (Daigneau, 2015).

Le mercredi 8 avril, après l'arrestation de 22 personnes à l'intérieur de l'UQAM, une occupation du pavillon J.-A.-DeSève, sur la rue Sainte-Catherine, a lieu. La soirée demeure festive et carnavalesque jusqu'à minuit, lors de l'intervention de la police antiémeute. Plusieurs manifestations sont organisées en soutien le lendemain dans la

---

<sup>1</sup> PEGIDA est l'acronyme du groupe Européens patriotes contre l'islamisation de l'Occident. Fondé et très actif en Suède, le groupe aura des sympathisant·es au Québec. Le groupe sera actif à Montréal en 2015 et 2016.

rue (Radio-Canada, 2015d) et dans l'UQAM. Les manifestant·es protestent contre l'injonction et lèvent quelques cours. Les manifestations se font moins visibles par la suite. Aussi, le 13 avril, 27 étudiant·es de Concordia sont expulsé·es et accusé·es d'avoir obstrué des activités universitaires. Plusieurs élu·es étudiant·es sont impliqués (Cox, 2016).

Le 1er mai 2015 est un moment important dans les mouvements contre l'austérité. Cette journée d'actions et de manifestations est préparée en amont entre les membres de la Coalition main rouge, des groupes communautaires et syndicats, mais aussi à travers la Coalition du 1er mai 2015, regroupant divers organisations et individus d'extrême gauche. Plusieurs centaines de groupes communautaires et quelques dizaines de syndicats y participent partout au Québec. Le soir, la 7e manifestation du premier mai de la Convergence des luttes anticapitalistes (CLAC) part à 17 h 30, avec trois points de rassemblement au départ. La répression de cette manifestation est remarquée : « Les effectifs policiers déployés le matin n'avaient visiblement pas le même mandat qu'en soirée. Pourtant, les organisations syndicales n'avaient pas dévoilé leurs itinéraires et étaient en action aux quatre coins de la ville (Conseil Central du Montréal Métropolitain [CCMM-CSN], 2015) ».

En plus des levées de cours illégales au sein de l'UQAM, qui continuent durant mai dans quelques associations étudiantes, le printemps se termine avec des occupations plus ou moins brèves des terrains autour d'institutions scolaires. Présent dans une dizaine de Cégeps et à l'Université de Montréal, Occupe toute! dresse des tentes notamment près des cégeps de Saint-Laurent et du Vieux-Montréal (Salle des nouvelles et Occupe Toute de St-Lô, 2015). Ces occupations durèrent pour la plupart quelques semaines tout au plus. L'Occup' de St-Lo (au Cégep Saint-Laurent) aura duré 5 semaines et se termine le 22 mai, celle du Cégep Maisonneuve se termine le 1er juin et celle du Cégep Vieux Montréal le 13 juin 2015.

Après le Premier Mai, on recense de moins en moins de manifestations et d'activités liées aux mobilisations contre l'austérité. Liée au mouvement radical contre l'austérité, l'initiative de l'Appel de l'Est est lancée durant l'été. Celle-ci est une campagne contre les hydrocarbures en Gaspésie et au Bas-Saint-Laurent (Appel de l'est, 2015). En plus de quelques activités à Montréal et en Gaspésie, un camp est organisé dans le Kamouraska du 31 juillet au 9 août.

À l'automne, les syndicats cherchent principalement à renouveler les conventions collectives de ses membres. Certaines associations étudiantes votent des grèves de quelques jours en soutien aux syndicats du Front commun. Du 26 octobre à la fin novembre, le Front commun a une dizaine de journées de grève qui se « déroulent successivement, région par région, dans tout le Québec (Radio-Canada, 2015f) ». La Coalition Main rouge entre aussi en grève le 2 et 3 novembre avec plus de 1200 organismes communautaires partout au Québec (RODCD, 2015). Le 30 novembre, des militant·es des comités P15 appellent une manifestation de soir pour soutenir les syndicats. Le 9 décembre, 400 000 personnes ont participé à une grève tournante. Bien qu'il s'agisse d'une des plus grandes journées de grève du milieu syndical dans l'histoire du Québec, celle-ci aurait été « sans éclat et n'a duré que quelques heures (Gill, 2016) ». Le soir, une manifestation organisée par P15 se déroule dans les rues de Montréal. Avec environ quelques centaines de personnes, cette manifestation aurait formé « le plus gros *black bloc* depuis 2012 (Le Chat Noir Émeutier et Montréal Contre-Information, 2015) ». On peut lire que ceux-ci ne se « [laisseront] pas pacifier par un accord de trahison ou par une loi spéciale (*idem.*) » sur le descriptif de l'évènement. Durant l'automne, on assista, au lieu d'une grève sociale, à nombre d'actions de la part du communautaire et quelques moments de grèves dans le milieu syndical. Malgré le désir des militant·es du mouvement radical contre l'austérité, la lutte populaire n'est pas arrivée.

## Objet de recherche

L'ère post-grève de 2012 n'avait pas été drôle, mais on avait essayé de rire pareil. [...] Mais ça a l'air que j'ai pas appris pis que j'ai décidé de me battre encore. C'est pas tant les coups, les arrestations, les souricières, les gardas, l'admin de l'UQAM, l'État ou les flics qui me dépriment, mais d'avoir dépensé *cash*, énergie pis santé mentale et physique dans un mouvement mort-né. Entendons-nous, — désolé-e pour les optimistes — on a littéralement régressé ou, au mieux, il n'y a eu aucun gain. (Antécrise, 2015)

Dans les cercles qui ont participé de près ou de loin au mouvement radical, il semble aller de soi que la mobilisation fut un échec. Celle-ci a porté un horizon des possibles qui a permis d'imaginer une grève sociale avec les syndicats et la population québécoise. Au lieu d'une grève sociale, le mouvement radical contre l'austérité a vécu plusieurs difficultés de mobilisation et une intense répression. Ce mémoire cherche à comprendre les récits de défaite qui ont été produits par les participant·es du mouvement radical. Si la défaite semble être a priori une évidence, il faudrait tout de même aller au-delà de l'évidence afin de retrouver la multiplicité des récits existants. Comment les militant·es racontent-iels leur mobilisation, et possiblement, leur défaite ?

Dans ce mémoire, nous chercherons à mieux comprendre les récits de défaite du mouvement radical contre l'austérité et notamment autour des comités P15 à Montréal en analysant les récits retrouvés dans 8 entretiens non directifs réalisés en 2018 et 2019. Dans un premier chapitre, nous construirons notre problématique et identifierons la méthodologie qualitative utilisée pour ce travail. Dans le deuxième chapitre, nous nous pencherons sur le contexte pour comprendre le mouvement radical contre l'austérité. Dans un troisième chapitre, nous analyserons le cadrage du mouvement radical. Dans un quatrième chapitre, nous regarderons les récits types de défaite. Nous expliquerons comment ceux-ci se sont construits. Nous regarderons également s'ils se conforment, ou non, à la typologie des récits de défaite proposée par Beckwith (2015).

## CHAPITRE I

### PROBLÉMATIQUE

#### 1.1 État de la littérature

Les événements qui ont entouré les mobilisations contre l'austérité québécoise sont encore peu documentés et la littérature scientifique est plutôt réduite (Carrier-Plante, 2018 ; Chicoine, 2018). Les recherches contemporaines sur les mouvements sociaux au Québec, sur le contexte spécifique de la répression au Québec et sur le mouvement étudiant, sont toutefois nombreuses (Commission populaire sur la répression politique et *coll.*, 2016). D'abord, la recherche sur le mouvement étudiant au Printemps 2012 est importante et diverse (voir Bhéreur-Lagounaris, Boudreau, Carlier, Labrie, et Ribeiro, 2015, p. 2–4). Ensuite, le mouvement antiautoritaire québécois a été significativement étudié au cours de la dernière décennie. Cette littérature s'est intéressée aux collectifs (Breton, Jeppesen, Kruzynski et Sarrasin, 2012 ; Pabion, 2016) ou à des regroupements convergents plus larges (Bellemare-Caron, Cyr, Dupuis-Déri, et Kruzynski, 2013). Soulignons aussi un travail considérable sur les différentes formes de répression (Commission populaire sur la répression politique et *coll.* 2016 ; Maynard, 2017 ; Wood, 2014).

On remarque que la littérature susmentionnée souhaite comprendre les mouvements à partir de leur apparition jusqu'à leur déclin. Néanmoins, ces auteur·rices n'étudient pas ce qui advient par la suite : comment les militant·es vivent-ils le déclin de la

mobilisation ? Les différents travaux portant sur les mouvements sociaux québécois contemporains ne portent pas directement sur la phase de déclin, mais ceux-ci nous sont utiles pour mettre en contexte notre recherche. Plus largement, on remarque que la littérature sur les mouvements sociaux contemporains a souvent comme bruit de fond la défaite ou le déclin de ces derniers (Beckwith, 2015 ; della porta, Diani, et Fillieule, 2015). Les défaites sont rarement étudiées malgré le fait que celles-ci soient habituelles, voire normales, au sein des mouvements sociaux. Comment la sociologie s'est-elle intéressée plus spécifiquement à la défaite au sein des mouvements sociaux ?

Nous regarderons de quelle manière la sociologie des mouvements sociaux s'est intéressée à la question. Les approches de la mobilisation des ressources (RM) et de la structure des opportunités politiques (SOP) ne s'intéressent qu'indirectement à ce qui se passe après une mobilisation. On peut toutefois approfondir comment la défaite joue un rôle à partir des perspectives culturelles.

#### 1.1.1 Les approches de la mobilisation des ressources (RM) et de la structure des opportunités politiques (SOP)

Pour comprendre l'intérêt d'analyser les défaites des mouvements sociaux au travers des récits, nous regarderons les approches de la mobilisation des ressources (RM) et de la structure des opportunités politiques (SOP). Partant du problème d'Olson (1971), la première approche veut comprendre les conditions de mobilisations alors que peu d'individus sont prêts à participer à une mobilisation sociale. La norme étant à la non-mobilisation, elles ont cherché à identifier les conditions d'émergence des mobilisations sociales. L'approche RM réfléchit à la dichotomie réussite/échec en termes de mobilisation/non-mobilisation. Les mouvements sociaux se démobiliseraient lorsque ceux-ci vivent un recul de leurs ressources . En particulier, les pertes de ressources des organisations du mouvement social (OMS) auraient un impact majeur sur l'ensemble d'une mobilisation sociale. Suivant cette approche, il est difficile de problématiser sociologiquement la question de la défaite.

La seconde approche d'intérêt est celle de la structure des opportunités politiques. Selon cette approche, un succès s'explique en analysant les contextes politico-institutionnels qui structurent l'environnement où émerge la mobilisation. Les acteur·rices profitent des opportunités politiques qui sont primordiales pour analyser un mouvement social. Par exemple, le travail de Tarrow (2011) schématise ces opportunités politiques afin de comprendre la variabilité des mobilisations dans le temps. La défaite est ici prise comme un fait objectif qui correspondrait aux opportunités politiques.

Les deux approches mentionnées plus haut s'intéressent principalement aux conditions et dynamiques d'émergence, mais aussi de décroissance des mouvements sociaux. Ces approches tentent d'expliquer les échecs principalement en identifiant les causes (structurelles ou organisationnelles). Décrire et expliquer la défaite serait alors comprendre les causes de celles-ci « by identifying tactical errors, missed opportunities, and comparative advantages of opponents (Beckwith, 2015, p.3) ». Selon les approches culturelles (voir 1.4), les approches RM et SOP ne problématiseraient pas la notion de défaite en oubliant l'aspect subjectif de celle-ci. Ces dernières permettraient peu d'expliquer l'adaptation des tactiques à la suite de la défaite d'un mouvement social.

### 1.1.2 Les approches culturelles

Les approches culturelles ont réfléchi différemment à la question des défaites de mobilisations sociales. Contrairement aux approches susmentionnées, les approches culturelles réfléchissent la défaite en soulignant que la subjectivité de l'individu y est centrale. Selon cette approche, il faut étudier non pas la défaite comme fait objectif, mais plutôt les récits des militant·es qui justifient et incorporent la défaite a posteriori. En effet, les récits joueraient un rôle important dans l'adaptation des stratégies développées vis-à-vis de la structure des opportunités politiques (de Moore et Wahlström, 2019) : les mouvements s'informent des expériences passées, médiatisées au travers des récits militants, pour construire leur connaissance et pour agir (*ibid.*, p.2).

Ainsi, plusieurs recherches sociologiques soulignent l'importance des récits comme résultat des mobilisations. Ceux-ci peuvent en effet avoir une influence essentielle à la fois sur les mobilisations subséquentes (Beckwith, 2015) et sur « l'arène culturelle » dans laquelle elles sont produites (Meyer, 2006). Qu'en est-il des mobilisations contre l'austérité et en particulier du mouvement radical ?

## 1.2 Question de recherche

Dans la présente étude de cas, les récits sur le mouvement radical contre l'austérité ne semblent pas univoques, alors qu'on aurait pu s'attendre à une certaine homogénéité due aux nombres restreints d'évènements et la courte durée de la mobilisation. Suivant de quelques années seulement la mobilisation, notre travail préliminaire a révélé que plusieurs récits divergeaient sur l'histoire de la mobilisation. La première recension de ces récits écrits nous a également permis de constater que la plupart des récits publics, publiés par exemple dans des livres militants, suivent des approches plus « politiques ». Un second type de récits plus « personnels » a été retrouvé sur des blogues notamment lors du travail exploratoire. Ce qui est raconté est invisible du premier type de récits émergeant principalement des organisations centrales du mouvement. Sans entrer en contradiction avec le premier type, ceux-ci s'inscrivent entre les évènements rapportés. Qu'en est-il de la réalité chez les militant·es qui y ont participé à la mobilisation ? Suivant Polletta (2006), nous souhaitons faire une sociologie des récits qui adviennent après le déclin d'un mouvement social. Quels sont les différents récits qui survivent au mouvement et comment ceux-ci s'inscrivent-ils après la défaite et au déclin ? Il y a-t-il des éléments qui déterminent ces récits ?

### 1.3 Pertinence de la recherche

Early on in our care conversation, it became poignantly evident that so many of us are battered and bruised by this social order, which we so aspire to transform yet are equally (mis)shaped by. And worse still, the same social order too easily turns our feelings of abandonment into shards of glass, as weapons to lash out at each other rather than the structures of violence we face. I could feel the ache in my breastbone, not merely for myself, but for the myriad pains in the room. Those of us who'd been engaged during the alt-globalization moment of the late 1990s to early 2000s caucused in a corner and realized that we'd learned it's possible to win, that people can aim toward liberatory notions that embrace us all, in here-and-now practices and glimpses of 'a new world in our hearts.' Now, it seems, for those politicized more recently, we are in a 'no future' era, cast adrift on our own to drown in a sea of losses.  
(Milstein, 2019, §4)

Nous souhaitons ici aborder la question de la pertinence de notre recherche avant de préciser davantage notre cadre théorique et notre méthodologie. Comme nous l'avons souligné dans la revue de littérature, très peu de recherches se sont intéressées au mouvement québécois contre l'austérité, ce travail permettra d'acquérir un peu plus de connaissances sur les mouvements sociaux québécois contemporains. Les recherches portant sur les récits de mouvements sociaux s'intéressent principalement à leurs effets, notamment sur les mobilisations subséquentes (voir Polletta et Chen, 2012 ; Beckwith 2015), mais peu sur leurs conditions d'émergence. Notre travail permettra de regarder un peu plus ce qui structure les récits d'un mouvement social après son déclin.

Aussi, ce mémoire a sa pertinence comme savoir critique et engagé. Parler de la défaite de mouvements sociaux, c'est parler de répression politique, des tensions internes, de violences vécues, d'émotions, bref, d'histoires individuelles sensibles, marquantes et parfois traumatisantes. Bien que la plupart des personnes avec qui j'ai pu discuter de mon travail de recherche y voyaient de la pertinence et de l'intérêt, plusieurs ont souligné la crainte de voir leurs propos récupérés, premièrement par les forces de

l'ordre. Cette préoccupation ressort dans d'autres travaux de recherches (voir notamment Fourment, 2021, p.78-84). Sous-jacent à la problématique de la récupération de mon travail par les appareils répressifs de l'État, c'est l'utilité de la sociologie pour les militant·es qui est souvent contestée (Sutherland, 2012). Pour pallier ces critiques, trois éléments semblent mériter d'être mentionnés.

D'abord, la centralité des récits comme matériel de recherche et comme contenu n'est pas anodine. Les récits permettent aux militant·es de laisser des traces de leur propre histoire. En laissant une place à ceux-ci, je souhaite permettre à une diversité d'activistes la possibilité de reprendre leur histoire comme celles des mouvements sociaux de la gauche québécoise. La multiplicité des récits nous permet d'éviter l'image d'un mouvement unique. Plusieurs expériences restent *immergées* et liées à des expériences marginalisées au sein d'un même mouvement social. Mon mémoire n'est ainsi qu'une modeste contribution à cette multitude.

Ensuite, l'étude des récits d'un mouvement réprimé nous permet de comprendre un aspect négligé des recherches sur la répression. Bien qu'il existe une littérature abondante sur la répression (Davenport et *coll.*, 2005), celle-ci se concentre sur la manière dont fonctionnent les appareils de répression et tend à négliger les récits des personnes qui ont vécu cette répression. Prendre en compte les récits du mouvement de 2015 nous permet de voir autrement l'influence de la répression sur les mouvements sociaux.

Finalement, notre travail amène différents récits à être en conversation et à permettre aux lecteurs·rices militant·es d'avoir un regard nouveau sur ce mouvement. Nous souhaitons participer à la diffusion de ces récits et nous inspirons de la longue tradition des pédagogies de la libération (voir notamment Freire, 1971 ; hooks, 2010). Les récits que nous avons retrouvés ne représentent bien évidemment pas l'ensemble du mouvement, mais semblent permettre d'élever le niveau de conscientisation sur

certaines enjeux et certaines réalités. En effet, les récits mettent en lumière des éléments vécus et politiques, systémiques ou autres, qui sont partagés dans ce travail tout en respectant l'anonymat des personnes impliquées. Nous pourrions notamment voir qu'un certain récit est marqué par une expérience commune féministe et une reconnaissance de différents systèmes d'oppressions présents dans le mouvement. Ce travail reste évidemment imparfait : quelques discussions ultérieures aux étapes du terrain indiquent notamment des enjeux spécifiques aux personnes racisées qui ne furent pas explicités lors des entrevues réalisées. Il y a ici de possibles pistes de recherche entourant le racisme au sein des mouvements sociaux québécois. Aussi, le choix de retrouver les récits dans un contexte et un bassin de participant·es restreint a ses avantages (voir pages 27 et suivantes), mais favorise certains récits situés.

#### 1.4 Cadre de recherche

Comment étudie-t-on les récits de la défaite ? Si les études sur les récits de défaites sont peu nombreuses, la littérature sur les mouvements sociaux n'a pas ignoré les récits. Nous regarderons la place des récits dans la littérature sociologique sur les mouvements sociaux, pour ensuite considérer les facteurs qui favoriseraient la résonance de certains récits du mouvement social.

Les acteurs sociaux qui s'impliquent dans un mouvement social sont rarement entendus par les institutions politiques. Nous définissons ici les mouvements sociaux comme « des réseaux informels d'acteurs collectifs et individuels basés sur des croyances partagées et des pratiques de solidarité, qui se mobilisent sur des sujets conflictuels à partir de diverses formes de protestation, sur une base relativement fréquente (della Porta et Diani, 2006 ; dans Dufour et Traisnel, 2009, p.3) ». Les mobilisations peuvent toutefois avoir des impacts culturels importants (Amenta et Polletta, 2019 ; Taylor et Van Dyke, 2018) notamment au travers des récits qui en émergent (Meyer, 2006). Malgré l'incapacité d'un mouvement à atteindre ses objectifs dans la sphère

politique institutionnelle, on pourrait donc considérer que les récits produisent quelque chose d'utile à celui-ci au-delà des objectifs ciblés par le mouvement (voir Polletta, 2006). L'approche culturelle envisage les récits d'un mouvement social comme des ressources mobilisables pour s'attribuer le mérite d'une mobilisation et pour avoir un impact au-delà de celle-ci.

Pour avoir un impact, un récit doit survivre dans le temps et ensuite pouvoir résonner efficacement. Comment les récits peuvent-ils survivre à la fin d'une mobilisation ? Les buts articulés du mouvement, la survivance d'au moins une composante organisationnelle, la position relative du narrateur·rice, les coûts et risques relatifs pour clamer victoire sont tous des éléments qui peuvent permettre à une histoire de survivre (Chen et Polletta, 2012, p.6). Pour résonner, un récit devrait posséder certaines qualités semblables à ce qui est communément appelé la réputation (Meyer, 2006, p.281). D'abord, le récit d'un mouvement doit se construire sur des événements et des acteurs réels. Ensuite, un·e ou plusieurs entrepreneur·es doivent utiliser ce récit dans l'optique d'appuyer leur agenda. Finalement, le récit doit permettre une compréhension commune du mouvement qui saura résister à l'épreuve du temps. Le récit est toujours une mise en scène stratégique : « activists' success in telling stories is shaped as much by beliefs about storytelling as it is by the actual stories they tell (Chen et Polletta, 2012, p. 25) ». Cette mise en scène stratégique nous amène alors à regarder non pas seulement le sens explicite, mais aussi l'organisation sociale de ce même sens (*idem.*).

Une manière de retrouver les conditions d'un récit d'un mouvement social implique notamment de regarder la culture du mouvement. Il faudrait regarder sa compatibilité avec les traditions des mouvements sociaux. En particulier, le concept de cadrage est central dans l'approche culturelle des mouvements sociaux (*ibid.*, p.4). Le cadre devient un contexte qui joue un rôle clé dans la création des récits : « these traditions, identities, and frames constitute a context for understanding and accepting positive interpretations of social movement campaign outcomes, even in a situation of actual

loss (Beckwith, 2012, p.2). » Les cadres permettent de donner un sens aux évènements, une direction. Comment alors les auteur·es des récits naviguent-ils la défaite et l'absence d'impacts concrets ? La revendication des gains d'un mouvement, élément important chez Meyer (2006), est plus difficile dans le cas d'une défaite. Comment comprendre des récits militants qui mettraient en évidence la défaite de leur propre mouvement ? Pour comprendre la résonance de certains récits, il semble important de voir le rôle des entrepreneur·es :

First, tales of influence, like reputations, are constructed from the raw material of events and actors. Second, political or reputational entrepreneurs try to promote preferred understandings of the past in order to support their current agendas. Third, reputations or common understandings can be remarkably resilient and long-lived. (Meyer, 2006, p.286)

Pour comprendre le développement des récits, ces trois étapes souligneraient le rôle central des entrepreneur·es de réputation ou politiques. Les récits n'auront donc pas les mêmes implications et la même résonance dépendamment de la position du narrateur·rice dans le mouvement.

Comprendre les récits de la défaite requiert de prendre en compte l'hétérogénéité des mouvements. En effet, il semblerait que les récits dans la défaite doivent être regardés à partir de différents angles. Beckwith nous offre des pistes pour prendre en compte différentes formes de récit. Celle-ci a analysé les récits de défaites provenant des mouvements ouvriers en Angleterre et aux États-Unis. Ceux-ci sont « a form of repeated discourse that identifies defeat or loss, crafts a story about defeat that links selected events in causal sequence, within an identifiable time frame, and draws conclusions about the reasons for defeat (Beckwith, 2015, p.2) ». Comment expliquer que plusieurs récits de défaite puissent être en compétition à l'intérieur d'un même mouvement ? À ce sujet, Beckwith propose des pistes intéressantes :

Where the stated goals of the movement have shifted or moderated across time (see Meyer 1990 on the peace movement), where a social movement may have won on some issues but lost on others, or where social movement actors disagree internally about the extent of defeat and/or the reasons for it (as in the P-9 UFCW strike), multiple defeat narratives may be more typical.

(Beckwith, 2015, p.11-12)

La multiplicité des récits adviendrait donc dans certaines situations particulières : lorsqu'il y a un conflit dans le mouvement ou que certains enjeux gagnent en importance sur d'autres. La multiplicité des récits est possible parce que différents acteurs ne s'accordent plus sur ce qui s'est passé.

Bien qu'il faille certainement comprendre le rôle central d'activistes ou de leaders dans le mouvement, ce serait dans les interactions que les récits se construisent : « narratives are also constructed in the process of participants jointly constructing and reconstructing the narrative of the social movement, telling each other not only about themselves but about their understanding of the movement (Beckwith, 2015, p.4) ». Les récits étant le produit des participant·es et de leurs interactions, il est nécessaire de regarder ce sur quoi les narrateur·rices ne s'accordent pas. D'un autre côté, il semble important de regarder l'influence du cadrage sur les récits (voir Coley, 2015, p.61). L'interrelation du cadrage et du récit n'est plus à prouver au sein de la littérature (voir notamment Chen et Polletta, 2012, p.3). Le cadrage d'un mouvement social permet d'informer les participant·es : « Ils attribuent du sens, interprètent des événements et des conditions pertinentes, de façon à mobiliser des adhérents et des participants potentiels, à obtenir le soutien des auditoires et à favoriser la démobilisation des adversaires (Snow, 2001, p. 1) ». La théorie du cadrage nous permet de comprendre que le sens n'est pas forcément ou naturellement attaché aux objets, aux événements ou aux diverses expériences (Snow, 2004, p.384). De plus, les mouvements sociaux ont un rôle actif dans le cadrage des opportunités et des stratégies. Loin d'être un objet statique, le cadrage est le fruit d'un travail actif (Benford, 1993 p.678) qui n'est pas un

donné. Le cadrage est une véritable production, demandant du temps et de l'énergie, entraînant d'intenses discussions, qu'il semble nécessaire de regarder pour mieux comprendre les récits.

## 1.5 Hypothèses de recherche

Dans le cas qui nous intéresse, comment les récits liés à la défaite du mouvement anti-austérité se sont-ils formés ? Il semble important de formuler des hypothèses à partir des conditions de survie et de résonance de ceux-ci. Suivant Beckwith (2015), les récits de défaite ont certaines particularités et ont des conséquences sur de possibles remobilisations. Les récits de défaite offrent des leçons explicites et peuvent montrer la défaite sous un jour meilleur. On remarque notamment que la force et l'acceptation de ces récits dépendent de leur capacité à résonner avec les croyances déjà existantes durant le mouvement, que ce soit à partir des traditions du mouvement social, de l'identité collective ou du cadrage (Polletta, 2004). Dans le cas présent, il semble aussi important d'expliquer non seulement comment un récit de la mobilisation s'est mis en place, mais pourquoi on en retrouve plusieurs. En effet, comment de multiples récits de défaites se sont-ils construits ? Certains récits s'opposent non seulement sur les causes de la défaite, mais se contredisent également sur l'importance de certains événements. Nous tenterons donc de voir le rôle du cadrage dans le maintien des récits, puis regarderons l'hypothèse des tensions pour comprendre la multiplicité de ces mêmes récits.

### 1.5.1 Hypothèse 1 : L'influence du cadrage sur les récits

Nous soumettons l'hypothèse que les récits ont été influencés par le contexte et plus particulièrement le cadrage d'un mouvement social. Quelle est la fonction du cadrage suivant la défaite d'un mouvement social ? Selon Voss (1998), il est important de montrer comment le cadrage est utilisé par les organisations d'une mobilisation. En

fonction des récits qui les construisent, ces organisations réussissent à regarder la défaite différemment, permettant de maintenir ou non l'implication par la suite. Certains récits en particulier permettraient de garder espoir chez les participant·es d'une mobilisation. Aussi, les narrations s'inscrivent dans la suite du cadrage, constitué par les organisations d'un mouvement social et par les entrepreneur·euses du mouvement. Ces dernier·es utiliseraient alors les récits pour bâtir une identité (Melluci, 1989 ; Bernstein, 1997). Pour ceux y ayant participé·es, raconter la défaite permettrait de rendre possible une nouvelle mobilisation dans le futur. Ne pas faire de récits de la défaite signifierait alors une fin complète où l'ensemble des acteurs sociaux impliqués se désengageraient (Beckwith, 2015).

En particulier, il semble primordial d'étudier la relation entre les processus de cadrage et les récits. « When successful, these processes [of framing] foster a link between an individual's personal identity and the collective identity of the group (Davis, 2002, p. 8) ». Les cadres d'un mouvement exerceraient une influence importante sur le récit de l'expérience militante. On pourrait alors s'attendre à voir un certain cadrage commun à l'ensemble des récits qui les borneraient tous.

### 1.5.2 Hypothèse 2 : La place des conflits

Une seconde hypothèse est que la multiplicité des récits de défaite s'expliquerait par la présence de tensions et conflits durant la mobilisation. Il faudrait alors expliquer comment ces conflits ont influencé les récits. Après plus de 2 ans entre la mobilisation et les entrevues, il semble probable que les militant·es se soient distancé·es des événements et aient reconstruit le sens de leur action avec plus de lassitude (Polletta, 1998, p.433). Une multiplicité de récits, souvent en contradiction, pourrait ainsi émerger. Si les récits sont contraints par ce qu'il s'est passé, certains éléments sont sujets à interprétation :

[The] selection of events, their sequencing, and their interpretation can produce a story about the loss experience and the causes of loss. As a result, it is possible for social movement actors (as well as their opponents) to construct multiple defeat narratives. In some cases, multiple actors engage in narrative contests, constructing competing narratives about loss outcomes.

(Beckwith, 2015, p.5)

La défaite serait donc multiple à partir de ces récits. Les disputes publicisées d'un même mouvement témoigneraient cependant d'une faiblesse et pourraient avoir un impact important sur de futures mobilisations (Benford, 1993, p.696). Nous chercherons notamment à voir s'il y a des écarts entre les récits concernant la place des conflits et comment les récits sur le mouvement se reconstruisent dans nos entretiens. Notamment, nous regarderons si les différents types de cadrage, principalement construit par les organisations du mouvement social (OMS) et les entrepreneur·ices du mouvement, se retrouvent similairement dans les récits.

## 1.6 Méthodologie

Nous avons utilisé une méthodologie qualitative pour ce mémoire. J'explicitierai ici comment je l'ai construite pour être adaptée à ma recherche et comment j'ai pu développer les analyses. Dans ce travail de recherche, j'ai adopté une logique d'analyse non linéaire et « itérative » pour établir mon sujet, comme mon cadre théorique :

La production et la vérification de la théorisation procèdent par approximations successives jusqu'à la validité et la fiabilité voulues. Concrètement, cette disposition transparaît dans des observations qui sont plus curieuses qu'exhaustives, dans des entrevues ponctuées de fréquentes relances (« J'aimerais revenir sur... ») et dans une catégorisation en perpétuelle transformation.

(Paillé, 1994, p.153)

Au cours de mes recherches préliminaires, j'étais d'abord intéressée par un travail ethnographique. Je participais alors à différents degrés dans de différents projets

politiques, soit dans un groupe étudiant uqamien, un espace anarchiste et une association de locataires. J'ai vite remarqué l'empreinte du mouvement radical contre l'austérité de 2015 sur un bon nombre de militant·es qui m'entourait. Je me suis d'abord intéressée à plusieurs aspects de ce mouvement, comme l'identité collective et les émotions, avant de fixer mon regard sur les récits en tant que tels. J'ai consolidé mon objet de recherche par ce travail de va-et-vient (Antonius, 2007, p.5) et de précision, avec les bons conseils et l'écoute de mes pair·es à la Chaire de recherche du Canada en Sociologie des conflits sociaux et de mon directeur. Après une première vague d'entrevues, je me suis intéressée aux récits et au cadrage, suivant les pistes méthodologiques de Gaillard (2013, p.119).

L'énigme (Lemieux, 2012) que je cherchais à définir passa ainsi d'une analyse de la défaite à celle portant sur les récits de la défaite. Ma démarche méthodologique a aussi amené une réflexion sur la diffusion de cette recherche :

Aucun mouvement naturel ne va porter l'attention des citoyens [sic] sur les résultats de recherche même lorsque ceux-ci les concernent au plus haut point. Comme le défendait Durkheim (Paugam, 2008), la mission des sociologues est « de donner à la société une plus grande conscience d'elle-même » (p. 149). Outre la production de connaissances, leur circulation au sein de la sphère publique relève donc également de la responsabilité du scientifique.

(Lelubre, 2013, p.22)

La diffusion peut alors permettre une connaissance des mobilisations contre l'austérité et en particulier du mouvement plus radical. J'ai ainsi pu présenter les résultats préliminaires de mon mémoire au ISA World Congress of Sociology<sup>2</sup> de Toronto, à l'été 2018, et à une conférence au colloque annuel de la Société québécoise de Sciences Politiques, à l'été 2019. Je souhaite aussi présenter mes résultats dans des espaces

---

<sup>2</sup> Ce congrès international est organisé tous les quatre ans et dont la dernière édition fut à Toronto. International Sociological Association (ISA) est organisation non gouvernementale et une organisation membre du Conseil international des sciences.

militants qui s'intéressent à cette mobilisation. Jusqu'à maintenant, cela se résume à une participation à une table ronde sur la répression à l'UQAM en janvier 2019. Les organisateur·rices avaient invité quelques ancien·nes militant·es lié·es aux mobilisations de 2015. On m'avait permis de donner une courte présentation sur mon projet de recherche. Après la publication de mon mémoire, j'espère pouvoir le diffuser et possiblement travailler avec des militant·es chercheur·es pour que mon travail puisse avoir un impact au-delà des murs de l'université.

#### 1.6.1 Une démarche entre engagement et distanciation

Ayant été étroitement liée à l'univers étudié, j'ai tenté de favoriser une méthodologie et une éthique de recherche adaptée à mon travail a priori lié à mon militantisme. En effet. J'ai souhaité concilier mon travail de recherche avec un engagement social et politique. J'ai voulu faire de ma recherche un contre-pouvoir (Marchat, 2001) pour donner en particulier la parole aux participant·es marginalisé·es au sein d'un mouvement qui a vécu une répression politique. En travaillant sur les récits d'un mouvement social, je souhaite notamment pouvoir offrir aux militant·es des récits d'expériences qui pourront nourrir les mobilisations futures. Cette démarche a certains avantages et est confrontée à certains défis méthodologiques que je tenterai de relever ici.

Au niveau des avantages, tout d'abord, la proximité sociale et politique a été importante afin d'être reconnue comme alliée et ainsi avoir une porte d'entrée à mon terrain d'étude (Bonnet, 2008, § 10). Mon savoir-faire et savoir-être militant me permirent de converser avec certains individus que je ne connaissais pas directement. J'ai pu gagner rapidement leur confiance malgré l'importance de la culture de la sécurité. En effet, le mouvement radical anti-austérité québécois auquel je me suis intéressée est difficile d'accès pour les personnes qui n'y sont pas intégrées. Bien que je n'aie pas eu de rejet explicite, plusieurs personnes ont ignoré mes demandes d'entrevue, notamment celles qui ont participé à des actions compromettantes ou illégales. Il fut aussi difficile de

rejoindre certain·es membres de groupes préférant garder l’anonymat et de la distance vis-à-vis des chercheur·es — difficulté reconnue par certain·es de mes pair·es. La double posture sociale qu’impliquent le militantisme et la recherche ne fut pas qu’un frein au développement de savoir : « L’enjeu n’est pas tant de faire preuve d’honnêteté individuelle que d’ouvrir les portes d’une appréhension collective des conditions de production des résultats de la recherche sociologique : la réflexivité devient alors un instrument de la scientificité (Dunezat, 2014, §16) ». Me présenter en tant qu’étudiante en sociologie me permit d’avoir une position intermédiaire. J’ai eu ainsi une réflexion sur ma position sociale face aux personnes interviewées (voir notamment Bourdieu, 1993) afin de permettre les meilleures conditions pour réaliser mes entretiens. Cela passa notamment dans la manière de me présenter avant l’entretien, en maintenant un certain degré de familiarité et l’utilisation du vocabulaire et des façons de parler, conscientes ou non, propre au milieu militant uqamien et étudiant de l’époque. Les personnes interviewées ont toutes un baccalauréat ou étaient en voie de l’obtenir à l’époque ; la plupart en sciences sociales. Durant les entretiens, cela passa notamment par une présentation de moi qui correspondait aux codes de ce milieu militant. Durant les entrevues, je portais des chaussures Doc Martens rouges avec des jeans et un T-shirt parfois militant de la IWW<sup>3</sup>. Cette grande ressemblance avec les interviewé·es (semblable à moi comme personne blanche, militante, uqamienne impliquée, de classe moyenne élevée, ayant complété le premier cycle universitaire, etc.) a certainement permis certains entretiens, mais en a possiblement empêché d’autres. Notre démarche limitée à une compréhension culturaliste pourrait certainement être bonifiée par une analyse des configurations sociales et des trajectoires militantes. Une analyse ultérieure incorporant un plus grand nombre de militant·es en fonction de leurs caractéristiques sociales et de leur trajectoire sociale permettrait possiblement de mieux comprendre la production, la communication et la circulation des récits.

---

<sup>3</sup> La IWW, soit l’Industrial Workers of the World, est un syndicat international américain d’extrême gauche ayant une certaine présence à Montréal.

Il va sans dire que plusieurs risques et enjeux adviennent en étant moi-même engagée avec son sujet d'étude. Comment cette perspective s'est-elle alors articulée à la démarche scientifique et sociologique ? J'ai tenté de garder une distance avec un travail méthodologique diversifié, en croisant les différentes sources retrouvées et gardant un regard critique vis-à-vis de mon sujet de mémoire. J'ai aussi cherché à confronter les récits des entretiens avec les articles de presse ou mes propres connaissances développées avant et pendant mon travail de recherche. J'ai rapidement retrouvé les récits les plus visibles et publicisés dans les entretiens de certaines personnes interviewées. Certaines pistes de recherche intéressantes se sont ouvertes dans les récits des femmes cis interviewées. J'ai cherché à rendre visibles ce qui ne semblait pas tenir au départ d'un récit construit, mais qui partait d'expériences marginalisées au sein du mouvement. Les entrevues ayant été menées quelques années seulement après la mobilisation, il me semblait nécessaire de rester ouverte aux nouvelles perspectives et aux récits n'ayant pas émergé. Il semble que ces récits participent aux structures dormantes (Johsua, 2009) qui maintiennent les expériences militantes.

Ce travail de reconstruction de la mobilisation comme des récits me permet de développer une vue différente et de sortir d'une posture purement militante. Comme le suggère Guay :

Ce qui « sauve » l'ethnologue, c'est la présence d'une diversité de points de vue, non seulement entre divers groupes sociaux, mais également à l'intérieur du même groupe. Un des problèmes d'une perspective engagée, en effet, est qu'elle assume que la position à prendre et les personnes à défendre est sans ambiguïté.  
(Guay, 2009, p.47)

Résolue à travailler avec une diversité de récits et rencontrant certains récits immergés, j'ai pu ainsi redécouvrir mon travail de recherche avec un regard neuf et sortir d'une perspective simplement militante.

### 1.6.2 La collecte de données accessibles publiquement

En tant que travail de mémoire basé sur moins d'une dizaine de longs entretiens, les données recueillies ne sont pas suffisantes pour avoir une connaissance solide du mouvement radical contre l'austérité. La collecte d'information sur les événements arrivés quelques années auparavant me permit de mettre en parallèle ce qui était dit et omit dans les récits. Comme le souligne Beckwith, l'interprétation d'un récit doit comprendre cet espace entre les événements et ce qui est dit par les anciens participant·es :

[The] absence of information and the exclusion of some events may be as important, and potentially as revealing, as the substance of the narrative. Narrative scholars have identified the absence of events or interpretations as including those that are considered “commonplace” or “unremarkable” (Patterson and Monroe 1998, 329) and which do not, in the narrative context, require explanation because they are known and unambiguous. (Beckwith, 2015, p.5)

Comme je l'ai mentionné plus haut (P.28), j'ai approfondi ma connaissance des événements qui ont eu lieu entre 2014 et 2015 de plusieurs manières pour comprendre les actions dans une perspective diachronique et spatiale.

Pour reconstruire les événements, j'ai d'abord filtré les informations pertinentes à travers divers outils et moteurs de recherche en ligne pour comprendre les événements et les groupes liés aux mobilisations contre l'austérité en 2015 en cherchant avec des mots clés (« grève », « manifestation », « P15 », « syndicat », « ASSÉ », etc.). J'ai ensuite regardé les médias traditionnels et les réseaux sociaux pour obtenir les dates publiques d'événements, de manifestations, etc., ainsi que des textes permettant de revenir sur la situation et certaines expériences vécues. J'ai ainsi croisé Twitter, Facebook et des informations provenant des médias traditionnels québécois (*La Presse*, *Le Devoir*, Radio-Canada et le *Journal de Montréal*) et de certains médias alternatifs (99 % média, Ricochet, Médias libres et CKUT) de Montréal. Avec ces données, j'ai

pu croiser les dates et les informations pour avoir une idée claire du mouvement. Finalement, j'ai utilisé les procès-verbaux et les discours disponibles des groupes en place pour avoir une idée précise de ce qui se passait à l'époque. Il a été plus difficile de trouver de l'information en ligne provenant directement de cette période, notamment vis-à-vis de la lutte dans l'UQAM. Beaucoup de textes et d'appels aux actions furent alors principalement diffusés par papier (plutôt que par internet) et par le « bouche à oreille ». Je me suis donc concentrée sur les informations provenant de mes entretiens et d'informations provenant d'autres personnes-ressources impliquées dans le mouvement.

### 1.6.3 Les entretiens : échantillonnage et recrutement

J'ai vite considéré l'éventualité d'un conflit d'intérêt ou de loyauté du fait de mon rapport de proximité avec le milieu étudié et interrogé. Pour pallier les risques éventuels engendrés par de tels conflits et pour permettre aux récits d'émerger librement, j'ai favorisé l'entretien non dirigé pour mes entrevues (Raymond, 1968). La question d'ouverture était : « Comment as-tu vécu les mobilisations en 2015 ? ». J'utilisais une approche dialogique avec la personne interviewée, reformulant ce qu'elle disait jusqu'à ce que la personne interviewée n'amène plus de nouveaux contenus. Si cela n'avait pas été directement raconté déjà, je revenais alors avec une seconde question qui se voulait plus réflexive : « Qu'est-ce que tu en retires ? » J'essayais de rebondir sur certains éléments pour permettre à « l'[interviewé·e] de le remplir des significations issues de dialogues internes et des dialogues sociaux (Magioglou, 2008, §102) ». En tant que personne étudiant à l'UQAM, faisant relativement partie des mêmes milieux et ayant réussi à gagner leur confiance, je devenais en quelque sorte la médiatrice de leur propre expérience en leur permettant de faire émerger les récits (*ibid.*, §20).

Ensuite, des procédures ont été prévues pour s'assurer d'un consentement actif et éclairé tout au long de la recherche et que les personnes interviewées se sentent accompagnées, avant, pendant et après la recherche. Pour rejoindre les personnes

interviewées, j'ai utilisé une adresse courriel cryptée. Aussi, les conversations ont été anonymisées et sécurisées et les messages ont été effacés après la rencontre. Ce qui a transité au travers de mes divers outils numériques a également été crypté avec des mots de passe.

Pour établir mon échantillon, je suis partie de plusieurs critères complémentaires. J'ai d'abord cherché des personnes participées aux divers événements à Montréal, que ce soit lors du piquetage de cours ou lors de manifestations, etc. Il n'était pas nécessaire que ces personnes aient été inscrites à l'UQAM. J'ai rejoint en particulier au sein des réseaux militants de l'organisation des comités P15. Celle·eux-ci ont participé à la grève et ont été particulièrement présentes au sein de l'UQAM, selon mes observations et lectures préliminaires. Pour avoir un regard complémentaire sur ces récits, j'ai également interviewé un militant qui voyageait entre l'UQAM et Québec, très impliqué dans l'ASSÉ à partir de l'automne 2015. Ensuite, j'ai souhaité avoir un échantillon représentatif des femmes et des personnes n'étant pas des hommes cis actives au sein de la mobilisation. Une analyse différenciée selon le genre semblait en effet particulièrement intéressante après avoir constaté dans mon travail préparatoire que certains récits typiquement féministe rapportaient le personnel au politique (voir notamment Varikas, 1996 ; Hanisch, 2006). Au départ, j'avais comme objectif de rencontrer une moitié des personnes qui ne sont pas des hommes cis, objectif que j'ai dépassé avec deux hommes, cinq femmes et une personne non-binaire.

Tableau 1.1. Portraits des personnes interviewées

	<b>Genre</b>	<b>Implication militante en 2015</b>	<b>Moment de l'entretien</b>
Éric	Homme cis	Université Laval et ASSÉ	Février 2019
Jonathan	Homme cis	UQAM et comités P15	Février 2019
Géraldine	Femme cis	UQAM et comités P15	Février 2019
Isa	Non-binaire	UQAM et comités P15	Février 2019
Françoise	Femme cis	UQAM et comités P15	Février 2019
Diane	Femme cis	Cégep Saint-Laurent et UQAM	Novembre 2019
Céline	Femme cis	Comités P15 et collectifs féministes mobilisés	Novembre 2018
Aline	Femme cis	UQAM et groupes étudiants mobilisés de l'UQAM	Juillet 2018

En cours de route, j'ai remarqué des pistes qui m'ont amené à regarder plus de récits produits par les personnes n'étant pas des hommes cis. Les entrevues ont été réalisées entre 3 et 4 ans après les événements, soit entre l'été 2018 et le printemps 2019.

J'aurais également aimé avoir une plus grande diversité d'acteur·rices, notamment des personnes racisées ou autochtones. Étant moi-même une personne blanche, les personnes racisées ou autochtones ont été plus difficiles à approcher. Ces personnes semblaient moins présentes dans le mouvement, mais j'ai eu aussi de la difficulté à les rejoindre. Les raisons de l'invisibilisation, directe et indirecte, des personnes racisées au sein du mouvement, comme dans la plupart des mouvements d'extrême gauche, sont complexes et variées. Il me semble toutefois que les enjeux raciaux au sein du mouvement mériteraient d'être approfondis. En effet, une longue discussion informelle

avec un militant afrodescendant ayant participé aux mobilisations m'a permis d'avoir un nouveau regard sur le mouvement. Ceci ne sera toutefois pas présenté dans ce présent travail.

Pour faire la promotion de ma recherche, j'ai publicisé une affiche et un document approuvé par le CERPE (Comité d'éthique de la recherche pour les projets étudiants). Celui-ci a été diffusé au travers des réseaux militants connus. J'ai également demandé à une dizaine de contacts privilégiés de partager l'information pour de possibles participant·es. À partir de là, j'ai utilisé la méthode de l'échantillonnage par boule de neige (Combessie, 2007) pour atteindre plus largement les participant·es. Cela me permit d'obtenir la plupart de mes contacts.

Les entretiens ont été réalisés dans des espaces sécuritaires selon les besoins des personnes interviewées, lieux qui n'étaient pas trop chargés émotionnellement pour la personne interviewée. La grande majorité a souhaité que l'on se rejoigne à l'UQAM ; deux d'entre elles ont souhaité que l'on se rejoigne à l'extérieur du Quartier latin. Avant l'entrevue, le formulaire d'information permettait de donner à la personne interviewée toutes les informations nécessaires afin de bien comprendre les enjeux de ma recherche. Pendant l'entrevue, je prenais également le pouls de différentes façons au début, pendant, ainsi qu'à la fin. Le « mécanisme (Breton et coll., 2010, p.9) » du *check-in* est un outil pour prendre le pouls du bien-être des participant·es à une rencontre ou discussion. Cet outil était déjà incorporé chez plusieurs militant·es :

Ces outils permettent de nommer explicitement les rapports de domination et de trouver des solutions concrètes pour s'assurer par exemple que les tâches les plus valorisées (dans notre société stratifiée) ne soient pas toujours effectuées par les personnes ayant le plus de privilèges (par conséquent, du temps et des ressources), ce qui amène plusieurs groupes à organiser des autoformations et à rendre disponibles autant que possible les ressources et ce, pour faciliter une participation active.  
(Breton et coll., 2010, p.9)

Cet outil utilisé lors de l'entretien a été particulièrement important pour diviser le temps de l'entretien et ces moments de vérification du bien-être. Aussi, j'ai recontacté les personnes quelque temps après l'entretien pour voir comment elles allaient. J'ai ainsi pu m'assurer que l'entrevue s'était bien passée pour elle.eux. J'ai finalement envoyé la transcription qu'elles ont pu valider de manière orale ou écrite.

#### 1.7.4. Traitement et analyse des données

L'analyse de nos données recueillies se base sur les méthodes de la théorisation ancrée (Glaser et Strauss, 1967) et au sein des études du cadrage (Johnston, 2002). Ces méthodes de recherche, mêlant linguistique et sciences sociales, m'ont permis de vérifier mes hypothèses en travaillant sur les entretiens. Ces méthodes m'ont également été utiles pour m'interroger et prendre de la distance face aux potentiels conflits d'intérêts et prises de position *a priori*.

Après avoir retranscrit mes entrevues, j'ai utilisé une méthode inductive pour construire les différents types de narrations de mes entretiens. Avant d'entrer dans l'analyse, j'ai d'abord décortiqué et codé les entrevues. J'ai ensuite codé sur Nvivo suivant les cinq grandes catégories structurantes d'une histoire pour trouver les informations les plus importantes (Labov and Waletzky, 1967) : l'orientation (1), les complications (2), les actions ou évaluations sur les complications (3), la résolution de l'histoire (4) et la morale (5). Ces grandes catégories m'ont été utiles dans les premières étapes du codage, ayant des entrevues qui n'avaient pas de structures similaires dues notamment au type d'entretien. J'ai par la suite tenté de formaliser en quatre cas les récits que j'avais sous les yeux en suivant les thèmes et les enseignements des récits. C'est à partir de ces portraits que j'ai pu ensuite approfondir et tester mes hypothèses.

J'ai ensuite cherché à vérifier mes hypothèses en suivant les méthodologies propres aux différents cadres théoriques qui étaient mobilisés. Suivant ma première hypothèse,

j'ai construit une grille d'analyse qui m'a permis de découvrir les liens entre les trajectoires et les différents types de cas. Suivant ma seconde hypothèse, j'ai fait une arborescence du cadre du mouvement social, tel que suggéré par Johnston (2002, p.73). Ne me basant pas sur un texte unique auquel j'aurais pu me référer pour comprendre le cadrage du mouvement, je l'ai reconstitué avec l'aide des quelques textes pertinents et informatifs de l'époque.

### 1.7 Structure du mémoire

Dans le chapitre deux, nous regarderons les éléments contextuels de la grève de 2015 qui favorisent certains grands récits et un certain répertoire organisationnel. Nous verrons plus en détail l'importance du mouvement anti-austérité au cours des années 2010, l'importance du mouvement antiautoritaire montréalais ainsi que la place du mouvement étudiant au sein du tournant radical contre l'austérité en 2015. Nous regarderons également de façon plus approfondie la répression politique vécue en 2015 ainsi que l'organisation des comités P15. Dans le chapitre trois, nous analyserons comment le cadrage du mouvement se construit et sera remobilisé au sein des récits sur le mouvement radical contre l'austérité. Dans le chapitre quatre, nous examinerons en détail comment les participant·es du mouvement radical contre l'austérité interviewé·es racontent le mouvement en faisant une typologie de ces récits.

## CHAPITRE II

### CONTEXTE DU MOUVEMENT RADICAL CONTRE L'AUSTÉRITÉ

Dans ce chapitre, nous mettrons en contexte les récits étudiés. Depuis la crise de 2008, les mobilisations populaires se sont multipliées contre les politiques d'austérité. Au Québec, le mouvement large contre l'austérité cherchait notamment à combattre les mesures d'austérité imposées par les gouvernements suivant la crise financière de 2008. Ce mouvement tentait de créer une nouvelle unité entre les différents acteurs sociaux. Mise à part une brève parenthèse durant laquelle le Parti québécois (PQ) est élu et forme un gouvernement minoritaire entre le 4 septembre 2012 et le 5 mars 2014, le Parti libéral du Québec (PLQ) siège au gouvernement depuis 2003 et sera le principal instigateur des différentes vagues d'austérité. Suivant son prédécesseur libéral Jean Charest, Philippe Couillard, élu premier ministre en 2014, et son gouvernement entreprennent d'importantes coupes dès 2014 qui représentent 5,4 milliards de dollars en 2016 (Fortin, 2020). La mobilisation contre ces mesures advient à l'hiver et au printemps 2015. Celle-ci mobilise plus de 50 000 étudiant·es en grève à la fin mars. Plusieurs journées importantes de grèves de travail sont également votées (voir Introduction). Quelques manifestations, souvent syndicales et communautaires, ont rallié des dizaines de milliers de personnes.

La mobilisation printanière se voulait un mouvement citoyen et inclusif visant à créer un rapport de force grâce à une grève sociale. Moins remarqué et remarquable que dans d'autres pays, le mouvement anti-austérité visait un ensemble de mesures touchant plusieurs services sociaux. Si quelques recherches ont été réalisées au Québec comme nous le verrons, très peu se penchent à l'international sur le cas canadien ou le cas québécois, ce qui résulte possiblement du fait que la crise et les mesures d'austérité y ont été plus modérées qu'ailleurs.

### 1.8 Le mouvement contre l'austérité

Prenons d'abord le temps de définir ce qu'est l'austérité. Bien que vivement débattue, nous caractérisons ici brièvement celle-ci comme un programme politique qui « [vise] à limiter les dépenses de l'État liées à ses fonctions sociales et à augmenter ses revenus par le biais de la tarification des services ou de hausses de taxes (IRIS, 2018, p.12) ». Contrairement au néolibéralisme, qui se veut un « grab-bag of ideas based on the fundamentalist notion that markets are self-correcting, allocate resources efficiently, and serve the public interest well (Stiglitz, 2008; in Farnsworth and Irving, 2018, p.3) » les politiques d'austérité sont une réponse dite pragmatique à la crise économique de 2008. À l'international comme au Canada, cette crise entraîne des « attaques agressives (Thomas et Tufts, 2016) » par les États contre les lois régissant le travail, le secteur public et les services. La critique de l'austérité apparaît rapidement en Europe, suivant les crises économiques et politiques importantes qu'ont vécues la Grèce, l'Espagne, le Portugal et l'Angleterre notamment.

Au niveau canadien, les politiques d'austérité ont visé particulièrement les lois sur le travail et les emplois dans le secteur public (Thomas et Tufts, 2016). Le gouvernement fédéral conservateur mobilisa ainsi les discours néolibéraux pour contraindre le secteur de l'emploi et la fonction publique fédérale. Par exemple, les travailleur·es de Poste Canada ont été confrontés à des coupes importantes à partir de 2014, notamment par la

privatisation de services et de ventes produites et par la fin du service porte-à-porte, supprimant de 6000 à 8000 employé·es. L'austérité touche aussi les autres paliers gouvernementaux, que ce soit au niveau des institutions publiques gouvernementales et paragouvernementales, mais également municipales. Par exemple, le gouvernement libéral de la Nouvelle-Écosse imposa, avec un discours de crise concernant les déficits, de réduire la taille de l'État en diminuant les budgets de certains ministères. Cela s'est remarqué par l'élimination de certaines initiatives gouvernementales. En 2015, cela se remarque aussi par la limitation des augmentations salariales des employé·es du secteur public. Comme le soulignent certains chercheur·es, les villes jouent également un rôle essentiel dans l'offre des services collectifs et communautaires et ont été grandement touchées par les mesures d'austérité (Donald et *Coll.*, 2014, p.3).

Au Québec, on assiste après la crise de 2008 à plusieurs plans de redressement par les gouvernements successifs. En 2014, le plan du ministre des Finances de l'époque impose de nouvelles coupes drastiques pour atteindre l'équilibre budgétaire (Beaulne, 2018). Suivant le plan Bachand et Marceau, le plan de Leitão vise en particulier les dépenses budgétaires à la hauteur de 84 % (*idem.*). Ainsi, l'augmentation des dépenses sera limitée à 1,5 % en 2015 et touche en particulier les ministères de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur ainsi que le ministère de la Santé et des Services sociaux (Dutrisac, 2015). Sur le terrain, les coupures ont un impact majeur. Par exemple, la Commission scolaire des Appalaches compose avec ses coupures en supprimant l'aide aux devoirs, les ressources éducatives et la prévention de l'intimidation et de la violence (Fortier, 2014). Aussi, le gouvernement du premier ministre Couillard fusionne différents organismes, coupe dans le réseau des délégations et bureaux du Québec à l'étranger et réduit de 1,8 % les affectations de la fonction publique (*idem.*). Les réactions au budget sont fortes chez les organisations syndicales, communautaires et populaires. Pour la FNEEQ (Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec), « Le budget et les crédits adoptés [le 4 juin 2014] constituent [...] une catastrophe annoncée (FNEEQ, 2014) ». Pour les co-porte-paroles de la Table

des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles, les mesures auront un impact majeur sur les quelque 3000 organismes communautaires québécois du domaine de la santé et des services sociaux :

Les groupes communautaires sont exaspérés ! Le gouvernement délaisse de plus en plus son rôle ce qui se répercute grandement sur eux. Les demandes d'aide augmentent, la pression monte, mais le financement, lui, stagne ! C'est inadmissible ! Les groupes exigent que le gouvernement retourne à sa planche à dessin ; ils comptent aussi intensifier leurs moyens de pression pour que le gouvernement cesse de faire la sourde oreille aux causes sociales.

(TRPOCB, 2014)

Comme cela aura été prédit, les mesures des différents budgets d'austérité auront eu un impact sur la société civile. Notamment, les femmes sont en particulier touchées par les hausses de taxes et mises en pression par la diminution des services publics, comme le montre le travail de l'IRIS (2015). Aussi, l'austérité multiplie pour les familles la charge des tâches domestiques et du travail émotionnel que celles-ci ont l'habitude d'effectuer (Couturier et Tremblay-Pepin, 2015, p.31).

Le mouvement contre l'austérité se veut notamment une réponse aux mesures d'austérité québécoises du gouvernement Couillard au cours des années 2014-2015. Il consiste en de nombreux groupes et inclut toutes les actions contestataires qui ont visé les mesures d'austérité. Dans une frange du mouvement, la plupart des organisations syndicales et communautaires militent contre les mesures d'austérité tout en prônant la concertation avec l'État québécois. La frange radicale du mouvement, quant à elle, agit plutôt de façon autonome vis-à-vis du reste du mouvement et de l'État. Un certain nombre de groupes autonomes, de syndicats, d'associations étudiantes et de militant·es font la promotion de la confrontation avec le gouvernement et d'une grève sociale. Cette idée provient historiquement des milieux d'extrême gauche et gagne en popularité durant cette période. À l'intérieur du mouvement radical contre l'austérité, les Comités Printemps 15 sont centraux. Ces derniers militeront de l'automne 2014 à

l'hiver 2015, en militant pour une grève sociale au printemps 2015. J'utiliserai dans le mémoire la formulation «les Comités P15» ou «les comités Printemps 2015» et «P15» bien que le «mouvement Printemps 2015» aient également été utilisés par les membres de cette mouvance.

Les mobilisations contre l'austérité suivent de quelques années le mouvement Occupy (Thomas et Tufts, 2014). D'envergure internationale, le mouvement Occupy a été présent notamment au Québec dans les villes de Montréal, de Québec et de Chicoutimi. À Montréal, il commence le 15 octobre 2011 bien que le plan d'occupation ait été lancé à la fin septembre (Ancelovici, 2016, p.177). Une de ses caractéristiques est la pratique de l'horizontalité, que l'on retrouvera également au sein des comités P15 (comme nous pourrons le voir aux p.47 et suivantes de ce mémoire). Les acteurs sociaux qui y participent ressemblent à ceux qui militent contre l'austérité. Souvent soutenu par les syndicats, le mouvement Occupy demeura en tension avec ceux-ci, remettant parfois en cause leur leadership (*ibid.*, p.69). Le mouvement Occupy et le mouvement étudiant se chevauchent et s'entrecroisent à plusieurs moments. Ceux-ci partagent aussi certains récits. Par exemple, les participant·es au mouvement Occupy se sont joints à des manifestations étudiantes à l'automne 2011 (Ancelovici, 2016, p.179). Suivant ces mobilisations, plusieurs récits de 2015 dépassent la lecture du contexte social en des termes corporatistes et se lient à un contexte politique et économique international comme à des mobilisations passées.

Comme l'évoque Robert (2017), l'histoire du mouvement étudiant québécois est étroitement liée aux résistances internationales et au contexte global d'austérité. Celle-ci souligne l'importance des luttes internationales au sein de l'ASSÉ :

Depuis ses débuts, l'ASSÉ s'enracine dans les luttes internationales contre la mondialisation, la privatisation et les coupures dans les services publics. Les luttes des mouvements sociaux, notamment étudiants, du monde entier

sont fréquemment utilisées comme exemples de réussites de mobilisation.  
(Robert, 2017, p.202)

Grâce à cela, le mouvement étudiant québécois est perçu comme un « espoir d'augmenter les capacités d'organisation face à l'austérité (Graefe, 2017) » dans le reste du Canada. Le travail de recherche en lien avec les politiques néolibérales et les coupures dans les programmes sociaux y sont importants. Nous reviendrons donc dans les prochaines sections au mouvement étudiant et au mouvement antiautoritaire québécois, pour nous plonger finalement dans le mouvement radical contre l'austérité.

### 1.9 Le mouvement étudiant québécois

Le mouvement radical contre l'austérité est lié à l'histoire du mouvement étudiant combatif québécois. Les militant·es du courant de syndicalisme de combat sont présent·es depuis les années 60 dans le mouvement étudiant québécois. Celle·ux-ci rejettent « la concertation avec l'État [...], les nouvelles instances de participation [et] le principe de représentation politique au sein des associations étudiantes (Theurillat-Cloutier, 2017, p.122) ». Cette tradition syndicale et étudiante a su innover et s'ancrer dans les réalités étudiantes et organiser plusieurs grèves importantes, dont la grève de 2012. Les comités de P15 répondent directement à l'organisation du mouvement étudiant ayant fait grève au printemps 2012. Plusieurs personnes interviewées ont également été impliquées en 2012, la plupart au sein de leur CÉGEP. La mobilisation étudiante de 2012, riche d'expériences et d'organisations accumulées au cours des cinquante dernières années, a nourri le répertoire d'action et discursif du mouvement radical contre l'austérité en 2015.

En particulier, l'organisation des comités P15 est une réponse directe à l'ASSÉ, organisation fondée en 2001 et dissoute en 2019. L'ASSÉ suit une longue tradition de militantisme étudiant québécois, basée sur une critique frontale des fédérations

étudiantes concertationnistes et sur un programme explicite visant la gratuité scolaire. Bien qu'elle suive des principes politiques clairs, la question de l'anticapitalisme n'est pas mise explicitement de l'avant et permet ainsi une ouverture aux associations plus modérées. L'ASSÉ était une initiative de la SOGEECOM, qui a été élaborée afin de dépasser les contradictions de la FEUQ et la FECQ<sup>4</sup>, mais aussi du Mouvement pour le droit à l'éducation (MDE), une organisation étudiante combative qui fut dissoute en 2000. L'ASSÉ centralisait les associations étudiantes dans son effectif et ne permettait pas les adhésions individuelles comme l'avait fait le MDE auparavant. Après le sommet des Amériques en 2001, la grève de 2005 sera un moment important pour l'association. Cette grève étudiante durera jusqu'à 8 semaines chez certaines associations étudiantes, ce qui constitue une des plus importantes grèves de l'histoire du mouvement étudiant. L'ASSÉ consolide alors son importance dans ce mouvement en créant la CASSÉE (Coalition de l'ASSÉ élargie) qui permet d'influencer plus largement le mouvement étudiant, ce que la FECQ n'avait pas réussi à faire. Cette coalition est une première dans l'histoire du mouvement étudiant québécois et sera renouvelée en 2012. Bien que le gouvernement concède face à la grande mobilisation, plusieurs ne considèrent pas pour autant la grève comme un succès. Les fédérations étudiantes (FEUQ et FECQ) participèrent à contrecœur à cette grève et divisèrent le mouvement étudiant en écartant l'ASSÉ durant les négociations. Un certain nombre de militant·es remirent en question plusieurs stratégies de la grève de 2005. Se présentant comme « pragmatique », cette tendance développa une stratégie médiatique, contribuant à la création de la Coalition Main rouge, qui rallie plusieurs acteurs sociaux importants du monde communautaire et syndical et qui est très active en 2015. Cette tendance redéfinit aussi la stratégie vis-à-vis des fédérations étudiantes. Alors qu'il aurait été impossible de voir l'ASSÉ faire une déclaration commune avec les fédérations étudiantes avant 2009, l'ASSÉ va encore

---

<sup>4</sup> La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) sont deux fédérations étudiantes plus modérées que l'ASSÉ. La FECQ est fondée en 1990 et représente toujours plusieurs dizaines de milliers d'étudiant·es. La FEUQ, fondée en 1989, fut dissoute en mars 2015, après la désaffiliation de deux membres associatifs majeurs, l'ADEESE-UQAM et FAÉCUM.

plus loin en participant au Rassemblement national étudiant en 2010 qui compte plus de 200 personnes et 60 associations étudiantes. Ce Rassemblement se résume en trois ententes : entente de solidarité, entente de non-recommandation et entente de non-dénonciation (Robert, 2015, p.7). De la sorte, l'ASSÉ s'assure, du moins en principe, que les autres associations ne négocieront pas sans elle et que les fédérations n'attaqueront pas les actions de l'ASSÉ. Ces nouvelles stratégies sont toutefois loin de faire l'unanimité au sein de l'organisation étudiante. Certain·es y voient une perte de combativité de l'organisation et constatent aussi une dilution des principes fondamentaux de l'ASSÉ au profit des liens avec, d'une part, les organismes communautaires et syndicaux et, d'autre part, les fédérations.

La grève étudiante de 2012 a été un évènement des plus marquants du mouvement étudiant québécois, mais aussi dans l'histoire québécoise contemporaine. Si les effets de cette grève restent à être précisés avec le temps, celle-ci a touché profondément un grand nombre d'étudiant·es et de citoyen·nes. Comme nous l'avons suggéré (p.37 et suivant), cette mobilisation fait partie de quelque chose de plus large que le mouvement étudiant. La grève de 2012 a battu plusieurs records en matière de longévité et d'importance. Celle-ci est de loin la plus longue grève étudiante québécoise. Pendant trois mois (14 février au 18 mai, date à laquelle la session a été suspendue), elle a mobilisé des étudiant·es durant huit mois (du 13 février au 4 septembre). Elle atteint un sommet avec plus de 310 000 étudiant·es mobilisé·es le 22 mars 2012 (Rapport Ménard, 2014, p.126) et l'on dénombre plus de « 1370 manifestations ou évènements durant la grève étudiante (*idem.*) » du printemps 2012. Plusieurs évènements ont ainsi marqué la génération militante qui s'est impliquée en 2015 et ont permis un renouvellement des tactiques militantes qui suit les contraintes imposées par le contexte social de 2012. Par exemple, la ministre Beauchamps demande le 24 avril 2012 une trêve de 48 heures le temps des négociations. L'AFESPED reporte sa manifestation de soir de 24 heures, mais « des grévistes mécontents [sic] ont alors convoqué de leur propre chef une “ostie de grosse manif de soir” et relayé sur le site internet de la

CLASSE, qui fonctionnait comme une plateforme ouverte (Theurillat-Cloutier, 2017, p.346). » La dissociation de Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de l'ASSÉ, vis-à-vis de cet évènement (puisque n'étant pas une manifestation de la CLASSE) n'empêche pas la CLASSE d'être exclue des pourparlers. La manifestation de soir se répétera cependant pendant plusieurs mois et deviendra un symbole de la lutte comme insaisissable et spontanée. La fin de la grève marquera aussi les tensions entre les militant·es. Le mouvement avait dépassé le simple enjeu de la hausse des frais de scolarité et même de la gratuité scolaire et plusieurs y voyaient un levier pour provoquer un changement social profond. Aussi, beaucoup de militant·es ont manifesté leur mécontentement au sujet de l'appropriation du leadership, de la légitimité et du crédit du mouvement par des organisations comme l'ASSÉ.

#### 1.10 Le mouvement antiautoritaire

Un troisième élément contextuel pour comprendre les évènements de 2015 est le mouvement antiautoritaire québécois. Celui-ci est explicitement nommé par beaucoup des personnes interviewées, faisant référence à des groupes, pratiques et idéologies affiliées. Plusieurs nomment aussi les valeurs libertaires comme essentielles à leur militantisme.

Le mouvement antiautoritaire est formé de différents groupes militants et affinitaires, notamment la CLAC, collectif important du mouvement depuis sa fondation en janvier 2001. Le mouvement social antiautoritaire est présent dans les années 2000 durant les grandes mobilisations contre la mondialisation. Celui-ci permet de créer une coalition plus large : « ce qui apparaît novateur à cette période est de voir converger ces acteurs pour former un mouvement social jusqu'alors inédit dans la province (Sarrasin, 2014, p.15) ». Plusieurs organisations locales participent à la promotion, l'organisation et la diffusion des luttes qui se déroulent ici comme à l'étranger. Les sommets qui se déroulent au Canada, comme le Sommet des Amériques de 2001 à Québec, sont des

événements fédérateurs qui mobiliseront plusieurs dizaines de milliers d'individus. « [ces] groupes forment une véritable fourmilière antiautoritaire, unis autour de caractéristiques communes propres à la perspective libertaire, mais distincte entre eux quant à la diversité de leurs formes d'expression (Delisle-L'Heureux et Sarrasin, 2013, p.63) ». Le mouvement antiautoritaire s'intéresse peu à l'arène politique institutionnelle et cherche à créer des solidarités au-delà des moments forts de mobilisation. Le mouvement antiautoritaire repose ainsi sur des « événements ou rassemblements périodiques » et des « projets ponctuels » (Sarrasin, 2014, p.95-98). Ces moments et lieux permettent de partager sur les plans culturels, stratégiques et affinitaires. En plus de s'attaquer aux différents systèmes d'oppression, on les retrouve au sein de mouvements étudiants, de groupes écologistes, anticapitalistes, en soutien aux groupes marginalisés et dans des luttes au logement (Bellemare-Caron, Cyr, Dupuis-Déri et Kruzynski, 2013, p.22). Malgré la fin du mouvement altermondialiste tel qu'il s'est présenté à partir de la crise économique de 2008 (Fougier, 2012), le mouvement antiautoritaire a continué de différentes façons. Le mouvement radical contre l'austérité, les comités du Printemps 2015 en particulier, a notamment été influencé par le mouvement antiautoritaire en reprenant plusieurs de ses pratiques.

### 1.11 Le mouvement radical contre l'austérité en 2015

Avant d'entrer dans les histoires telles qu'elles furent rapportées par les militant·es, nous reviendrons sur l'organisation du mouvement radical contre l'austérité, sur la répression que celui-ci a vécue ainsi que sur la narration principale de leur mobilisation.

Hors du mouvement étudiant et de groupes antiautoritaires qui organisèrent des actions durant 2014 et 2015, on peut dire que le mouvement radical contre l'austérité pour la grève sociale est réduit. Bien que les différentes organisations soient relativement unanimes sur ce qu'est le problème de l'austérité (cadre diagnostique), c'est au niveau des moyens d'action et des stratégies (cadre pronostique) que celles-ci se sont

divisées. Le mouvement contre l'austérité en général propose de s'attaquer aux politiques du gouvernement québécois grâce au lobbying, à la diffusion d'informations au grand public et à de possibles grèves légales. À partir de 2015, 400 000 travailleurs·ses des public et parapublic doivent négocier leurs conventions collectives avec le gouvernement provincial. Malgré un certain potentiel, l'idée d'une grève sociale est loin d'avoir progressé dans les syndicats. Ces derniers feront certes plusieurs grèves sporadiques entre 2014 et 2015 et appelleront à manifester notamment au travers du collectif Refusons l'Austérité et de la Coalition Main Rouge. Ce collectif comprend les principales fédérations syndicales québécoises (FTQ et CSN) ainsi que la FECQ et la FEUQ. Leur participation est cependant plus sporadique et principalement corporatiste. Le MEPACQ et la Coalition Main Rouge, réunissant des groupes citoyens, populaires et syndicaux, ont également été impliqués dans l'organisation de manifestations et d'actions directes non violentes. Cependant, malgré une implication certaine de plusieurs syndicats et de groupes communautaires, ces coalitions resteront plutôt éloignées des mobilisations du mouvement radical contre l'austérité.

Le mouvement radical contre l'austérité vise quant à lui à créer un mouvement populaire pour une grève sociale. En plus de souhaiter lutter contre l'austérité, ce mouvement élargit ses cibles aux hydrocarbures et souhaite être en solidarité avec les communautés autochtones et les groupes écologistes en lutte. Contre l'idée de lobbying et de grèves réduites et circonscrites, celui-ci tente de mobiliser pour créer un véritable front social. Les mobilisations diverses des groupes syndicaux et communautaires ainsi que les multiples communiqués se prononçant contre l'austérité laissent penser aux militant·es que le mécontentement social alimentera la mobilisation vers une confrontation directe et possiblement révolutionnaire. Elle se divise généralement en 2 groupes (voir notamment Robert, 2017 ; Theurillat-Cloutier, 2017). D'abord, on remarque la faction dite socialiste, où l'austérité doit être combattue par des campagnes de sensibilisation et des actions directes, mais aussi par le maintien d'une organisation

démocratique de concertation qui reste au centre des processus décisionnels. La grève sociale pourrait selon cette faction advenir si les organisations syndicales et communautaires se mettent de la partie. Cette faction fut organisée notamment autour de l'ASSÉ. L'ASSÉ rassemble en 2015 plusieurs dizaines d'associations étudiantes (plus de 70 000 membres). Elle est aussi membre fondatrice de la Coalition Main rouge, très impliquée durant la période de mobilisation de 2014 et 2015. Ensuite, le second groupe est décrit comme « spontanéiste » ou « autonome ». Pour cette seconde tendance, l'austérité doit d'abord être combattue par l'action directe et ne peut s'organiser au travers d'une organisation unitaire, mais bien dans des groupes affinitaires. Si une grève sociale peut avoir lieu, c'est hors des syndicats ou encore des organismes communautaires. Cette grève sociale doit advenir à partir de la base, soit des travailleur·ses iels-mêmes. L'organisation principale dans cette partie du mouvement est celle des comités P15. Pour plusieurs personnes de cette tendance auxquelles nous nous sommes adressées pour cette recherche, la tendance spontanéiste a cherché à être une bougie d'allumage pour élargir le mouvement étudiant à une grève sociale, ce que nous regarderons plus en détail dans la page suivante. Au sein de cette tendance, les étudiant·es montréalais·es du cégep Saint-Laurent, du cégep du Vieux Montréal et en particulier uqamiennes ont joué un rôle important. Alors que la plupart des universités et des CÉGEPS ayant fait des votes de grève retournèrent en classe et terminaient même les cours assez rapidement, plusieurs associations facultaires de l'UQAM sont demeurées en grève jusqu'au mois de juin. Comme nous le verrons en pages 52 et suivantes, la répression uqamienne est un élément à la fois mobilisateur et démobilisateur. En effet, celle-ci permet de créer une solidarité entre les nombreux groupes et collectifs impliqués de manières formelle et informelle près de cette université, en donnant temps et ressources afin de notamment riposter à la répression vécue.

### 1.11.1 Les caractéristiques de la tendance spontanéiste

Étant la plus active en 2015 et rapidement réprimée, nous intéresserons davantage à comprendre la tendance spontanéiste. Quelles sont les pratiques qui la déterminent ? D'abord, la possibilité de créer un mouvement hors des organisations est centrale. Cela passerait par un élargissement du mouvement par l'idée d'une contagion des moyens d'actions et des stratégies. En effet, une longue tradition politique s'intéresse à l'analogie de la contagion un type de diffusion possible qui se veut également anti-hiérarchique (voir notamment Wettstein, 2014, p.26-29 ; Bennett, 2012). Suivant Occupy et d'autres mouvements contemporains, l'utilisation des médias sociaux est généralisée au début du mouvement et permettrait de dépasser la base militante. Cela devrait permettre de propager par l'exemple de leurs actions les pratiques de grève, anti-hiérarchiques, et autonomes. Contrairement à la tendance socialiste du mouvement radical, qui vise d'abord à rejoindre les organisations syndicales et communautaires, la tendance spontanéiste considère que c'est la population québécoise elle-même qui se sentira interpellée par la grève au printemps. Le mouvement de grève dépasserait ce que proposeraient alors les organisations syndicales. La plupart des comités utilisent aussi Facebook d'une manière ou d'une autre comme principal moyen de communication. Certains comités ont une page (lieu de diffusion d'information) et d'autres ont des groupes (plutôt un lieu d'échanges et de communications), selon les possibilités offertes par ces deux usages de Facebook. Les comités diffusent sur les médias sociaux, au travers de leur page respective, les informations considérées importantes : manifestations, discussions et réunions y sont convoquées. L'utilisation des médias sociaux se modifiera cependant avec le contexte de répression et après la criminalisation de 9 militant·es de l'UQAM le 20 mars, instaurant un climat de peur dans l'université. Comme nous le verrons dans la sous-section suivante (pages 52 et suivante), la répression de 2015 oblige ainsi plusieurs grévistes des différents cégeps et des universités à être masqué·es. Pour faire respecter les mandats de grève, celle·eux-ci commettent un acte criminel aux yeux de la loi. La potentielle criminalisation et les

divers moyens de répressions modifièrent la manière dont les grévistes et militant·es communiquent. Au début du mouvement, les appels sont publicisés par des affiches dans les universités, dans certains espaces militants et sur internet. La volonté de continuer la grève à l'UQAM suivant les injonctions oblige alors les militant·es à utiliser des canaux de diffusions considérés comme plus sécuritaires (notamment au travers de papier distribué, bouche-à-oreille, le logiciel crypté Signal, etc.). Recentrant les actions au sein de l'UQAM après les dissensions vives au début avril avec le congrès de l'ASSÉ, les militant·es ont cherché à maintenir les étudiant·es mobilisé·es.

Une seconde pratique importante est la diversité des tactiques. Ce principe est déjà mis de l'avant au sein de la CLASSE dans le mouvement étudiant en 2012 (L'Écuyer, 2017, p.45) et dans le mouvement antiautoritaire québécois. Suivant Dupuis-Déri, « [c]e principe évoque une valorisation de l'autonomie politique, tout en soulignant la légitimité de l'hétérogénéité des formes de contestation au sein d'un même mouvement. (Dupuis-Déri, 2016, p.157 ; in L'Écuyer, 2017, p.45) ». Les tactiques d'action directe sont sensiblement similaires à celles qui ont eu cours en 2012 : on retrouve en effet les manifestations festives, les « manifs de soirs », l'occupation de l'espace public par des œuvres artistiques<sup>5</sup>. Le contexte de répression et les directions politiques présent·es au sein de l'UQAM ont conduit à une hiérarchisation des tactiques et une valorisation des actions en confrontation au détriment d'actions plus pacifistes.

Une troisième pratique est l'horizontalité. Centrale pour les comités P15, elle les rapprocherait des autres organisations de mouvement social contemporaines : « Commentators often claim that the practice of horizontalism is the lowest common denominator of the recent wave of protest. Such practice is based on direct democracy and non-hierarchical, prefigurative alternatives that allegedly embody the desired ideal society (Dufour et al, 2016, p.27) ». Alors que l'assemblée citoyenne et l'occupation

---

<sup>5</sup> Sur les pratiques du mouvement étudiant de 2012, voir notamment : Ancelovici et Dupuis-Déri (dir.), 2014.

des places sont des éléments centraux dans les mouvements des « printemps arabes » et de Nuit debout (Guichoux, 2016), les comités ne privilégient cependant pas l'unité et les grandes assemblées, mais l'autonomie des comités entre eux. En effet, les décisions devraient en théorie être prises à l'intérieur des différents comités. Leur fonctionnement ne dépend d'aucune instance supérieure et n'a pas besoin d'une reconnaissance extérieure pour être légitime. Pour comprendre le type d'horizontalisme qui y est promu, nous regarderons deux pratiques de l'horizontalité qui diffèrent d'autres mouvements sociaux. Ces deux pratiques suivent le mouvement et sont des innovations face aux difficultés vécues au sein de l'organisation de l'ASSE. La première est l'absence de concertation entre les comités. En effet, si les comités eux-mêmes sont des lieux de concertation et de démocratie, ceux-ci sont autonomes et ne se construisent pas en fonction d'un centre ou d'un lieu de décision qui les réunirait tous. D'un côté, il existe les comités régionaux qui se construisent pour pouvoir se rejoindre et coordonner leurs actions, leurs paroles. D'un autre côté, les comités thématiques qu'on retrouve plus particulièrement à Montréal souhaitent rallier les personnes sur des intérêts et moyens d'actions spécifiques. Les comités larges adviennent sporadiquement lorsque le besoin se fait sentir. Ceux-ci n'ont pas de pouvoir coercitif, mais offrent un endroit de délibération et de mise en action. Deuxièmement, l'horizontalité du mouvement se réalise aussi par l'absence de représentation publique. En effet, les comités n'ont aucun·e porte-parole et agissent de manière anonyme. Cette absence de figure de représentation est redoublée par la fermeture face aux canaux médiatiques traditionnels. Selon les comités, l'absence de représentation dans les médias est liée aux problèmes généraux que côtoient les groupes radicaux et étudiants à entrer dans la sphère publique et médiatique. Alors que les médias traditionnels sont particulièrement méprisants du mouvement radical contre l'austérité en 2015, la stratégie des comités est principalement d'éviter leur canal pour se tourner vers les médias sociaux comme Facebook et Twitter comme nous le verrons plus bas.

Cependant, alors que ces pratiques sont importantes et acceptées dans la tendance spontanéiste, on peut voir qu'elles sont l'objet de discussions et de luttes pour les définir. En particulier, le principe d'horizontalité se retrouve au centre des enjeux émis à l'égard des comités P15, alors que ceux-ci s'étaient eux-mêmes construits en réfléchissant aux processus décisionnels des expériences précédentes au sein du milieu étudiant et de l'ASSE. Certaines tensions ont été importantes entre des comités sur les enjeux de pouvoirs présents dans le mouvement. Certains groupes préfèrent s'éloigner des comités P15, comme le FUCA (Féministes Unies contre l'Austérité) à Montréal et le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste à Québec. Si une majorité des militant·es semble d'accord avec la critique de la représentation et l'absence de lieu de concertation, il semble que le partage du pouvoir est un problème pour elleux. Dans une rencontre du 13 avril qui vise à recréer une assemblée large à Montréal pour le mouvement du Printemps 2015, il semble que la concertation de la mobilisation est difficile :

- Manque d'ouverture des instances actuelles.
  - Difficulté pour les nouvelles personnes de s'intégrer
  - On ne sait pas ce qui se passe dans les comités de P15
  - Grand travail d'information qui n'a pas été fait, et le discours doit être (sic) intelligible dans l'ensemble de la population.
  - Le comité suivi est mort.
  - Appel à la transparence (sic) dans les comités d'organisation, pour que l'ensemble des gens puissent savoir ce qui se passe. Compte à rendre entre les comités
  - peu de ressources et de contact dans les régions (Rivière-du-Loup).
- (Anonyme, Compte rendu du 13 avril 2015)

Le procès-verbal de cette réunion, très vague, parle ainsi sur les obstacles que les participant·es constatent au sein du mouvement radical contre l'austérité en avril. L'horizontalisme au sein des comités P15 passe par un mouvement sans leader, mais également par l'absence de lieu de concertation : pas de comité de coordination réel, pas d'assemblée populaire, pas de place occupée, comme on retrouve au sein

d'Occupy. Nous regardons plus en détail la répression à laquelle est confronté le mouvement.

### 1.11.2 Le mouvement radical contre l'austérité et la répression

Les militant·es mobilisé·es ont vécu un contexte de répression politique particulièrement prenant. Celui-ci sera déterminant sur les mobilisations de 2015. Nous tenterons ici de comprendre de quelle manière la répression a été présente durant celui-ci. Comme nous l'avons souligné (p.49 et suivantes), le mouvement est amené à modifier certaines pratiques rapidement sans pouvoir s'adapter au nouveau contexte et créer un mouvement large dépassant les institutions scolaires. Suivant notamment les pistes de Chicoine (2018) et mes propres recherches, il semble nécessaire de comprendre la place que joue la répression sur les mobilisations de 2015.

Contrairement au printemps 2012, où la répression est menée de manière graduelle, en 2015 la répression advient très rapidement. Par exemple, la mobilisation étudiante contre l'austérité commence la grève le 23 mars et le gouvernement québécois, avec le support des institutions académiques, utilise plusieurs tactiques de répression dès les premiers jours pour s'attaquer au mouvement. Le 24 mars se solde avec 274 arrestations à Québec et neuf étudiant·es sont expulsé·es de l'UQAM le même jour. Une semaine plus tard, une trentaine d'organisations communautaires et sociales lanceront un communiqué commun soulignant la répression actuelle (Van Vliet, 2015). Aussi, la police utilise tous les moyens légaux pour stopper les manifestations de rue et réprimer les militant·es : usage de nombreuses armes à « létalité réduite », présence accrue dans les universités et lieux pouvant être ciblés, et arrestations, tantôt ciblées, tantôt de masse, durant plusieurs manifestations.

La répression est rapide et forte, visant en particulier les franges étudiantes et militantes d'extrême gauche :

[en] l'espace d'un mois et demi seulement, soit du<sup>15</sup> mars au 1er mai 2015, nous avons recensé plus de 1006 arrestations à Montréal et à Québec. 939 d'entre elles sont survenues lors d'arrestations de masse. Nous notons aussi que les interventions policières pour mettre fin aux manifestations sont de plus en plus brutales et qu'un changement dans le choix des infractions portées par les autorités policières et judiciaires est survenu. (Ligue des droits, 2015, p.5)

Pour un mouvement loin de l'importance du printemps 2012, ces chiffres sont certainement élevés : en comparaison, on compte 3500 arrestations sur 7 mois et demi en 2012 (*ibid.*, p.11). Durant cette période, ces arrestations sont en effet fréquentes grâce aux règlements P-6 à Montréal et 19.2 à Québec. L'utilisation de la technique de la « sourcière », ou « kettling » en anglais, leur permet par la suite de donner des contraventions ou procéder à des arrestations. Malgré ce nombre important d'arrestations, une partie des règlements seront au cours de l'année 2015 invalidés. Le règlement P6<sup>6</sup> à Montréal sera même partiellement invalidé avant le début des grèves étudiantes : « En date du 9 février 2015, un jugement invalidant trois constats d'infraction remet en vertu de l'article 2.1 du règlement municipal P6 (Carrier-Plante, 2018, p.40) ». Cet article du règlement municipal de Montréal portait sur l'obligation de fournir un itinéraire lors de manifestations de rue. Les manifestant·es ont ainsi vécu une « lune de miel judiciaire (*idem.*) » qui entraîne rapidement de nouvelles stratégies de la part des services d'ordre : « certaines innovations tactiques donnent à penser que le Service de police a temporairement renoncé à faire un usage routinier des arrestations de masse dans le cadre de manifestations » (*ibid.*, p.41). Par peur de nouveau

---

<sup>6</sup> Le règlement P-6, existant depuis 2001, vise à encadrer les manifestations à Montréal. Il fut modifié le 19 mai 2012 pour inclure l'obligation de révéler son itinéraire en manifestation, l'interdiction d'avoir le visage couvert et la possibilité d'interdire de manière préventive les manifestations. Plusieurs de ces articles sont cependant tombés depuis, ayant été jugés anticonstitutionnels. Le Règlement 19.2 est quant à lui inclus dans le Règlement sur la paix et le bon ordre. Celui-ci stipule qu'il est interdit pour « une personne de tenir ou de participer à une manifestation illégale ». Une manifestation illégale à Québec peut être désignée comme telle lorsque celle-ci n'a pas donné ou respecté son itinéraire ou « lorsque des actes de violence ou de vandalisme sont commis ». Ces deux règlements sont utilisés par le SPVQ (Services de police de la ville de Québec) et le SPVM (Services de police de la ville de Montréal) pour faire des arrestations lors des manifestations.

débordement, le SPVM utilisera de moyens pour le moins non-conventionnels afin de réprimer le mouvement. Notamment, quelques policier·ères se déguisent en manifestant·es durant la manifestation du 18 décembre 2015 (*idem.*).

En plus de la répression policière, les participant·es à la mobilisation de 2015 font face à différentes formes de répression « douces ». La répression douce peut avoir un impact important sur un mouvement social :

Soft repression, especially when it arises in and is expressed through the institutions of civil society, will be neither as centralized as state action nor as visible as hard repression, but it can still be powerful and effective in blocking or disarming social movements.  
(Ferree, 2004, p.97)

Les médias québécois présentent négativement les militant·es contre l'austérité issue des groupes étudiants et radicaux. Néanmoins, plusieurs voix s'élevèrent rapidement pour dénoncer l'invisibilisation par les médias des violences vécues sur le terrain :

Mainstream media is simply not questioning the legal legitimacy of this wave of police brutality and repression toward the anti-austerity movement. Highlighting this as a clear example of a systemic inability in the corporate media to profoundly critique structures of power in our society is important.  
(Christoff, 2015)

Au-delà du traitement journalistique des événements, on retrouve également un grand nombre de chroniques qui invectivent le mouvement étudiant. Au travers des chroniques et éditoriaux des différents journaux et médias, plusieurs procédés ont été utilisés pour invalider les propos du mouvement : « Infantilisation, appel aux mesures musclées afin de forcer le retour en classe, quitte à contourner les votes par le recours aux tribunaux : on refuse de considérer les étudiant·es comme des acteur·ices sociaux·es à part entière (Brisson, 2015) ». Les médias populistes s'attaquent particulièrement aux manifestant·es étudiant·es et cherchent à discréditer le

mouvement. Sur les huit caricatures provenant du quotidien le plus lu au Québec et évoquant directement des actions contre l'austérité entre mars et avril 2015, quatre portent sur les étudiant·es et « l'extrême gauche » et en donnent une image négative. Une des caricatures représente une personnalité publique soutenant le mouvement. Les deux portants sur les négociations syndicales tournent au contraire en dérision le gouvernement ou la classe dirigeante. Par exemple, la caricature du 9 avril 2015, le lendemain de l'occupation du bâtiment DeSève qui sera largement médiatisé, fait un lien entre les étudiant·es de l'UQAM et l'État islamique. Aussi, de nombreux groupes Facebook sont créés en réaction au mouvement radical contre l'austérité et on remarque de nombreux trolls sur les différents groupes publics de la plateforme Facebook.

Par exemple, Naomie Tremblay-Trudeau est une manifestante ayant reçu les débours d'un projectile d'un fusil à irritant chimique durant le printemps et qui devint un symbole de la répression policière (voir Introduction). Celle-ci est rapidement dénigrée, ridiculisée et intimidée sur plusieurs plateformes. La Coalition Sortons les Radio-Poubelles de Québec recense sur son site plus de 6 interventions dans les radios de Québec qui insultent directement celle-ci au cours des mois de mars et d'avril 2015. Sur les médias sociaux, plusieurs individus s'organisent pour se prendre directement à sa personne. Une page Facebook nommée Naomie Nutella est notamment créée. Celle-ci obtient près de 7000 « fans » à l'intérieur d'une semaine d'existence (Hassin, 2015) et la ridiculise directement. Ces exemples ne sont que les plus visibles et connus de 2015 et d'autres événements demeurent bien sûr inconnus du public. Par exemple, le président de l'AELIÉS (Association des Étudiant·es de Laval Inscrit·es aux Études Supérieures) sera victime d'intimidation raciste et sera marqué psychologiquement, alors que celui-ci ne fait qu'appliquer le mandat de grève qui avait été voté durant une

assemblée selon Éric, militant impliqué au sein de l'ASSÉ et des comités P15, interviewé en 2019<sup>7</sup>.

La répression provient certes des forces de l'ordre et des médias, traditionnels et sociaux, mais se manifeste aussi au sein des universités. L'utilisation de nombreuses injonctions interdit de perturber les classes à plusieurs associations facultaires à travers le Québec : le 30 mars à l'Université de Sherbrooke, puis le 31 mars à certaines associations de l'Université Laval et à l'UQAM en entier (Laurin-Desjardins, 2015). Comme le souligne Chicoine, les universités utilisèrent de nouvelles tactiques pour réprimer le mouvement. L'UQAM en particulier joue un rôle important dans la répression de la mobilisation :

The spectrum of new aggressive tactics used by the university to repress student was wide ranging: omnipresent on campus video surveillance, intimidating private security guards—sometimes dressed in civilian clothes— injunctions, social media monitoring, pre-emptive disciplinary measures against student leaders, mass arrests: all were used by UQAM's management to control the protests.  
(Chicoine, 2018, p.208)

Ces nouvelles façons de faire auront un impact important sur la mobilisation. L'UQAM se démarque historiquement par le militantisme des membres de la communauté universitaire et voit une présence importante du mouvement radical contre l'austérité. Elle expulsa ainsi, dès le début de la grève, 9 étudiant·es militant·es. D'autres méthodes sont utilisées pour mieux contrôler la grève dans l'UQAM, qui souligne un changement de paradigme dans la manière de gérer les grèves étudiantes : utilisation de caméras pour criminaliser des militant·es et embauche de personnel de sécurité — comptant des renforts de firme privée. Selon Chicoine, celles-ci sont des réponses « fortes (della Porta et Diani, 2006, p.198 ; dans Chicoine, 2018, p.213) » qui cherchent à faire

---

<sup>7</sup> L'entrevue avec Éric fut réalisée en février 2019. Pour préserver l'anonymat des personnes interviewées, les prénoms ont été modifiés.

escalader le conflit et l'utilisation de la force plutôt qu'une réponse préventive (*idem.*). Ainsi, les levées de cours sur place seront particulièrement coûteuses. Celles-ci entraînent des actions juridiques contre les participant·es en plus de favoriser des violences physiques et sexuelles. Les militant·es seront confronté·es aux risques de judiciarisation et d'expulsion de leur lieu d'éducation. Pour Chicoiné, les autorités provinciales ont appris de la grève étudiante de 2012 et ont dû adapter leur stratégie pour ajuster les tactiques de répressions en 2015 (*ibid.*, p.220). Comme celui-ci le montre, plusieurs tactiques de répressions sont similaires : délégitimation du mouvement étudiant, judiciarisation du conflit, répression des manifestations sont déjà utilisées en 2012 (*idem.*). Le changement dans le mode de gestion des mobilisations de la part de l'UQAM, jouant ainsi un rôle de « *proxy repression* » durant les événements de 2015, s'expliquerait notamment par la néolibéralisation des universités et leur perte d'autonomie face aux gouvernements (*ibid.*, p.220). Ces différents aspects de la répression, notamment dans l'UQAM, auront un impact important sur la mobilisation.

### 1.11.3 Les récits écrits sur le mouvement radical de 2015

Pour comprendre les récits de défaite que nous avons recueillis, nous avons d'abord regardé comment les organisations ont articulé les récits des événements. Dans notre analyse des textes des différentes organisations produits durant et après le printemps 2015, on remarque que plusieurs racontèrent l'histoire du mouvement brièvement après les événements et que peu de textes ont été produits depuis (voir Annexe A). Un des textes des plus exhaustifs et intéressants est celui du Bilan des Comités, qui n'est pas écrit par un comité en particulier. Le bilan émet certaines réserves sur les processus démocratiques et sur les difficultés de sortir du milieu militant francophone pour rejoindre plus largement. Mis à part ce court texte, on peut notamment retrouver « Fuck Toute ! » du collectif de débrayage (2016), un texte de Marianne Breton Fontaine (2016) et un article de Mehreen et Gray-Donald (2015). Ces

textes ont tous été écrits rapidement après la mobilisation et tentent à leur manière de critiquer ou revendiquer le mérite de la mobilisation.

### 1.12 Conclusion du chapitre

Le mouvement radical contre l'austérité de 2014-2015 cherche à saisir l'opportunité politique offerte par la fin des conventions collectives des travailleur·euses du public et du parapublic. Pour les participant·es interviewé·es, la grève de 2012 a à la fois été une réussite sur le plan de la mobilisation, mais aussi une défaite face aux demandes des organisations étudiantes — gel des frais, voire la gratuité scolaire. Plusieurs militant·es cherchent à reproduire un mouvement de masse qui pourrait entraîner une grève sociale ouvrant de nouveaux possibles. Tout en ayant plusieurs liens avec le mouvement antiautoritaire, le mouvement radical contre l'austérité est rapidement réprimé au printemps. Les tensions entre les groupes sont également exacerbées par un sentiment de trahison de la part de l'exécutif de l'ASSÉ et de la répression qui semble avoir réduit le nombre de militant·es prêt·es à s'impliquer dans un mouvement social risqué. S'il semble emprunter plusieurs stratégies au répertoire d'action du mouvement antiautoritaire, le mouvement radical contre l'austérité se situe dans la suite du mouvement étudiant, répondant à un certain nombre de problématiques rencontrées en 2012.

Dans ce chapitre, nous avons regardé le contexte dans lequel s'insère le mouvement radical contre l'austérité en 2015. Nous avons aussi fait le choix de nous intéresser à la faction radicale qui sera particulièrement active lors du printemps 2015 et qui s'organise notamment autour des comités P15. Reconstruire l'histoire d'un mouvement social, comme son contexte, est loin d'être neutre. Plutôt que de nier l'impossibilité de cette neutralité, j'ai choisi d'assumer mon point de départ pour parler du mouvement contre l'austérité, à savoir ma situation de chercheuse, proche de groupes et militant·es impliqué·es dans cette faction. Plusieurs autres chemins auraient été possibles. En effet,

il semble important de se questionner sur la réalité de cette histoire. Où le mouvement commence-t-il ? Où se termine-t-il ? Peut-on parler de défaite ? Le travail de recherche que nous avons effectué tente d'amener des pistes larges, suivant les éléments contextuels explicites et plus implicites rencontrés dans les recherches exploratoires puis dans les entretiens.

## CHAPITRE III

### CADRAGE DU MOUVEMENT

Dans ce chapitre, nous chercherons à comprendre le rôle du cadrage du mouvement radical contre l'austérité dans les récits du mouvement retrouvés au travers de nos entretiens. Nous regarderons le cadre du mouvement social contre l'austérité et nous intéresserons par la suite à l'influence de ce cadre sur les récits retrouvés dans mes entretiens.

Depuis 2008, le cadrage cardinal (*master frame*) des mouvements sociaux québécois met entre autres l'austérité au cœur des problèmes sociaux contemporains. Comme nous avons pu le voir dans le chapitre sur le contexte du mouvement en 2015, plusieurs acteurs sociaux et un certain nombre de mouvements sociaux canadiens et internationaux se sont organisés pour contrer les mesures d'austérité. Plus précisément, le cadrage du mouvement radical contre l'austérité québécois suit le modèle du cadre de l'injustice : « The resultant “injustice frame” includes an elaboration of the problem, attributions of blame, solutions, strategies, and rationales for action le mouvement (framing prognostic) (Benford et Zuo, 1995, p.138) ». Nous remontons cependant un peu en amont pour comprendre comment ce cadre s'est construit.

La grève étudiante de 2012 est un évènement majeur dans l'histoire contemporaine des mouvements sociaux québécois. Le mouvement radical contre l'austérité est sensiblement affecté par cette mobilisation. L'ASSÉ, l'organisation phare de 2012 qui aurait été centrale dans la création du mouvement, s'est lancée par la suite dans des

campagnes visant plus largement l'austérité. Sortie symboliquement victorieuse de 2012, l'ASSÉ acquiert un certain statut au sein des médias et de différents acteurs sociaux qui n'hésiteront pas à engager et impliquer plusieurs militant·es.

Parler du cadre de 2015, c'est parler de 2012. Lorsqu'on compare les différents l'histoire de 2012 et la manière dont les différent·es se sont engagé·es, on retrouve beaucoup des militant·es impliqué·es en 2012 et continuent leur implication militante. On le constate notamment au travers des personnes interviewées : à l'exception de la militante cégépienne, l'ensemble des interviewées a participé aux mobilisations de 2012. Le mouvement étudiant et son histoire sont donc importants dans les récits des militant·es interviewé·es. C'est notamment en retrouvant les différents sens de la réussite ou de l'échec des mobilisations passées que cette affirmation donne son sens. La victoire, pour Martine Desjardins, ancienne présidente de la FEUQ (Fédération étudiante universitaire du Québec), est le moment où elle reçoit l'appel de la première ministre de l'époque : « C'est à ce moment que je me suis dit : on a gagné », a-t-elle raconté (Lowrie, 2017) ». L'indexation des frais de scolarité peut ainsi être vue comme une certaine victoire alors que d'autres racontèrent que celle-ci fut une défaite. Si nous ne pouvons que nous imaginer les opinions divergentes de la victoire ou de l'échec découlant de l'objectif principal — annulation de la hausse des frais de scolarité — c'est au niveau stratégique que l'on peut déterminer plus clairement le renouvellement du cadrage au sein du milieu étudiant après 2012. D'un côté, l'ASSÉ gagne après la grève de 2012 un « rôle hégémonique » au sein du milieu étudiant. Le cadrage du syndicalisme de combat prend donc une place importante durant cette période marquée par le recul des fédérations étudiantes. Pour Moquin-Beaudry, près de l'ASSÉ, « La raison de ce succès est principalement l'expérience de la CLASSE, la coalition de grève de 2012, qui a su assumer un rôle hégémonique sur le mouvement, tant par un discours clair et articulé que par son ouverture démocratique qui donnait un sens à l'adhésion de petites comme de grandes associations locales (Moquin-Beaudry, 2015) ». Cette posture est critiquée et amène l'organisation d'une autre tendance en

parallèle aux structures étudiantes qui cherchent à dépasser les « culs-de-sac habituels des mouvements sociaux québécois : corporatisme, cooptation, formalisme débilitant, lenteur bureaucratique... Passons (FUCK TOUTE !, 2016, p.8) ». L'équilibre entre les deux tendances du mouvement étudiant est déjà fragilisé en 2015, mais les deux tendances coexistent encore, cette cassure ne transparaissant pas directement au niveau organisationnel.

Après la campagne de 2011-2012, l'ASSÉ met en branle de larges campagnes sur l'austérité, suivant un rapprochement du cadrage de luttes étudiantes en intégrant d'autres aspects de l'austérité (*frame bridging*). L'implication d'autres organisations dans la lutte contre l'austérité fait apparaître une possible lutte contre le gouvernement. Cette stratégie est toujours présente en 2015. Comme on peut le lire dans *Le Devoir* de l'époque : « On peut s'inspirer de la façon dont les alliances ont été faites lors du printemps 2012, a suggéré Marie Blais, présidente du Syndicat des chargées de cours de l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Les étudiants sont allés chercher les enseignants, les employés de soutien, les étudiants salariés, toutes les associations étudiantes (Pelletier, 2014) ». La place des étudiant·es comme élément déclencheur est ainsi importante au sein de certains de mes entretiens. En effet, l'objectif n'est pas seulement de garder le *statu quo* en termes budgétaires, mais vise à changer l'ordre politique actuel. Le projet radical en tant que tel est plus un horizon qu'une posture.

La faction spontanéiste détermine les mêmes problèmes (*diagnostic framing*) que le reste du mouvement radical contre l'austérité. Toutefois, celle-ci établit avec l'appel de P15 un autre cadrage en matière des stratégies à entreprendre (*prognostic framing*). Les incessantes discussions au sein du milieu étudiant entourant le Printemps 2012 amènent un travail sur le long terme qui permet la constitution de ce nouveau cadrage.

### 1.13 Vers un printemps 2015 : les processus cadrages de l'autonomie

Avec la création des comités P15, on assiste à la diffusion d'un cadre pronostique différent de celui qui était implanté avec l'ASSÉ. Quel est ce nouveau cadre mis en place par ces militant·es et les OMS du printemps 2015, les comités P15 ? Jusqu'alors, le cadrage du mouvement étudiant contemporain suit celui du syndicalisme de combat de l'ASSÉ. P15 et les militant·es qui s'y associent cadrent alors leur démarche sur la base de l'idée d'autonomie. Ce processus de cadrage pronostique centre l'organisation en groupe affinitaire. Ce modèle organisationnel s'ancre dans les pratiques déjà en place dans plusieurs mouvements sociaux québécois. Conway et Dufour en proposent la définition suivante :

Organizing within a framework of “respect for diversity of tactics” was embedded in a further commitment to “affinity groups” as the unit of organizing and to democratic decision-making in which small autonomous groups [decide] on the nature of their participation in a direct action and organize independently of any centralized movement authority. This often [implies] a repudiation of representative forms of democracy, of both the institutions of the liberal democratic state and also of labor unions and more bureaucratized movement organizations.  
(Conway et Dufour, 2010, p.35)

Selon elles, l'organisation en groupe affinitaire s'aligne à la pratique de la diversité des tactiques (voir p.46) puisqu'elle favorise la prise de décision consensuelle en petit groupe. On retrouve à Montréal une longue tradition anarchiste et antiautoritaire (Quirion, 2007 ; Bellemare-Caron, Cyr, Dupuis-Déri et Kruzynski, 2013). La question du mode d'organisation est complexe et les débats sont importants au sein du mouvement. On peut toutefois remarquer qu'un débat existe entre la forme fédéraliste libertaire et le réseau propre à la mouvance anarchiste autonome (voir notamment Pereira, 2013). Dans le cas présent, les comités P15 répudient le mode d'organisation centralisatrice ou fédéraliste. Selon les OMS du mouvement, la manière de faire de l'ASSÉ serait ainsi autoritaire : « selon la conception de l'exécutif actuel de l'ASSÉ, ces forces seraient toujours à économiser, comme si nous étions de petits soldats à

usage unique qu'il faudrait lancer au combat au bon moment (Comité Printemps 2015, 2015) ». Permettre aux militant·es de décider directement des actions qu'ils feront est central à la redéfinition du cadrage stratégique ou pronostique de P15. Cette forme organisationnelle devrait être appliquée non seulement au sein des universités et des cégeps, mais aussi au sein des syndicats. Pour des militant·es interviewé·es, la force de la base est un fait : « Généralement, là où ça brasse, c'est dans les syndicats locaux (Deshaies, 2015) ». S'organiser par la base et hors des structures bureaucratiques serait alors la seule stratégie qui puisse fonctionner pour renverser les mesures d'austérité du gouvernement et les centrales syndicales ne peuvent qu'être un frein à la force des syndicats locaux. L'organisation en groupe affinitaire est centrale au cadrage pronostique pour les OMS du mouvement puisque cela permet « [d'aborder] la question du "que faire ?" ainsi que les problèmes de construction du consensus et de l'action (Benford, Snow et Plouchard, 2012, §16) ».

Un deuxième élément important pour ce cadre est la préfiguration de la grève sociale à venir. Alors qu'ils cherchent à éviter les médias traditionnels, les institutions publiques et syndicales, les comités P15 favorisent l'action qui préfigure la suite et l'expansion des mobilisations : « in the case of movements engaged in prefigurative politics like Occupy, the process is the demand, the means are the end, and vice versa (Ancelovici, 2016, p.199) ». Les politiques préfiguratives ne sont pas nouvelles et sont déjà ancrées dans les cultures militantes et étudiantes à Montréal. Au sein du mouvement contre l'austérité, cela se retrouve notamment dans la grève étudiante préfigurant une potentielle grève sociale. Faire la grève comme préfiguration d'une grève sociale transformatrice est alors un élément central du cadrage pronostique des comités P15 : « Notre grève a comme premier but d'accueillir un climat de contestation pour que dès le début, on puisse arriver à politiser ce qui se passe pour éviter que les syndicats reprennent cette opportunité de juste négocier leur propre convention collective. (Deshaies, 2015) ». Les comités affirmèrent une solidarité avec les syndicats prêts à entrer en grève et, possiblement, prêts à se radicaliser : toutefois, le travail de

mobilisation aurait été négligé selon plusieurs personnes interviewées. En effet, ce travail de mobilisation aurait ainsi été réduit à quelques rencontres de concertation et quelques publications dans des médias alternatifs et des médias sociaux (Twitter et surtout Facebook). Malgré une grève bien réelle dans plusieurs universités, il semble que l'enjeu de la communication avec la population est sous-estimé. Le manque de diffusion dans les médias et l'absence de résonance claire hors des mobilisations étudiantes ne réfutent pas le cadrage. Ce sont les actions préfiguratives des comités P15 qui, à elles seules, justifient ce dernier. En soutenant l'action radicale, il est difficile de confirmer la résonance du cadre dans la sphère publique au cours de la mobilisation. La résonance n'est toutefois pas nécessaire pour le maintien de cadrage : « We should thus never expect all movement speakers to seek resonance; some speakers will persist in offering arguments that are radical, contradicting rather than affirming the premises of the discursive opportunity structure (Ferree, 2003, p.339) ». En mettant l'accent sur l'aspect préfiguratif dans la mobilisation, l'organisation en groupes affinitaires et leur radicalisme dans l'action deviennent des preuves à la fois difficiles à réfuter et difficiles à confirmer de leur propre valeur.

Focalisant sur une critique organisationnelle et stratégique du syndicalisme de combat comme du concertationnisme (voir p. 1 de ce mémoire pour définition), les comités P15 ne remettent pas en question leur cadrage lors des mobilisations de 2015. Les militant·es du mouvement radical contre l'austérité suivent sensiblement le même cadrage diagnostique, voire même une certaine idée du but de leur mouvement : construire la grève sociale pour transformer la société québécoise. Les articles du mouvement radical et en particulier des comités P15 sont aussi très peu nombreux à porter sur l'austérité puisque le public serait déjà informé, verrait déjà les problèmes au quotidien, etc. Les participant·es du mouvement radical contre l'austérité ont l'assurance que leur exemple sera suffisant pour mobiliser au-delà des comités P15 et des mobilisations étudiantes. Cette conviction persiste jusqu'à la toute fin de la

mobilisation contre l'austérité et la signature des nouvelles conventions collectives par le Front commun.

### 1.13.1 Les cadres diagnostiques

Le cadrage de l'autonomie, tel que défini ci-haut, se développe avant l'appel de P15 et devient un contre-cadrage à celui du syndicalisme de combat. Avec l'organisation de mobilisations contre l'austérité en 2014 et 2015, on assiste à une expansion du cadrage de l'autonomie à Montréal<sup>8</sup>. Ces deux cadres ne sont pas que des analyses concurrentes de la situation, mais aussi des moyens de lutter pour le contrôle de l'organisation. Nous suivons ainsi le travail de Hilhorst (1997) sur un mouvement dans les Philippines en 1970, où différentes factions entrent en compétition au niveau du cadrage :

However, these were not merely competing analyses. Underlying the struggles over the proper way of handling the situation were struggles over representation, leadership and control of the movement. This becomes particularly clear from those elements in the discourses that deal with the history of the struggle. Once the conflicts had erupted, each of the factions reconstructed a past that gave them particular credit for the struggle and the people's 'victory' against the dams.  
(Hilhorst, 1997, p.144)

Jusqu'en 2015, les tensions sensibles et reconnues ne créent pas une mobilisation au sein du milieu étudiant pour sortir les associations étudiantes de l'ASSÉ. L'ASSÉ ne voit pas non plus P15 comme une menace au moment de sa création puisqu'elle est favorable à la diversité des tactiques et ouvre un dialogue *de facto* avec l'organisation de P15. Le conflit du mouvement se concrétise au printemps 2015, alors que la grève est naissante. En effet, c'est au niveau du cadrage diagnostique que les choses se complexifient. Comme nous l'avons souligné, le début de la grève est marqué par une forte répression des groupes étudiants. Alors que le cadrage de l'ASSÉ ne permet pas

---

<sup>8</sup> Nos recherches ayant été réalisées à Montréal et principalement à l'UQAM entre 2018 et 2019, nous ne pouvons pas mesurer l'impact réel du cadrage de l'autonomie en 2015 au-delà de ce contexte et de cette mobilisation.

de répondre à la répression, les comités P15 incorporent la répression dans le cadrage diagnostique et leur permettent de gagner en influence. Malgré une certaine démobilitation du mouvement, plusieurs militant·es interviewé·es soulignent que c'est à ce moment-là qu'ils se sentent rejoint·es. En particulier, Aline<sup>9</sup>, qui participait jusqu'alors aux manifestations syndicales et communautaires du mouvement contre l'austérité, commença à s'impliquer dans les manifestations organisées par les comités P15. Ce serait à ce moment que la nature même du mouvement autour de P15 change, n'étant plus simplement contre l'austérité et les hydrocarbures. Les cadrages pronostiques n'étaient pas suffisants pour mobiliser certain·es de ces militant·es. Suivant la théorie du choc moral (Jasper et Poulsen, 1995)<sup>10</sup>, une piste à explorer pourrait être le rôle des émotions fortes qui auraient eu un impact profond sur la résonance du cadrage de l'autonomie auprès des militant·es déjà impliqué·es dans la mobilisation contre l'austérité et relativement proches des mobilisations uqamiennes et des comités P15.

Ce changement rapide au sein du cadrage diagnostique véhiculé par les comités P15 a une incidence sur la mobilisation. Comme nous l'avons mentionné, l'organisation des comités P15 gagne d'abord plusieurs militant·es qui expérimentaient cette violence au quotidien, leur permettant de trouver une réponse organisationnelle à celle-ci. Toutefois, la résonance de ce cadrage n'est pas partout similaire. À Québec, les groupes étudiants militants ne sont pas assez nombreux pour maintenir la grève. À Montréal et particulièrement à l'UQAM où la répression est particulièrement forte, cela se déroule différemment. En partageant l'information au sein des groupes militants montréalais, les événements circulent rapidement. Cela permet une réponse rapide face à la répression : manifestations spontanées et difficilement contrôlables, levées de

---

<sup>9</sup> L'entrevue avec Aline fut réalisée en juillet 2018.

<sup>10</sup> Selon cette théorie, les émotions et d'autres processus cognitifs joueraient un rôle important dans la mobilisation de nouveaux et nouvelles participant·es. Les « chocs moraux » seraient alors des événements qui provoqueraient l'indignation et favoriseraient certaines personnes à s'impliquer politiquement.

cours devant engager de nombreux agent·es de sécurité, etc. L'utilisation de médias de proximité comme moyen de mobilisation est aussi importante pour les organisateurs·rices des comités P15 afin de mettre en valeur certains aspects plus radicaux, mais aussi de favoriser une organisation moins formelle. Ces médias de proximités — affichages, zines, mais aussi les groupes Facebook — permettent la diffusion de ce cadre au sein des groupes qui sont géographiquement et numériquement proches. Comme le souligne Zuo et Benford, ces tactiques permettent la diffusion du cadrage du mouvement et l'alignement des militant·es sur celui-ci. Alors que ce mode de diffusion concorde avec leur modèle stratégique, celui-ci est loin d'être diffusé dans des cercles plus larges faute de réelles discussions à l'extérieur des réseaux près spatialement et idéologiquement de P15. En effet, les tactiques privilégiant les actions incognito et la lutte contre la répression deviennent les priorités aux dépens de l'éducation populaire et de la création de ponts avec la population. Comme nous l'avons suggéré, cela est repris du cadrage pronostique qui s'attend à ce que la population québécoise se mobilise en suivant les mobilisations étudiantes et agissent d'elle-même face aux mesures d'austérité comme elle l'a fait en 2012.

### 1.13.2 Processus de cadrage et identité collective du mouvement

Comme nous venons de le voir, le cadrage du mouvement est divisé principalement entre les deux tendances du milieu étudiant. D'abord, on remarque celle qui mobilise autour de l'ASSÉ et qui met de l'avant essentiellement le cadre stratégique du mouvement étudiant de 2012 (syndicalisme de combat, grève par vague, liaison formelle entre les organisations) et, ensuite, celle émergente avec les comités P15. Cette dernière incorpore rapidement la répression comme un nouvel élément du cadre diagnostique : « L'UQAM veut nous étouffer, nous l'étranglons en retour (Tract « À NOUS L'UQAM ! », 2015) ! » Si cela (re) mobilise certainement plusieurs militant·es à l'UQAM et aux environs de l'université, il semble que le cadrage produit par l'ASSÉ reste alors prédominant dans une majorité d'associations étudiantes et que les syndicats

ne soient pas rejoints par ce cadrage. Continuer la grève devient alors plus qu'un enjeu stratégique ; cela devient un enjeu identitaire. Inversement, dire non à la grève, c'est faire partie du camp adverse. On pourrait donc à partir de cet élément voir comment l'identité collective du mouvement est reconstruite par le cadrage du mouvement (voir notamment Benford et Snow, 2000, p.626-627). L'appel au repli stratégique marque ainsi une autre séparation entre les deux cadrages, entre la tendance spontanéiste de P15 et le reste du mouvement radical contre l'austérité. Néanmoins, le désir de continuer la grève coûte que coûte contre la répression est loin d'être unanime au sein de la base militante — posture qui demeura délégitimée au sein de plusieurs groupes autour de P15 à Montréal. Le repli stratégique devient alors pour plusieurs un marqueur de subordination au comité exécutif de l'ASSÉ (ayant dû démissionner le 4 avril).

### 1.13.3 Dispute autour des cadres (frame dispute)

Selon la littérature sur le cadrage des mouvements sociaux (Snow et coll., 1986), l'extension du cadrage (*frame extension*) est un des processus qui permet de montrer aux individus comment le mouvement (ou une partie de celui-ci) est pertinent en élargissant le spectre des enjeux mentionnés. Alors que le cadre proposé par P15 ne clarifie pas les enjeux de l'austérité — problème récurrent nommé par les réfractaires à P15, mais aussi par plusieurs personnes interviewées —, l'extension du cadrage diagnostique leur sera bénéfique. Alors que les participant·es au mouvement sont particulièrement impliqués à Montréal, la dissension devient particulièrement visible avec les lettres de « repli » stratégique.

En rendant visible cette tension, les acteurs de la répression politique utilisent cet évènement à leur avantage :

A movement comprised of opposing factions is particularly vulnerable to "divide and conquer" tactics. In some cases, agent provocateurs infiltrate a movement and seek to exacerbate existing tensions or instigate internal conflict and encourage schisms (Marx 1974 ; 1979). (...) Public revelations of internal quarrels or antipathy among a movement's activists or organizations can produce a credibility crisis and hence spawn additional framing problems.  
(Benford, 1993, p.696)

En utilisant cette vulnérabilité, les médias renforcent la crise de légitimité de l'ASSÉ et la perte de crédibilité du mouvement radical contre l'austérité. Alors que le nombre d'articles provenant des médias sur le mouvement est relativement restreint, on retrouve un grand nombre d'articles le 1<sup>er</sup> avril. Dans les journées du 30 mars au 1<sup>er</sup> avril 2015, les titres des articles retrouvés ont révélé : « Lutte intestine (Nuovo et Desjardins, 2015) », « Saison difficile, vents contraires (Leduc, 2015) », « Le mouvement étudiant bat de l'aile (Fortier et Paré, 2015) ». L'emphase des médias sur un problème à l'interne a nourri l'animosité déjà présente au sein du mouvement radical. Il est toutefois difficile de voir l'impact sur le cadrage de P15 : la construction de l'ASSÉ comme l'ennemi de la grève, et donc de la lutte sociale, sera relativement partagée par les militant·es au sein de l'UQAM. Cette tension n'apparaît pas comme un enjeu à Québec, comme le souligne Éric, une des personnes interviewées<sup>11</sup>. La distanciation d'une part importante de militant·es de l'ASSÉ aura cependant un impact après la mobilisation de 2015. Par exemple, le mouvement étudiant qui s'est organisé autour des Comités unitaires sur le travail étudiant (CUTES) tenta de mobiliser pour une campagne de grève autour du travail et du salariat étudiants au Québec en 2016. Les CUTES seraient influencés par le cadrage de P15 :

Face au constat que l'ASSÉ n'était plus le véhicule de changement et de lutte sociale qu'elle se proposait d'être depuis sa fondation, des militants [sic] se sont organisés de manière autonome à travers les Comités P15. Leur travail a démontré qu'il était encore possible de mettre sur pied une campagne politique à partir de la base militante opérant sur les campus,

---

<sup>11</sup> L'entrevue avec Éric fut réalisée en février 2019.

indépendamment du contrôle des représentants [sic] étudiants.  
(CUTE, 2016)

Le cadrage des CUTEs semble suivre de près celui des comités P15. En effet, leur cadrage met de l'avant l'autonomie encore une fois, préconisant l'action hors des organisations étudiantes étant perçues comme des « lubies bureaucratiques (*idem.*) » dues à des structures de décisions et d'actions trop rigides et lourdes. Malgré la soi-disant défaite, il y aurait donc eu un travail de cadrage particulièrement important et résonnant aujourd'hui durant et après 2015. Ce cadre alternatif au modèle proposé au sein de l'ASSÉ a réussi à amener les critiques de la bureaucratie étudiante au centre du cadrage du mouvement étudiant actuel. Suivant Hilhorst (1997), nous avons aussi constaté que ce double cadrage est mis en tension au travers de groupes militants, reconnaissables par l'ensemble des militant·es.

#### 1.14 Conclusion du chapitre

On remarque que le cadrage de l'autonomie est encore nettement présent dans les récits des personnes interviewées. Il se retrouverait possiblement chez une partie importante des communautés militantes et étudiantes lors des entrevues en 2018 et 2019. Contrairement à d'autres mouvements similaires (Coretti et Pica, 2015, p.956-7), la division et l'absence de concertation entre les réseaux renforceraient ici le cadrage et sa crédibilité. En effet, la disparition de l'organisation de concertation semble participer à un mythe fortifiant du cadrage de l'autonomie (Voss, 1998). L'absence d'une organisation de concertation centrale durant le printemps 2015 (comme le jouait l'ASSÉ) révélerait en fait un désir partagé au sein du mouvement radical selon les personnes interviewées. Mis à part Éric, qui adhère encore en 2019 au cadrage du syndicalisme de combat<sup>12</sup>, les personnes interviewées ne voient pas cet élément du

---

<sup>12</sup> L'entrevue avec Éric fut réalisée en février 2019.

cadrage comme un problème. Le mouvement radical contre l'austérité a subi une défaite, mais son cadre dominant demeure.

On remarque ainsi l'existence de plusieurs temporalités dans les histoires : le moment du mouvement radical contre l'austérité en 2015, un « maintenant » militant en 2018-2019 et un possible futur du mouvement étudiant comme du mouvement antiautoritaire dans lequel s'inscriraient les militant·es interviewé·es. Tout en ouvrant de nouveaux horizons des possibles, les cadrages de l'autonomie marquent les histoires des participant·es interviewé·es. Nous remarquerons dans leur récit respectif (voir page 71 et suivantes) que c'est à partir du cadre que les personnes interviewées vont parfois contester la crédibilité de ce cadre même, en amenant en exemple les problèmes d'inclusivité et de démocratie, des luttes de pouvoir internes, etc.

Le cadrage est donc particulièrement important pour comprendre comment les militant·es parlent de leur mouvement et de sa défaite. Du point de vue du cadrage des mouvements sociaux, l'organisation des comités P15 et les entrepreneur·es de ce mouvement ont gagné en partie leur pari en incorporant un cadrage pronostique de l'autonomie puis en étendant le cadrage diagnostique à la lutte à la répression. En ne visant pas la reconnaissance institutionnelle, mais la construction d'un mouvement radical préfiguratif, l'absence de résonance dans les discours publics n'a pas empêché le maintien et la diffusion de cadrage au sein des sphères militantes jusqu'au moment des entretiens. La défaite n'est pas complète ; la mobilisation pourrait avoir obtenu une victoire morale en un certain sens grâce à la redéfinition du mouvement étudiant à partir du cadre de l'autonomie, comme nous avons pu le remarquer avec le CUTEs. Toutefois, nous pouvons voir que plusieurs militant·es sont loin d'être satisfait·es et contestent aussi cette narration : la défaite ne serait pas seulement le fait de l'Autre et impliquerait aussi une défaite stratégique et morale. La négociation d'un récit commun impliquerait la négociation et la modification du cadrage de l'action collective impliqué dans les structures dormantes. Dans tous les cas, le cadrage est un élément important dans la

production de l'histoire comme les récits du mouvement. Le cadrage de l'autonomie nous permet de comprendre la similitude des récits, comme l'importance de certains événements et l'oubli de d'autres. Nous verrons dans le chapitre suivant les récits et le rôle double que le cadrage jouerait, selon nous, dans la production et la diffusion des récits.

## CHAPITRE IV

### RÉCITS DU MOUVEMENT

Après avoir regardé le contexte dans lequel se situent les militant·es du mouvement radical contre l'austérité et le cadrage du mouvement, nous nous pencherons sur les récits racontés par les personnes interviewées. Quels sont-ils trois ans après les événements ? Comment en parlent les participant·es ? En nous inspirant du travail de Polletta (1998 ; 2008), nous nous pencherons sur les histoires en les reconstruisant au travers de la typologie proposée ci-dessous (voir Tableau 4.1). Polletta remarque que la mise en récit se limite socialement par des impératifs et des normes qui vont au-delà du travail de cadrage (Polletta, 2008, p.22). Nous suivrons également les pistes de Beckwith et sa typologie des récits de défaites (Beckwith, 2015, p.7) pour voir comment analyser les récits qui émergent des entretiens.

Dans le tableau 4.1 de la page suivante, nous avons schématisé certains paramètres identifiés durant le codage et qui décrivent bien les différences entre les récits. Ces récits sont basés sur les entretiens réalisés et ne sont pas exclusifs. En effet, ils représentent deux récits retrouvés ailleurs publiquement dans des articles et dans le recueil « FUCK TOUTE ! (Collectif de Débrayage, 2016) ». Nous avons mis en annexe A ces autres récits publics retrouvés. Les deux autres récits sont retrouvés uniquement auprès des cinq autres militant·es.

Tableau 4.1 : Quelques caractéristiques selon le type de récit

	Type A	Type B	Type C	Type D
Narrateur·rices	Éric	Jonathan et Géraldine	Aline et Isa	Céline, Diane et Françoise
Type de récit de défaites	Défaite comme une opportunité d'apprentissage	Défaite comme une survie provocante	Défaite comme trahison	Défaite comme maintien d'injustices
Cadrage	Pronostique du syndicalisme de combat	Pronostique de l'autonomie	Pronostique de l'autonomie	Pronostique de l'autonomie et féministe
Protagonistes	ASSÉ et P15	P15 et l'UQAM	P15 et militant·es montréalais·es	P15 et militant·es montréalais·es
Évaluation de la mobilisation	Négative	Positive	Négative	Négative
Type de récit	Le mouvement comme pivot dans l'histoire du mouvement étudiant	Le mouvement épique et nihiliste	Le mouvement comme farce	Le mouvement comme tragédie

Ces quatre récits nous offrent différentes perspectives sur la mobilisation dans un contexte très restreint. Il ne s'agit pas ici de présenter l'ensemble des récits du mouvement radical, encore moins du mouvement anti-austérité dans son ensemble. Par exemple, il est parfaitement possible que d'autres types de récits du mouvement radical aient émergé dans d'autres espaces du mouvement, que ce soit chez des militant·es non francophones ayant participé·es aux actions hors de Montréal ou de l'UQAM ou chez des militant·es racisé·es.

Comme nous l'avons vu dans section du cadre théorique (page 15 et suivantes), les récits ne sont pas une création secondaire des mouvements sociaux, mais en sont plutôt un élément central :

Social movements tell a new story. In this way they acquire leadership, gain adherents, and develop a capability of mobilizing needed resources to achieve success. Social movements are not merely reconfigured networks and redeployed resources. They are new stories of whom their participants hope to become.  
(Ganz, 2011, p.11)

Plus qu'une suite de faits, les récits du mouvement radical contre l'austérité nous permettent de nous imaginer un monde de possibles. Ces récits ne sont toutefois pas le fruit du hasard et proviennent d'une génération de militantes ayant certaines caractéristiques biographiques. Comme le souligne Johsua :

L'approche par les trajectoires vise à éclairer les influences de ces engagements sur les militants et sur l'institution, comment ils les façonnent et comment, en retour, l'identité collective du groupe s'en trouve modifiée. Elle invite à considérer le militantisme comme un *processus* inscrit dans le temps, non linéaire, fruit de l'interaction permanente entre le contexte politique et social et les dispositions des acteurs.  
(Johsua, 2007, p.27)

Si chaque trajectoire est évidemment singulière, il semble important de voir comment certaines caractéristiques et certains moments biographiques se retrouvent chez plusieurs narrateur·rices. D'abord, l'ensemble des personnes interviewées ont participé à la grève étudiante de 2012, que ce soit dans leur cégep ou leur université, à l'exception de Diane qui est alors au secondaire, mais participera tout de même à des manifestations de soutien. L'ensemble des personnes interviewées étudient ou ont étudié le champ des sciences sociales. Mis à part une personne (correspondant au type A, qui participe plus au travers de l'ASSÉ durant le printemps 2015), les interviewé·es s'impliquaient à l'UQAM, dans les comités P15 ou dans des organisations étudiantes

militantes associées. La majorité (6 sur 9) provient aussi d'une même association facultaire de l'UQAM, l'AFESH, qui fait partie des associations étudiantes qui ont été le plus longtemps en grève. L'ensemble des personnes interviewées s'impliquent encore politiquement en 2018 et 2019 dans divers projets et groupes. Dans cette situation, nous pourrions nous attendre à avoir une certaine cohérence. Or, ce n'est pas le cas. Malgré une relative homogénéité des caractéristiques sociales et politiques des militant·es, les récits sont très différents les uns des autres.

Pour identifier les quatre types de récits, nous avons opté pour une méthode inductive. D'abord, nous avons regardé les différents éléments composant les récits (Labov and Waletzky, 1967) en gardant en tête les travaux de Beckwith (2015) et de Chen et Polletta (2012) pour faire un premier codage. Nous avons ensuite séparé à trois reprises en groupe distinct les récits qui s'opposaient, jusqu'à avoir les quatre récits. Le récit A fut le premier identifié, puis le récit B et finalement les récits C et D. Le premier élément important est la présence des morales qui se dégagent des histoires et qui expliquent la défaite (Beckwith, 2015, p.5). En effet, les narrateur·rices incluent implicitement dans leur histoire un message qui serait destiné à un public précis : « The implicit process in these analyses, however, is one in which organizers strategically “package” a message for an “audience” much as a campaign consultant would - a relatively minor element of the interpretive work that goes on in social movements (*ibid.*, p.4) ». Ce travail de construction de sens permet à l'auditoire de comprendre rapidement les histoires racontées grâce à une morale, mais aussi par les apprentissages des protagonistes. En se mettant en scène, les narrateurs marquent différentes morales, voire un univers d'évènements alternatifs :

Story telling is how we learn to exercise agency to deal with new challenges, mindful of the past, yet conscious of alternative futures (...). Story telling engages us in an “emplotted” account of actors proceeding in legitimate ways toward valued goals who meet unexpected trouble, to which they must respond with innovative action leading to resolution along a new

pathway, toward a new goal, or go down to defeat, from which a “moral” is drawn (Amsterdam 2000). They teach us how to deal with the unexpected, improvising alternative futures even while maintaining continuity with our past.

(Ganz, 2011, p.6)

La narration implique alors de donner un sens à la défaite. Nommer la défaite n'est pas nécessairement liée au déclin d'un mouvement social. L'utilisation de certaines notions ou de certaines formes de récit n'est jamais neutre. Les narrations peuvent ainsi jouer un rôle pour maintenir une certaine vision du mouvement et en revendiquer le mérite (Meyer, 2006). Cela peut aussi permettre de nouveaux possibles : « It was still possible to return to the path of the emergence narrative, but it first required developing a narrative of decline. The first story was simple – we are declining because we are doing something wrong. The solution was equally simple: change what we are doing (Owens, 2009, p.252) ». En racontant librement, les narrateur·rices peuvent être amené·es à penser des événements alternatifs. Ces histoires impliquent de penser ouvertement le futur du mouvement et possiblement de participer à d'autres mobilisations (Beckwith, 2015). Au travers des entrevues, comment les militant·es ont-ils raconté leur histoire de 2015 ? Quel rôle joua le cadrage sur ces récits ?

### 1.15 Le cadrage et les récits du mouvement

Dans le chapitre précédent, nous avons pu reconnaître deux principaux processus qui ont contribué à modifier le cadrage du mouvement étudiant dans la gauche radicale, soit le « *bridge framing* (Snow, 2013) » et l'extension du cadrage au moyen de l'incorporation de la répression dans le cadrage diagnostique. Avant de nous pencher sur les récits en tant que tels, nous verrons la place de ces cadrages. Nous essayerons de voir comment ce cadre interagit avec les histoires mises de l'avant par les militant·es interviewé·es au moment des entretiens en 2018-2019. Comment le cadrage du mouvement influence-t-il le récit des personnes interviewées ?

Comme nous l'avons suggéré plus haut dans les hypothèses (page 23), les militant·es reconstruisent le sens avec plus de latitude pendant les périodes d'accalmie (Polletta, 1998, p.433). Nous regarderons la possibilité de contestation des cadres et des récits qui s'associent à ces périodes. Le cadrage de l'autonomie résonne encore aujourd'hui au sein de l'ensemble des histoires. Néanmoins, Éric (type A) n'adhère pas tout à fait à ce cadrage, mais souligne par son récit le poids de ce cadrage.<sup>13</sup> Nous verrons d'abord comment Éric suit le cadrage du syndicalisme de combat de l'ASSÉ. Nous regarderons ensuite comment les autres histoires sont façonnées par le cadrage de l'autonomie de Printemps 2015.

Dans un premier temps, nous regardons le récit d'«Éric»<sup>14</sup>. Celui-ci décrit les événements à partir du cadrage du syndicalisme de combat et de l'ASSÉ de 2015. Un large pan de son entretien parle du diagnostic à faire de 2015 et de l'importance d'une organisation de concertation. Alors que les autres ne parlent pratiquement pas de l'ASSÉ et voient l'organisation comme un problème, voire une menace au mouvement, Éric met celle-ci au centre de son histoire. Très impliqué dans l'organisation étudiante de l'Université Laval puis de l'ASSÉ en 2015, il est plutôt éloigné des mobilisations à Montréal. Tout en reconnaissant des problèmes internes, celui-ci perçoit le rejet de l'organisation de concertation en association nationale comme un problème :

Y'avait une critique qui est adressée à l'ASSÉ qui est pertinente, tsé, mais qui est... finalement, j'avais l'impression pendant le printemps 2015, pis j'ai de plus en plus l'impression, qu'on a jeté le bébé avec l'eau du bain. Dans le sens où on s'est privé d'une structure qui m'apparaît, ou d'un principe d'organisation qui m'apparaît important, en voulant critiquer ces dérives internes, tsé... ça je pense que c'est une des grosses limites qui a de grosses répercussions encore aujourd'hui, avec la mobilisation des CUTES, tsé.  
(Éric)

---

<sup>13</sup> L'entrevue avec Éric fut réalisée en février 2019.

<sup>14</sup> Ces propos ont été rapportés lors de l'entrevue avec Éric en février 2019.

Tout en reconnaissant les critiques, le « principe d'organisation (Éric) » est particulièrement important. En observant les mobilisations qui ont lieu au moment de mon entretien avec lui en février 2019, l'importance du « principe d'organisation » se confirmerait de plus en plus pour lui. Étant en position de minorité au sein des mouvances radicales et au sein des milieux étudiants, Éric est amené à répondre à des possibles critiques à l'ASSÉ tout en réfléchissant au fonctionnement du mouvement étudiant durant le printemps 2015. Alors que le cadrage de l'autonomie oppose la structure de concertation au modèle affinitaire, selon Éric, l'une ne s'opposait pas à l'autre au sein de l'ASSÉ. Les comités du Printemps 2015, comme les CUTES qui suivront en 2016, étaient en effet reconnus par l'ASSÉ comme des acteurs légitimes et collaborateurs en principe du mouvement étudiant.

Les tensions seraient, selon le récit de Éric, principalement des enjeux de pouvoir entre des groupes de militant·es dans l'ASSÉ plus qu'un problème structurel. La défaite ne serait donc pas tant celle de l'ASSÉ que celle des Comités P15. Selon ce récit, la manière de fonctionner propre à l'ASSÉ a été discréditée :

Tsé je veux dire, l'ASSÉ est sortie affaiblie du printemps 2015, mais ce qui a été le plus décrédibilisé ça été les Comités Printemps 2015. En même temps, ce qui a été décrédibilisé beaucoup, ç'a été, justement, le fait que Montréal semblait fonctionner en silo en restant en grève, malgré le fait que tout le monde soit resté en classe.... Ça, ça l'a laissé une impression durable que... finalement euh... l'UQAM peut rester en grève même si plus personne l'est, pour des raisons qui sont un peu... Finalement, qui nous apparaissaient de l'extérieur comme des lignes de [communications].  
(Éric)

Pour cette histoire, le mouvement radical contre l'austérité fut ainsi sabordé par un manque de concertation et de coordination entre les groupes, où les comités et leur forme organisationnelle auraient été décrédibilisés. En effet, la non-concertation renforce le montréalocentrisme du mouvement étudiant dit national (CRAMo, 2016) et

renforce également l'éclatement des tendances militantes qui s'inscrivent dans la gauche étudiante depuis 2012.

Dans un deuxième temps, nous pouvons remarquer que l'ensemble des autres entretiens suivent le cadrage de l'autonomie. Nous regarderons d'abord comment ce cadrage est présent dans l'ensemble des trois autres types d'histoire (B, C et D) puis regarderons comment le cadre s'articule au sein des histoires de C et D. Au niveau du cadrage pronostique, plusieurs militant·es mettent de l'avant le cadrage de l'austérité puis de la lutte contre la répression. Le cadrage pronostique n'est pas présent chez toutes personnes interviewées. Certaines expliquent en effet avoir oublié les objectifs premiers du mouvement. Pour « Céline »<sup>15</sup>, militante dans un comité de P15 :

– Moi : Qu'est-ce que tu veux dire par oublier la grève ?

– Céline : J'avais aucune idée, je [ne] me souvenais plus pourquoi on était en grève, je me souviens... de... Je me souviens plus de mon implication au SÉTUE, parce qu'on renouvelait notre convention collective, alors je me souviens d'être en grève à cause du SÉTUE. C'était lié au Printemps 2015, mais qui n'était pas tout à fait printemps 2015.

– Moi : Non, parce que ça continuait jusqu'en 2016.

– Céline : C'est ça, mais ça, je me souvenais de ça... mais... là je disais. Je suis allé voir des amis : « – c'était l'austérité. – ah ok, ok ! » Ça a vraiment pris un moment. J'ai beaucoup plus un récit de 2012, ça je me souviens encore. Histoire avec plein de trous, de glissement pis d'oublis, mais j'ai plus de souvenirs de 2012 que du « printemps 2015 »

(Céline)

Les deux militantes, tout en étant toujours impliquées dans différentes organisations libertaires lors des entretiens, reconnaissent qu'elles se sont par la suite distancées du mouvement étudiant. Céline renvoie à deux raisons. Premièrement, celle-ci s'est distancée des réseaux et de l'action au cours de 2015, étant encore traumatisée par 2012. Deuxièmement, celle-ci s'est distancée parce qu'elle n'est pas en accord avec la conflictualisation au sein du mouvement : « Je pense que j'avais un mépris de ça, un

---

<sup>15</sup> L'entrevue avec Céline fut réalisée en novembre 2018.

mépris [du fait], qu'on avait poussé un conflit à travers de la gorge du monde, à travers du militant qui était encore présent ». Cette idée renvoie notamment à l'implication émotionnelle et son rôle dans le partage de la mémoire collective (Christophe et Rimé, 1997). La distanciation peut être présente au cours des événements, mais aussi par la suite. Celle-ci souligne que l'histoire de 2015, contrairement à 2012, engageait beaucoup de paramètres privés concernant les militant·es impliqué·es. Mais pour Céline, être hors du quotidien du mouvement l'aurait empêchée de s'en approprier l'histoire. « Vu que j'étais pas là-dedans, quand il y a la bière, je suis pas là, j'ai pas vraiment décanté ça avec eux et elles, pis aujourd'hui on n'en parle pas. Pis c'est ça... (Céline) » C'est au sein des espaces sociaux que se construit après coup l'histoire du mouvement radical contre l'austérité en 2015. Or, ces espaces se réduisent aux espaces de vie des groupes militants qui y étaient impliqués. Céline les lie notamment à un espace géographique spécifique, Hochelaga, qui est un quartier populaire où un nombre important de militant·es francophones habitent. Le mouvement n'aurait ici pas été capable de produire de nouveaux espaces de convergence ni de rejoindre le reste du mouvement. Alors que le mouvement étudiant de 2012 eut un impact large et a permis la production d'une certaine mémoire collective, le mouvement anti-austérité n'aurait pratiquement produit aucune histoire semblable. Après analyse, il semble qu'il faille relativiser une telle affirmation. D'un côté, les récits demeurent relativement obscurs bien que les événements de 2015 aient marqué le mouvement étudiant et en particulier les personnes interviewées ici. D'un autre côté, il semble que le cadrage du mouvement étudiant actuel se soit en particulier construit durant cette période. Le mouvement radical contre l'austérité aurait donc marqué plus profondément le mouvement actuel qu'on ne semble le croire.

Au travers de notre recherche préliminaire, la place des récits de 2015 s'est souvent réduite à la version de quelques organisations participantes. Si ces récits peuvent exister et demandaient un travail subséquent, nous n'avons pas retrouvé de récits sur la lutte contre l'austérité du côté des syndicats et des organismes communautaires. Dans sa

frange plus radicale et étudiante, les versions des CUTEs, de l'ASSÉ, du collectif de Débrayage (2016) et des comités P15 sont relativement homogènes. Leurs différents récits révèlent certaines tensions. De quelle façon les récits des personnes interrogées suivent-ils les versions du cadrage pronostique ? D'abord, les histoires des types B, C et D incorporent sensiblement le cadrage pronostique de la faction autonome de 2015. Les histoires retrouvées dans les récits C et D révèlent un écart entre le cadrage du mouvement, auquel celle·eux-ci adhèrent, et la réalité incluant des écarts passablement importants. Néanmoins, les éléments centraux sont aussi sensiblement les mêmes. En parlant de la forme d'organisation privilégiée aujourd'hui, « Isa » (type C) qui souligne un changement dans la façon s'organiser : « Nos manières de s'organiser ont changé en tant que mouvement étudiant, mais je crois que l'institution [universitaire] n'a pas changé. <sup>16</sup> » Ce changement est donc directement vécu comme un changement interne au mouvement, qui ne serait pas lié à un changement au niveau des opportunités.

On remarque donc un glissement lent dans le mouvement. En 2015, le cadrage de l'autonomie remettait directement en question le cadrage plus établi du syndicalisme de combat. En 2018-2019, les récits retrouvés sur les événements ne se réfèrent plus au cadrage du syndicalisme de combat, considéré comme opposé au leur, le cadrage de l'autonomie. Le schisme au sein du mouvement de 2015 devient secondaire et imperceptible au sein de la plupart de ces entretiens à la lumière de ce différent cadrage. Tout au plus, il semble être un moment dans l'histoire, renforçant la vision de l'ASSÉ puis des bureaucraties. La tension entre les deux cadrages de 2012 et 2015 a disparu, ce qui révèle que le cadrage de l'autonomie a acquis une position centrale pour les personnes interviewées.

Bien que la tension entre le cadrage du syndicalisme de combat et de l'autonomie soit pratiquement inexistante dans ceux-ci, les récits C et D retrouvés impliquent un rapport

---

<sup>16</sup> L'entrevue avec Isa fut réalisée en février 2019.

critique au cadrage. Alors que le récit du type B suit essentiellement le cadrage de P15 et parle surtout des difficultés face à la répression, les militant·es des deux derniers types fléchissent le cadrage de l'autonomie : « Narratives differ from frames. Less cognitively anchored, they provide more flexibility. Plots twist ; more importantly, they can be twisted (Owens, 2009, p.244) ». Tout en étant influencées par le cadrage du mouvement, les histoires de C et D remettent en question la cohérence du cadrage, « facteur essentiel (Benford et Snow, 2012, p.99) » de la résonance du cadrage. « La crédibilité de tout cadre repose sur trois facteurs : la cohérence du cadre, sa plausibilité empirique et la crédibilité de ceux qui l'utilisent, autrement dit des revendicateurs. (*Idem.*) » Cela se traduit notamment par deux principaux manques de cohérence. Un premier manque de cohérence est souligné au niveau de la prise de décision dans les récits de C et D. Les personnes interviewées remarquent que plusieurs incohérences, au niveau de l'organisation, minent la crédibilité du mouvement. En effet, le cadre de l'autonomie aurait reproduit un mode de décision n'incluant pas tous les participant·es aux mouvements, alors que celui-ci s'érige contre l'absence de transparence et la non-inclusivité des structures bureaucratiques ou associatives. Cela n'est pas sans rappeler la critique de Freeman des relations de pouvoirs dans les réseaux informels du mouvement féministe radical de son époque (Freeman, 1970). L'appropriation des décisions par un petit groupe de militant·es nuirait à la possibilité de croire aux capacités du mouvement. Cela les aurait ainsi amenés à garder une distance face aux appels à l'action liés à P15. Un second niveau d'incohérence apparaît dans les récits de type D qui vont amener une critique plus élaborée et plus large du cadrage. Selon ces récits, le mouvement a manqué de crédibilité dans la correspondance entre le cadrage et les violences vécues. Il y aurait ainsi eu un manque de cohérence entre le discours et la réalité des violences de genre et du travail du *care*<sup>17</sup>. On ressent dans ces récits que

---

<sup>17</sup> Mot de langue anglaise, le *care* est « compris comme une attitude ou une disposition, et a, en premier lieu, permis une mise en question d'une forme dominante d'éthique en valorisant l'attention à autrui, les enjeux relationnels, contre, par exemple, l'autonomie et l'impartialité qui sont les principes directeurs dans les théories de la justice. Le *care* a ainsi introduit des enjeux éthiques dans le politique, en fragilisant le lien apparemment évident entre une éthique de la justice et le libéralisme politique (Laugier et

la culture militante est « viriliste » et dénigre le rôle des émotions et du *care*, faisant des distinctions entre des actions associées au féminin et au masculin. Comment comprendre ce décalage entre discours et réalité ? Comment ce décalage se met-il en place ? Le rapport critique retrouvé en particulier au sein de C et D — et aussi retrouvable dans une certaine mesure dans les deux autres récits — nous montre que le cadrage se construit de manière complexe en incluant différents acteurs à différents moments.

Le cadrage a donc une incidence fort sur les récits. Le cadrage de l'autonomie est devenu le cadrage principal du mouvement radical contre l'austérité, voire du mouvement étudiant, de 2015 jusqu'au moins la rédaction du présent mémoire en 2019-2020. Ce cadrage a un impact sur la production des récits et joue un rôle primordial sur ce qui me fut raconté. Les processus de cadrage semblent également être une condition dans la diffusion des récits. En effet, on remarque que les récits publics suivent largement les cadrages de l'autonomie, du syndicalisme de combat ou encore du concertationnisme syndical et du communautaire. Ces récits, souvent produits par les organisations du mouvement social, ne sont toutefois pas les seuls à être retrouvés lors de nos interviews. Nous nous attarderons maintenant à présenter les différents récits retrouvés.

#### 1.16 Premier cas : La défaite et la lutte pour le pouvoir

Le premier récit du printemps 2015 fut une lutte contre l'austérité en apparence qui tourna à un conflit interne pour le contrôle du mouvement étudiant qui serait un apprentissage à réaliser pour le mouvement étudiant. La campagne de mobilisation contre l'austérité commence à l'automne 2014 :

---

Molinier, 2009, p.74) ». Ce concept est utilisé par plusieurs personnes interviewées durant mes recherches. Les politiques du *care* auront également une place durant le printemps 2015.

Cette année-là, 2015, autant l'printemps pis l'automne, c'était l'idée de la grève sociale. La stratégie générale, c'était l'idée [qu'en] 2012 on menait le mouvement par nous-mêmes, mais là cette fois-ci on a la possibilité de rentrer avec les syndicats, pis on pensait pouvoir profiter [de l'initiative] autour des mesures d'austérité pis ça, ce n'était pas populaire.... Pis je pense que c'était vraiment ça : l'espèce d'horizon un peu... L'attente très très générale, c'était l'idée qu'on allait bloquer la société, tsé littéralement. Pis que là ça nous donnerait une vraie marge de jeu pour, tsé, imposer nos propres revendications.  
(Éric)

Si les militant·es s'accordaient sur ce plan stratégique minimal, iels s'entendaient moins sur les tactiques : les deux protagonistes de l'histoire sont le « camp, un peu, autour de l'exécutif (Éric) » et le « [camps des] associations membres, pis qui s'organisaient entre autres à l'extérieur de l'ASSÉ pis des comités Printemps 2015 (Éric) ». Alors que la gauche étudiante et militante voit une occasion avec les négociations syndicales, le mouvement se divise en deux lorsqu'il faut parler de stratégies plus précises : devait-on faire la grève dès le printemps ou à l'automne ? Ces deux postures définissent en fait les deux camps possibles des groupes militants actifs en 2015. Cette division n'est pas faite de pures postures stratégiques, mais également d'identités collectives construites en opposition l'une à l'autre sur un fondement idéologique devenu personnel. À l'extérieur des réseaux militants francophones et montréalais, cette dimension serait alors peu visible :

Non effectivement, pis ils voyaient pas non plus que, vu que c'était pas important, la plupart des gens ne percevaient pas que le conflit entre printemps 2015 pis automne 2015 était non seulement un débat stratégique, mais aussi un débat personnel, rapidement s'en ai venu à être deux postures très distinctes. Je veux dire, c'était pas juste de dire : « c'est-tu [sic] mieux ou mieux de faire ça à telle saison ? » c'était, « J'appartiens à tel camp ».  
(Éric)

Pour lui, ces deux camps sont clairement identifiables autour de quelques personnalités fortes. Plusieurs personnes sont ainsi nommées dans les deux camps pour renforcer son propos. Selon lui, on aurait pu « faire une cartographie très nette de qui était quel bord

(Éric) ». Le locuteur mentionne aussi que le mouvement sera rapidement réprimé. La répression est décrite par la forte présence d'agences policières (SQ, SPVQ), mais aussi par les médias de Québec : « ben, là, y'avait la répression des radios poubelles, des animateurs, qui se déguisaient en se présentant comme étudiant puis venaient chahuter sur les lignes de piquetage (Éric) ». Pour lui, la répression serait étonnamment plus forte qu'à Montréal, les militant·es de Québec étant isolé·es et ayant difficilement réussi à mobiliser.

Alors que le mouvement vient tout juste de commencer, les groupes se scindent lorsqu'une lettre sur le repli stratégique est publiée dans les médias : « Je pense qu'il y a eu une rupture de dialogue très nette des deux côtés, qui est vraiment entretenu de chaque bord, pis ça l'a vraiment été.... Pis ça l'a explosé évidemment avec la lettre sur le repli stratégique (Éric) ». Le congrès de l'ASSÉ qui suit se termine comme « un fiasco pis vraiment une espèce de truc quasi jacobin, la, tsé "on veut des têtes"... (Éric) ». Ce moment scinde le mouvement étudiant, mais n'entraîne pas la mort de l'ASSÉ pour autant. Selon lui, cette perte n'est pas celle de l'ASSÉ mais tout autant les comités du Printemps. Pour les associations mobilisées hors de Montréal, les comités P15 ont cherché à garder la grève « sur des lignes de [communications] » et que la continuation de la grève était « une question d'orgueil (Éric) ».

Malgré le revers du printemps et la division du mouvement, une partie importante de militant·es en dehors de l'UQAM voyait cela comme un repli pour une mobilisation ultérieure. À l'automne 2015, une équipe nationale de 70 personnes était réunie à l'ASSÉ et tentait de mobiliser pour la grève contre l'austérité. Ce fut « la plus grosse équipe nationale depuis, je pense, 2012 (Éric) ». Malgré ce fort noyau militant et une sympathie des associations étudiantes à l'extérieur de Montréal, le mouvement radical contre l'austérité n'a pas réussi à entrer en grève avec les syndicats :

On avait réuni pendant une fin de semaine les syndicats et la communauté étudiante pour un agenda de grève et c'est là qu'on a ressenti que ça lèverait jamais... Les syndicats ont dit : « ben nous autres, nos membres sont pas assez actifs, sont fatigués, tout ça. Pis l'exécutif du Front commun sont un peu peureux, blablabla, y'ont peur d'une loi spéciale... » La rhétorique habituelle. (Éric)

En position de faiblesse, le mouvement radical tente d'impliquer des syndicats et leurs membres. Sans succès : « Quand les trois jours de grève ont été “reportés” — finalement y'ont été annulé c'était une manière (souple) élégante de le dire. C'est là qu'on a su que c'était fait, qu'on avait plus de rapport de force (Éric) ». Le mouvement radical contre l'austérité de l'automne ne saura pas remobiliser les différents groupes qui avaient formé le mouvement au départ. La défaite du mouvement a entraîné une dispersion des militant·es du milieu étudiant et la disparition de l'ASSÉ comme organisation de coalition. Un grand nombre des militant·es alors présent·es a quitté le milieu étudiant après le printemps pour rejoindre leur lieu naturel d'implication (idée présente également dans d'autres entrevues). Dans l'ASSÉ, une partie se regroupe dans des collectifs d'action autonome tandis qu'une autre commence à s'impliquer dans QS. Pour Éric, c'était quelque chose d'imprévisible avant 2015 : « je pourrais te nommer une liste de personnes qui sont rendues des employé·es ou qui ont milité pour QS, pis qu'en 2015, y'auraient pas fait ça pour un million de dollars (Éric) ».

Centrée sur le conflit interne et sur l'ASSÉ, l'histoire du mouvement pour Éric s'entremêle à un nombre de critiques et de réflexions stratégiques tournant au niveau de l'importance des organisations. Les critiques faites au Printemps 2015 à l'ASSÉ sont légitimes selon lui, voire « pertinentes (Éric) », mais il croit cependant que celle-ci a « jeté le bébé avec l'eau du bain (Éric) ». On pourrait selon lui retirer plusieurs leçons non négligeables du mouvement. L'organisation avait certainement sa nécessité et manque d'ailleurs dans la mobilisation actuelle autour du salariat étudiant et des CUTES : « La variable qui me semble manquer c'est au niveau organisationnel, une capacité de dialoguer... entre les groupes (Éric) ». Pour Éric, c'est ce qu'avait

justement permis l'ASSÉ dans le mouvement étudiant, mais qui, en 2019, ne réussit plus à faire converger le mouvement étudiant.

### 1.17 Deuxième cas : La défaite comme une survie provocante

Le mouvement radical contre l'austérité s'annonce à l'automne 2014 et l'organisation du printemps y est déjà bien entamée. Selon « Jonathan<sup>18</sup> », militant au sein des comités P15 « c'était pas mal déjà en marche, y'avait pas mal l'iconographie du loup, y'avait toutes les... différents comités, évidemment les têtes fortes qu'il y avait à l'UQAM qui y participaient... (Jonathan) » Alors que la grève s'amorce à l'hiver, plusieurs militant·es se rendent dans les cégeps et les universités pour informer et mobiliser les étudiant·es. Selon Jonathan, bien que l'ASSÉ avait déjà produit un certain nombre de documents « quand même pertinents » sur l'austérité et ses répercussions, les comités P15 avaient produit des ressources qui étaient selon lui plus variées et utiles. Ces comités sont des « groupuscules de gens par... thématiques : C'est-à-dire, la santé, l'environnement, le féminisme, pis y'avaient analysés dans plein d'angles d'approches ». Cette documentation permet d'expliquer les effets de l'austérité, mais aussi les possibilités d'une grève sociale. Le nécessaire de mob avait déjà une date<sup>19</sup> où le mouvement pourrait s'élargir au printemps. Pour Jonathan, impliquée dans cette campagne de mobilisation, cette date signifiait un moment où les syndicats tomberaient fort probablement en grève. L'initiative de cette campagne et son organisation demeure cependant floue puisqu'aucun syndicat ne tomba en grève avec les comités P15.

La grève étudiante commence dans un climat d'urgence et de répression. Cela est palpable avec l'expulsion de neuf personnes de l'UQAM. L'implication des étudiant·es

---

<sup>18</sup> L'entrevue avec Jonathan fut réalisée en février 2019

<sup>19</sup> Jonathan ne fut pas capable de me donner de mémoire cette dite date. Celle-ci ne fut pas non plus retrouvée dans mes recherches.

est cependant importante et les deux manifestations de soirs « back-to-back » lancent le bal :

C'était 2 grosses manifs de soir qui présageaient beaucoup plus que c'était... c'était des manifs puissantes pis bien rodées, stratégiques, tsé... j'ai vu une manif qui a brisé un mur de flics, une sourcière, tsé, y ont forcé la sourcière. Ça laissait présager beaucoup pis c'était grisant tsé... j'étais genre « shit ! » de voir ça devant moi. J'étais comme « les gens sont prêts » !  
(Jonathan)

Pour « Géraldine<sup>20</sup> », militante dans les comités P15 et dans son association étudiante, les manifs ont également été un moment grisant, avec généralement une bonne ambiance, malgré l'imprévisibilité de la marche : « J'ai souvenir de très belles ambiances, du saxophoniste, on avait beaucoup de plaisirs (Géraldine) ». Après moins d'une semaine de grève, l'UQAM lance une injonction aux associations étudiantes qui exacerbent le conflit entre les étudiant·es en grève et l'administration. Loin d'affaiblir Géraldine et Jonathan, celle-ci est un facteur important de leur motivation comme Géraldine le souligne : « quand l'injonction est tombée, j'ai souvenir de faire comme "OMG", je veux pas, je veux pas laisser passer. (...) Le plus gros de la motivation était là. Ouais, fac ouin, j'étais pas mal : je vais me masquer, je m'en câlisse ! (Géraldine) » Mobilisé·es et prêt·es à risquer la judiciarisation et à vivre des violences au quotidien, les militant·es impliqué·es dans les tournées de classes sont peu nombreux, mais très actifs. La grève devient moins plaisante et plus exigeante. Jonathan se souvient de ce moment comme « d'une espèce de guerre, un espace de jeu pas le fun, mais tsé, ah on va jouer aux plus radicaux à l'interne parce que... c'est tout ce qu'on peut faire, être en groupuscule parce qu'on n'a pas mobbé les masses, faire des pressions avec des moyens un petit peu plus dérangeants (Jonathan) ». Sentant que le mouvement était déjà réduit, l'utilisation de ces moyens de pression est donc une décision stratégique.

---

<sup>20</sup> L'entrevue avec Géraldine fut réalisée en février 2019.

L'occupation du bâtiment DeSève joue un rôle important dans leur histoire du mouvement — et dans les deux autres récits qui suivent. Suivant l'arrestation de 20 personnes à l'intérieur de l'UQAM le 8 avril 2015, on assiste à un rassemblement spontané dans le pavillon DeSève (dit DS) de l'UQAM. Ce moment est vécu comme la catharsis du mouvement. En effet, cet évènement est littéralement la purge émotionnelle pour les militant·es dans la grève vivant la répression de façon aigüe. L'occupation est importante pour les militant·es à l'UQAM, et le terme « catharsis » revient dans deux entretiens. Sans objectif stratégique apparent, il rassemble autant les grévistes de l'UQAM qu'un certain nombre d'allié·es du corps professoral :

Ça l'a juste aucun ostie de bon sens que les flics soient rentrés, qu'ils aient arrêté autant de gens, pis que... je me rappelle encore comment ça s'est décidé, c'était juste... Organique (emphase) genre... la foule a décidé [qu'elle] occupait le DS.. Genre y'a personne qui a fait.. Qui a pris la parole pour tout le monde, c'était juste, ça va de soi, on occupe le DS ! [...] Ça s'est transformé en dancefloor pis les gens défaisaient tout ce qui était autour, c'était juste comme... personne était en train de... La foule était très hétérogène pis... mais personne n'était mal à l'aise que ça se passe... mais tout le monde était en Tabarnack !  
(Jonathan)

La répression étant à son point culminant, l'occupation de l'UQAM est motivée dans une réaction générale et ancrée dans des émotions vives et n'a pas une visée stratégique. L'utilisation de la foule comme protagoniste renvoie ici assez clairement à la figure qu'on retrouve souvent dans l'histoire des mouvements sociaux. Celle-ci opposerait à l'action stratégique, délibérée qu'aurait pu être une occupation effective. Comme Jonathan le suggère, cette occupation ne visait pas tant à perdurer, mais plutôt à extérioriser une frustration collective face à la répression généralisée du mouvement P15. Après l'occupation, le mouvement de grève continue sans qu'il y ait de nouveaux évènements remarquables. Certaines associations étudiantes continuent cependant d'être en grève avec une faible participation de population étudiante. Malgré

le déclin de la mobilisation, l'AFESH se prononcera pour la continuation de la grève au début mai :

On avait fait une [Assemblée générale], dans une église sur Rachel, mais tsé... Celle de l'Ouest, on était tellement peu... et euh... on a voté la grève, d'été (plus enjoué)... mais c'était juste pas tenable ! Pis j'ai souvenir de me sentir mal de... j'ai voté pour, mais je pensais pas... [rire] !  
(Géraldine)

On ressent qu'elle regrette avoir voté pour la grève. L'ouverture d'une fenêtre pour la grève étant définitivement passée, plusieurs militant·es cherchent tout de même à prolonger la grève. Si la grève à l'AFESH et dans certaines associations étudiantes continuent, leurs interventions se résument par la suite à la levée de cours et aux difficultés vécues par leurs camarades. Les deux personnes qui correspondent à cette histoire avouent qu'elles se démobilisent relativement tôt, l'une due à sa criminalisation et l'autre dû à l'appel vers l'Ouest canadien pour un travail d'été.

Dans ce récit, le mouvement radical contre l'austérité se résume donc aux actions qui ont eu cours à Montréal autour de l'UQAM. Celles-ci se déclinent sur deux grands axes. D'abord, on sent que le nihilisme face aux politiques institutionnelles est important au sein de leur discours. En effet, la répression et le manque de soutien général dans la société civile mettent un clou sur leur croyance dans l'État et les institutions démocratiques : « moi ça m'a confirmé plein d'affaires, une espèce de nihilisme, qui venait avec le truc : ben tsé au final ça sert à quoi ? (Jonathan) » Le nihilisme de gauche n'est pas quelque chose de nouveau, mais est une thématique de longue date dans les mouvements de gauche et révolutionnaires. Le « Fuck Toute ! », un des slogans forts de 2015, est un cri de ralliement qui souhaite dépasser le défaitisme. Ce nihilisme de gauche n'est pas vraiment une nouveauté du mouvement anti-austérité radical :

Les grandes défaites de la gauche ne provoquent pas le défaitisme ; elles furent surmontées par l'espoir inscrit dans l'utopie révolutionnaire. [...] Le

secret de ce métabolisme de la défaite — mélancolique, mais non démobilisatrice, épuisante, mais pas sombre — réside précisément dans la fusion entre la souffrance d'une expérience catastrophique (défaite, répression, humiliation, persécution, exil) et la persistance d'une utopie vécue comme une perspective historique et un horizon d'attente partagé (Traverso, 2016, p.47)

Malgré le fait que les deux narrateur·rices ressortent abattu·es par la répression, le Printemps 2015 est décrit, en comparaison avec les autres récits recueillis, de façon relativement positive. En effet, la mobilisation de 2015 est quand même de beaux souvenirs selon Géraldine. La mobilisation aurait entre autres permis de créer des relations sur le long terme. Les projets pour le Printemps 2015 de Géraldine et de Jonathan dans le mouvement n'ont certes pas été réalisés, mais la solidarité interne a été réelle. La grève a créé des groupes d'amie·es et les a solidifiés. On remarque aussi la séparation avec l'ASSÉ et les militant·es près de cette organisation. Jonathan, avant le printemps 2015, était impliqué dans l'ASSÉ, mais il s'en distancie rapidement. Rétrospectivement, il remarque que des dynamiques de pouvoir étaient en jeu entre les membres plus près de l'ASSÉ et ceux dans les groupes militants entourant les Comités P15 : « Je me suis rendu compte que j'étais, j'aimais pas certaines personnes, tsé, y'avaient des gens que.. Que c'était bien vu de pas aimer... pis... naïvement je reproduisais ce discours-là. (Jonathan) » Pour lui, les membres des différents groupes militants construisent dans les conversations courantes leur différence en visant certaines personnes et leur façon d'agir. Présent d'une manière ou d'une autre dans les différents récits retrouvés, le nihilisme de gauche se retrouve aussi au travers des récits de l'occupation du DS quelques années après les mobilisations. Comme moment de préfiguration d'un possible monde libertaire, cette occupation parfois moment « cathartique » selon Géraldine, ou moment pivot dans l'histoire du mouvement selon Aline. Dans la défaite, ce moment concentre ainsi les thèmes, les objectifs et les moyens d'action du mouvement radical, ouvrant une brèche sur un autre monde possible.

Malgré sa courte durée et la répression rapide du mouvement, le mouvement radical aurait ainsi favorisé l'établissement d'un certain discours politique nihiliste qui se retrouve aujourd'hui dans le mouvement étudiant, tout en établissant plus solidement les réseaux d'affinités auxquels participent encore Géraldine et Jonathan.

#### 1.18 Troisième cas : La défaite comme une trahison

Dans ce cas, le récit du mouvement du printemps 2015 suit sensiblement les mêmes événements que le deuxième cas. Néanmoins, les événements n'ont pas la même signification. Entre autres, les premières assemblées de l'automne 2014 sont mentionnées et critiquées par « Isa<sup>21</sup> » et « Aline<sup>22</sup> ». Isa en parle à plusieurs reprises et y voit un caractère comique :

Tsé, si y'avait pas eu ces assemblées-la, y'auraient pas eu P15, mais en même temps c'était une grosse blague, tsé c'était juste pour parler de « ah nous ce qu'on a fait dans une assemblée plus petite.. Tsé... en.. On crée des assemblées ad hoc à partir de ça, mais ça c'était rien en tant que tel.  
(Isa)

Isa parle du caractère grossièrement démocratique des interventions faites par les organisateurs de comités P15, la mise en scène « du monde des syndicats qui avait l'air *full rad* » en assemblée générale, mais qui n'était pas présent dans les actions du printemps, etc. Aline fait une remarque semblable. Cette histoire du mouvement met l'accent sur l'organisation interne et le manque de processus démocratique dès le départ. Isa signifia ce sentiment de distance face aux groupes impliqués dans le printemps en parlant également d'autres actions. L'intégration de nouveaux·elles militant·es et d'organisations plus modérées est aussi fastidieuse, constate Isa. Aline remarque que malgré un vote « étonnement » positif de l'ESG pour quelques jours de grève, la

---

<sup>21</sup> Isa utilise le pronom iel et un accord neutre et ces propos furent rapportés en février 2019.

<sup>22</sup> Ces propos ont été rapportés lors de l'entrevue avec Aline en juillet 2018.

distance demeure entre les grévistes de gestion et ceux s'impliquant dans les comités et provenant des associations étudiantes historiquement engagées dans les mouvements sociaux.

Les événements du printemps se compliquent avec l'arrivée de la grève en mars. Les expulsions et « la dérive uqamienne (Aline) » feront que les revendications sont devenues plus floues. Alors que la grève contre l'austérité était l'objectif essentiel depuis l'automne, les aléas de la grève poussent les comités à prioriser sur la lutte contre la répression à l'UQAM en particulier — même si la répression était aussi forte à Québec. Pour ces narrateur·rices cela engendre aussi un « regain d'énergie (Aline) » donnant envie de s'impliquer dans les actions liées de près ou de loin aux comités de P15. La proximité vécue avec la répression leur donne cependant une nouvelle motivation : « Pis c'est ça y'avait pas tant... genre je sentais pas que je pouvais faire autrement ; j'aurais pas arrêté, c'était trop la guerre, ça, ce, c'était rendu sentimental, là tsé. Tsé on allait lever des cours parce qu'on les détestait les christs de Gardas (Aline) ». L'idée qu'une guerre était en cours résonne avec le récit de Jonathan. Alors que les antagonistes dans la lutte contre l'austérité sont peu définis, l'expérience de la violence au quotidien avec les Gardas (agent·es de sécurité engagé·es par l'UQAM) concrétise la lutte.

L'occupation du DS sera aussi un événement marquant d'Isa et Aline. Présent·es sur les lieux, les deux considèrent l'occupation comme un moment charnière dans le mouvement. Tout en soulignant que les arrestations de la journée et les violences policières donnaient raison d'être fâchés, l'occupation révèle le « *clash* (Isa) » qu'il y avait à l'interne :

On voyait qu'il y avait du monde qui était là pour faire le party, pis avait le monde qui essayait d'occuper pour vrai, qui essayait de monter des barricades... moi ça me fâchait, moi je montais des barricades pis qu'il y avait du monde qui était en train de faire d'la drogue tsé... (Rire) [...] En

même temps, j'étais comme, pourquoi pas, c'est eux qui gagnent, c'est moi qui [suis] en train de me faire chier de faire une occup dans l'UQAM, mais fuck, ça marche pas...  
(Isa)

Alors que d'autres vécurent ce moment comme un des rares moments festifs, Isa voit l'occupation du DS comme un moment qui aurait pu résulter en une occupation réelle. On ressent dans son discours une double frustration : une venant de la répression démesurée, l'autre d'un sentiment d'être en minorité dans l'action. Pour Aline, l'occupation du DS est aussi le moment où plusieurs ont constaté l'échec éminent de la mobilisation. L'implication des personnes semble par la suite périlcliter : Aline se désengage alors avec « la chicane avec l'ASSÉ ». Bien qu'elle critique l'ASSÉ, elle ne se sent pas non plus rejointe par le camp souhaitant continuer la grève : « Ça me faisait rire, je les trouvais caves. Pis en même temps, le monde commençait tellement juste à se taper sur la gueule à l'intérieur du truc... (Aline) » Isa restera relativement impliquée et ne définira pas de fin à la mobilisation à proprement parler. Celui-ci ne parlera pas non plus de son implication à l'automne 2015.

Selon le deuxième cas, l'histoire du printemps 2015 est celle d'un mouvement social fonctionnant « en silo », divisé en groupes. Pour Aline et Isa, le mouvement radical contre l'austérité est ainsi un échec dû à des erreurs tactiques et « un peu de complaisance (Aline) » dans l'action et un manque d'écoute par « la clique qui organisait (Isa) ». Sans nommer directement les autres militant·es et sans en faire une critique qui amènerait des solutions, plusieurs éléments sont remis en cause : le mode de fonctionnement interne au mouvement étudiant, la place des associations étudiantes et des assemblées. Bien qu'étant un échec, les événements du printemps 2015 ont permis certains apprentissages. Comme Aline et Isa le mentionnent, un « savoir militant » s'est développé et a créé de nouvelles implications en dehors des groupes étudiants. Pour Isa, c'est le modèle du syndicalisme étudiant qui fut principalement remis en cause : « Tsé c'est un système d'organisation syndicale, de syndicat étudiant,

mais tsé, on est plus des communistes. Le monde s'organise plus comme ça. (Isa) »  
 Pendant l'entrevue, il constate aussi que certains réseaux militants auxquels il participe se sont créés en 2015, même si celui-ci ne s'y est pas personnellement impliqué alors « étant mal à l'aise avec cette mauvaise foi-là (Isa) ».

#### 1.19 Quatrième cas : La défaite comme maintien ou renforcement des injustices

Le quatrième cas nous amène à rencontrer un nouveau type de récit que Beckwith n'avait pas identifié. Pour les narratrices<sup>23</sup> de ce récit, les événements du printemps commencent en fait à l'automne 2014. Les trois participent à des groupes formels liés au mouvement radical contre l'austérité. Cependant, les trois femmes mettent l'accent sur les difficultés de s'impliquer au départ et sur les difficultés qu'elles vivent en tant que femmes cisgenres au sein de groupes militants. Celles-ci sont alors plus distantes des groupes militants de P15. « Diane », très impliquée dans son ancien CÉGEP et participant à la mobilisation de l'UQAM, relate notamment la dévalorisation de son implication vis-à-vis de celle de son ex-partenaire :

C'est quand j'ai commencé à connaître d'autres milieux que je me suis rendu compte que ces autres milieux-là je réussissais jamais à les rejoindre alors que mon copain se faisait appeler, inviter de tout bord tout côté sans avoir à rien faire. Pis moi je mettais beaucoup d'énergie à essayer à faire la même chose que lui, en tout cas je mettais beaucoup plus d'énergie pis j'y arrivais pas. En même temps gérer tous ces comportements masculins là ça a été vraiment difficile, d'être une femme toute seule, de pas avoir de support.

(Diane)

En se comparant à son partenaire et en découvrant d'autres « milieux », elle voit les inégalités des chances et se sent poussée à l'extérieur des lieux. Les narratrices parlent toutes d'expériences où elles se font imposer certaines tâches liées au travail militant

---

<sup>23</sup> Ces propos ont été rapportés lors des entrevues avec Céline et Diane en novembre 2018 et Françoise en février 2019.

invisible, comme le *care*, qu'elles sentent par ailleurs dévalorisé par rapport aux tâches militantes « du front (Céline) ».

Si Françoise, militante et étudiante à l'UQAM, se joint assez tardivement à la grève avec les appels pour aider aux levées de cours, l'implication des deux autres se fait dans des groupes liés au mouvement radical contre l'austérité tentant de faire les choses autrement. Diane s'implique dans son ancien cégep, qu'elle continue à fréquenter. Elle fait souvent la différence entre les activités de mobilisation dans le cégep Saint-Laurent et à l'UQAM où les militant·es souhaitent sortir des réseaux militants, plus blancs : « l'objectif c'était de déconstruire cette séparation-là qui se faisait [...] y'avait une volonté que ça soit pas dominant comme mouvement. (Diane) ». Plusieurs stratégies et actions de son CÉGEP auraient ainsi visé à réfléchir et atténuer les systèmes d'oppression entre militant·es et non-militant·es, personnes blanches et personnes racisées, hommes et femmes. Celle-ci remarque le travail fait sur le terrain pour bâtir le mouvement. Néanmoins, elle remarque que cette dynamique spécifique au CÉGEP est précaire et disparaît lors d'actions avec d'autres groupes : « Le problème, c'était au contact avec les autres que là, c'était dur à déconstruire parce que... une fois que les gens de l'UQAM parlaient [...] y'allait avoir les hommes cis qui prenaient toute la place, tsé (Diane) ». Loin de faire disparaître les comportements et transformer les participant·es, le mouvement radical est influencé par la culture qui existe à l'extérieur du mouvement.

Pour Céline, le militantisme commence en s'impliquant dans le Comité Bien-être collectif dès l'automne 2014. Pour elle, ce comité avait une double fonction : d'un côté, il souhaitait s'intéresser aux enjeux du *care* au sein des milieux militants ; de l'autre, il souhaite réfléchir et promouvoir la grève sociale d'une autre manière au sein du monde hospitalier et du domaine de la santé, étant des services publics essentiels devant perdurer durant les grèves. Ce comité organisa différentes activités allant des ateliers à des séances de *care* « pour essayer de décanter, pas faire ça autour de l'alcool et de la

débauche, essayer de parler de nos émotions, essayer de faire un post-partum, mais de manière différente des méthodes habituelles (Céline) ». Suivant les apprentissages de leur propre expérience militante, elles souhaitent changer les pratiques qui ont cours au sein du milieu militant francophone. Céline explique cette différence d'avec le milieu militant anglophone où les militant·es francophones auraient une certaine résistance vis-à-vis de ce travail :

Il y avait des militant·es qui disaient : « eww, ben la, comme on, c'est pas grave(e), voir que vous êtes, comme euh, encore traumatisés ! C'est pas si pire » (avec une voix plus grave, dite masculine) Fec, y'avait cette barrière-là, fac face à ça, comme résistance, on s'est dit que c'était peut-être important de remettre le care au centre de la lutte.  
(Céline)

Cette résistance par rapport au support émotionnel semble aussi plus grande chez les hommes cis qui s'impliquent, comme elle le souligne à plusieurs reprises.

Très rapidement, les levées de cours deviennent un élément important des actions du mouvement. Si l'une n'est toujours pas prête après 2012 à aller dans les actions de confrontation avec les agent·es de sécurité Garda, les deux autres soulignent les difficultés qu'elles ont eues à pouvoir participer dans l'action. Diane est marquée par une tentative ratée. Cherchant à participer à la mobilisation, elle rejoint des militant·es à un local étudiant qui sert de lieu de rencontre. Cependant, elle quitte les lieux avant même que l'action commence parce qu'elle ne se sentait pas à sa place. Françoise réussit quant à elle à s'impliquer. Elle raconte avoir eu le courage de s'être « déguisée » et « masquée, parce que la, c'était devenu dangereux, d'être profilé, d'être suivie jusqu'aux toilettes par des Gardas... pis de comme... d'être amené à la... c'était dangereux d'être expulsés presque, de l'UQAM ! (Françoise) », mais aussi d'être restée malgré le peu « d'énergie pour inclure de nouvelles personnes (Françoise) », voir la suspicion que l'on accordait à ces dernières. Quelques jours après avoir commencé à lever des cours, celle-ci assiste à une arrestation violente d'un militant par la police,

aidée par la sécurité de l'UQAM. Elle vit cela difficilement, en plus de souligner le manque de soutien des autres militant·es face aux émotions engendrées par cette expérience.

L'occupation du DS du 8 avril joue également un rôle important dans cette histoire. Même si elle ne s'y trouve pas, l'occupation est un évènement marquant du mouvement selon elle : « c'était la catharsis ! C'était un moment fort de gain, de passions sauvages, de l'UQAM comme ça avait pas existé depuis 20 ans. Y'a eu des tentatives d'occup ces dernières années pis ç'a été des échecs *total* [sic] (Diane)<sup>24</sup> ». La description de l'évènement est pour elle semblable à celle décrite par Jonathan et souligne le caractère historique de l'évènement dans l'histoire du mouvement étudiant. Diane remarque cependant que la violence vécue par les manifestant·es est élevée durant cet évènement et que plusieurs ne peuvent pas s'y rendre, étant déjà traumatisé·es par des évènements antérieurs. Pour Françoise, cet évènement lui tient particulièrement à cœur après avoir vécu l'arrestation de son camarade. Cet évènement marque ainsi les uns et les autres dans l'histoire commune du mouvement.

Lors de la crise avec l'ASSÉ, celles-ci constatent que le conflit entre les groupes est réel et important, mais que cela ne s'adresse pas à elles. Le Comité Bien-être a ainsi été interpellé, mais reste à l'extérieur du conflit, soulignant que le groupe ne souhaite pas jouer sur le plan politique du mouvement, mais changer la culture interne. Diane remarque que le conflit entre ces deux factions ne s'adresse pas à elle. Ne voulant pas généraliser aux autres participant·es, elle y voit un « débat interne (emphase) avec d'autres gens pis qui nous les fait subir (Diane) » entre la « gang de l'AFESH pis la gang de l'ASSÉ (Diane) ».

---

<sup>24</sup> Ces propos ont été rapportés lors de l'entrevue avec Diane en novembre 2018.

Après l'occupation du DS, les évènements décrits se déroulent surtout à l'extérieur de l'UQAM. Françoise tente de s'impliquer dans les comités de grève, mais constate qu'elle n'a pas « vraiment d'espace pour... dire [s] on opinion (Françoise) ». Elle raconte que les militant·es ayant déjà une place à l'intérieur du mouvement ont un droit de parole illimité et regardent les actions à l'interne « en tactiques militaires, en *black bloc*, pour faire les levées de cours (...) Moi je voyais ça de l'extérieur pis je voyais ça comme de l'acharnement (Françoise) ». Si celle-ci se désengage rapidement du mouvement, les deux autres continuent à s'impliquer dans leur groupe militant respectif. Le Comité Bien-être collectif organise par exemple une « journée de *care* » le 20 avril :

Ça c'était bien passé somme toute, c'était un beau moment, mais ça pas été si populaire que ça, dans le sens qu'une dizaine de personnes toute la journée qui.. Avec des personnes qui partaient pis qui revenaient.  
(Céline)

La journée de *care*, réussite pour un mouvement où ce travail est généralement invisibilisé, permettait de revisiter le soutien entre les militant·es en se basant sur les théories du *care*, plus présentes dans le milieu anglophone. À Saint-Laurent, la grève contre l'austérité devient une occupation sur le long terme qui cherche à mettre l'emphase sur les liens de solidarité qui s'étaient créés à l'intérieur du cégep en particulier :

Je pense que l'occup a tout changé, elle a changé la grève parce que cela a permis aux gens en fait de vivre au quotidien ensemble et de s'amener à travailler, à avoir des relations vraiment plus saines... ça l'a créée une espèce de force de *care*.  
(Diane)

S'il semble délaisser la lutte directe contre l'austérité, le mouvement présent au CÉGEP Saint-Laurent s'appliquera plus particulièrement à construire un espace où les dynamiques interpersonnelles sont plus saines et exemptes de violences, où le privé est

politique. Pour elle, revenir au sein des organisations uqamiennes au début mai sera un dur réveil de l'état dans lequel se trouve le mouvement. En mai, elle participe à une assemblée de l'AFESH :

Y'à des gens qui, y'a eu une proposition que la grève cesse, pis ça avait passé. Pis y'à des gens qui sont allés proposer que la grève reprenne le jour où elle avait sensé arrêter selon la proposition. Pis ça a passé ! Le présidium a accepté ça, pis vu qu'énormément de gens étaient partis après le vote de fin de grève, ça l'a passé. (Silence) pis ça, j'étais : ouais, j'étais : « wow ! Pourquoi est-ce qu'on lutte ? On lutte pour qui ? » (...) Pis ça m'a... vraiment, je suis sortie pis je suis allée à Saint-Lô pis j'ai sorti toute ma marde... ça serait jamais, jamais arrivé à Saint-Laurent.

(Diane)

À cause du non-respect des procédures et des gens qui votèrent contre la grève, les militant·es pour la grève à l'AFESH perdraient la légitimité de se revendiquer d'un mouvement social large et inclusif. Tout en s'indignant du non-respect de la démocratie, Diane trouve au CÉGEP Saint-Laurent un espace sécuritaire et qui respecte sa vision du mouvement et lui permet de constater qu'il y a d'autres options possibles. Ce jeu des contrastes revient fréquemment chez elle pour comprendre les événements de P15.

Quelle est la morale de l'histoire pour les narratrices de ce cas ? Le mouvement concertationniste contre l'austérité et le mouvement radical n'auraient pas produit de résultat positif. Françoise est la plus pessimiste par rapport à la défaite de ce mouvement. Pour elle, la mobilisation ne serait qu'une piètre répétition des erreurs du passé. Celle-ci évoque une métaphore de bébés naissants puis délaissés, qu'elle explicitera plus clairement par la suite : « ça recommence avec les mêmes erreurs, pis avec les mêmes habitudes bizarres que comme... visiblement ça fonctionne pas, parce que si ça avait été pour fonctionner, ça aurait déjà fonctionné, parce que les humains dans la société sont pas mal pareils. (Françoise) » La répétition ici renvoie au caractère tragique du mouvement social, incapable d'éviter ses erreurs. L'aspect tragique semble revenir comme un sous-texte chez ces femmes. Cela semble un élément intéressant qui

se retrouve ailleurs dans d'autres histoires des mouvements sociaux (Eschle, 2018). Pour l'une, les erreurs correspondent au manque d'allié·es. Les militant·es actif·ves proviennent de lieux privilégiés et imposent leur lecture, alors que les parties les plus touchées par l'austérité sont absentes :

Oui en faisant des consultations élargies, mais quand même dans des cercles militants... traditionnels. Pis une fois que la grève est commencée, ces consultations étaient vraiment, vraiment, vraiment diminuées... pis euh... comment ces gens-là peuvent mener une lutte l'austérité quand ça touche des gens qui sont pas là, tsé.  
(Diane)

L'absence de réelle démocratie donne une place privilégiée aux cercles militants. Les consultations qui auraient eu lieu en amont du printemps 2015 n'étaient donc pas suffisantes pour elle. Aussi, elle critique les comités qui évitèrent les critiques pour ne « pas salir l'image » du mouvement au lieu de se concentrer à créer un mouvement inclusif. Les trois semblent aussi remarquer la difficulté à la critique au sein de ces groupes, ramenant souvent les principes de diversité des tactiques à leur faveur. Pour Céline, la perte du mouvement s'inscrit au cœur de l'« idée politique » qui serait antisociale :

C'est vrai, c'est drôle quand c'est ça, c'est même une idée politique, c'est "Fuck Toute", fuck que tu me comprends, fuck ce que je ressens, fuck ce que tu ressens, fuck mon projet politique, fuck... son organisation, fuck l'UQAM, Fuck Toute ! Pis tsé, tu peux être contre l'UQAM, pis quand le monde de l'université c'est une partie de toi, alors c'est fuck nous aussi. Y'a quelque chose dans le Fuck Toute qui m'a vraiment choqué, j'ai trouvé ça profondément triste, nihiliste, Hmm.. Le Fuck Toute !  
(Céline)

Le « Fuck Toute » témoigne alors d'une émotion vive qui communique une brisure entre celui qui l'énonce et le reste du monde. « Fuck Toute » est une distanciation face au militantisme, face à l'université, mais aussi face à ses propres besoins, nécessités et émotions. Pour elles, le « Fuck Toute » permettrait au mieux de créer une communauté

autour d'un sentiment annihilant la communauté au même moment. Pour Céline, l'un des rares résultats de 2015 est une grande détresse psychologique chez les ancien.nes militant.es : « Après je vois les gens qui ont écrit le "Fuck Toute" pis qui sont dans les gros problèmes de consommations, je me dis, je trouve que j'avais raison de trouver ça triste. J'ai rien contre les gens qui consomment, mais quand t'es rendu que tu en fais des overdoses, c'est triste... (Céline) »

Pour Diane et Céline, certains éléments du mouvement radical contre l'austérité ont aussi quelque chose de positif, principalement dans le travail qu'elles ont pu accomplir personnellement dans des espaces relativement distincts des mobilisations. Pour Céline, le fait d'avoir politisé le *care* est cependant en soi une réussite pour le milieu militant francophone :

Mais on a pensé au cœur du militantisme francophone, étudiant francophone, cette nécessité-là, de rester, de prendre soin des gens, au moins des militants, pis de politiser le *care*. Ça, je pense que c'est un succès parce que si on veut des militants qui restent sur la longue durée, qu'on perde [sic] l'expertise des militants des vieux de la vieille, ben il faut qu'il reste avec un pied au moins dans le milieu pour faire des partages... (Céline)

Au travers de son implication et des actions du Comité Bien-être collectif, elles ont pu faire germer des éléments pour le long terme. Elles ont mis en avant l'importance de prendre soin en tant que moyen concret pour aider à l'efficacité et à la durée d'une mobilisation.

Alors que les trois autres récits peuvent rapidement être assimilables à un certain type de récit déjà décrit par Beckwith (2015), le récit D mériterait selon nous un nouveau type de récit. Celui-ci se rapproche de deux types, mais ne se réduit en effet pas à ceux-ci. Nous partirons du plus évident au plus similaire. D'abord, le récit D n'est pas le récit de défaite comme une opportunité d'apprendre puisque la mobilisation en tant que telle serait un échec selon celui-ci. Pour Beckwith, la défaite comme une opportunité

d'apprentissage doit permettre de reconnaître certains événements clés pour expliquer la défaite, et des leçons doivent être explicitées (Beckwith, 2015, p.7). Le récit D ne met pas de l'avant d'événements en particulier pour parler de la défaite. Les trois militantes du récit D soulignent que les problèmes sont généralisés à une partie, voire à l'ensemble, du mouvement. Le récit souligne le caractère répétitif et systémique des problématiques. Alors que Françoise ne voit aucun moyen de circonscrire la défaite, Céline et Diane parlent des lieux dans lesquels elles ont milité qui auraient été en quelque sorte autonomes vis-à-vis du mouvement radical. Ensuite, le récit D n'est pas assimilable au récit comme trahison. Ce type de récit localiserait les causes de la défaite non pas sur des événements, mais sur des acteurs dans le mouvement lui-même. Il construirait alors un contre-récit de victoire qui montrerait comment la mobilisation aurait pu se passer si les acteurs sociaux avaient agi différemment (Beckwith, 2015, p.10). Le récit D n'explique pas non plus de « traîtres (Beckwith, 2015) » comme le récit C le faisait. Au contraire, ce sont les inégalités structurelles, des « habitudes bizarres (Françoise) », « des comportements masculins (Diane) » et non pas des individus qui sont reconnus comme problématiques. A contrario, St-Lo et le comité bien-être auraient été des lieux où les pratiques féministes et inclusives étaient centralisées : « c'était comme le comité féministe qui avait le pouvoir, y'avait pas le pouvoir, mais tsé, qui prenait le devant pis qui faisait des événements vraiment *hot*. C'était pu genre l'asso qui callait des trucs militants traditionnels auquel c'est toujours les mêmes 10 personnes qui vont. (Diane) » Le récit D serait donc un autre type de récit, qui verrait la défaite comme un maintien des injustices, ici souvent liées aux relations genrées. Il semblerait intéressant de voir comment le Récit D renverrait à un « cadre cardinal » (cf. Benford, 2013, p.2) féministe dans lequel le mouvement radical contre l'austérité s'inscrit. Il semblerait que la multipositionnalité (Pierru, 2010, §15) des trois militantes du récit D au sein d'espaces proprement féministes et leur implication dans le mouvement leur permettent de développer ce récit qui prend en compte un autre niveau du cadre du mouvement. En effet, les trois femmes sont les seules interviewées à s'être impliquées dans différentes organisations féministes et non mixtes. Si plusieurs

autres militant·es interviewé·es se reconnaissent certainement dans les valeurs féministes, ce travail de mise en récit semble conditionnel à la multipositionnalité des militant·es.

### 1.20 Conclusion du chapitre

Les récits A et B parlent certainement d'un point de vue hégémonique au sein du mouvement et se répondent plus directement. Ces deux récits se basent également sur le cadrage de l'autonomie et du syndicalisme de combat. Néanmoins, le récit du mouvement radical contre l'austérité qu'on découvre avec le récit B ne dépend que de lui-même et ne reprend pas vraiment d'autres récits. Sa façon propre de se raconter confirme la place hégémonique de celui-ci avant et au moment des entrevues. Il suit aussi le récit de la mobilisation produit par le Comité Printemps 2015 (2016) et du collectif de débrayage (2016 (voir 2.4.3)). Le récit A, souhaitant le maintien de structures comme l'ASSÉ, construit l'histoire du mouvement en mettant en tension les enjeux stratégiques entre le mouvement radical et le mouvement concertationniste contre l'austérité. Celui-ci s'inscrit en faux du récit B, comme pour prouver que la mobilisation aurait pu être différente et peut-être victorieuse.

Si les deux premiers récits peuvent être ainsi lus comme des récits antagonistes, on peut voir que les deux autres types de récits, qui sont inexistantes dans la plupart des textes portant sur le mouvement radical contre l'austérité, s'opposent à ces récits hégémoniques. En effet, raconter se passe différemment et en tension avec le récit hégémonique : certain·es sont dans la confiance, d'autres dans le récit tragique et annoncé. Ces deux types de récits sont certainement en opposition avec la narration plus courante du mouvement et décrivent un « gap between story and reality (Polletta, 2009, p.17) ». Les types C et D construisent la morale de l'histoire à partir des luttes internes, des rapports de pouvoir et des oppressions systémiques de genre.

Comment comprendre le lien entre le cadrage et les récits qui se racontent aujourd'hui ? Les militant·es négocient les histoires, leurs causes et leurs ouvertures à partir du cadrage. Ce travail de transmission des récits renvoie aux structures dormantes. Une structure dormante est « un processus de maintien ou de mise en veille par lequel les mouvements parviennent à durer dans des environnements politiques devenus non réceptifs, jouant ainsi un rôle de passeur entre deux étapes (Johsua, 2009, p.17) ». Plusieurs militants intègrent des structures dormantes du mouvement contre l'austérité et sont des alternatives pour leur militantisme. Plusieurs rejoignent de nouveaux groupes affinitaires, continuent à s'impliquer dans groupes militants universitaires, ou encore dans des groupes anti-embourgeoisement ou anarchistes. Comme nous l'avons souligné brièvement, l'ensemble des militant·es interviewé·es étaient déjà impliqué·es dans d'autres mouvements sociaux et ont presque tout·es participé·es au Printemps 2012. D'un autre côté, la reconstruction du cadrage pendant la mobilisation contre l'austérité et dans la mobilisation étudiante des CUTEs n'a pas inclus les critiques faites par les récits C et D. Si ces critiques font certainement du chemin, il semble difficile d'analyser les changements des modes d'action à partir de notre recherche. Ces récits semblent se maintenir au sein des structures dormantes du mouvement, mais aussi d'autres mouvements, notamment féministe, qui s'entrecroisent. Comment ces récits seront-ils mobilisés à l'avenir ? Comme le suggère Beckwith (2015), les récits de défaite peuvent avoir un impact sur les mobilisations subséquentes. Il est certes difficile, voire impossible, de prédire le rôle de ces récits dans celles-ci. Suivant les pistes de Beckwith, certains récits favoriseraient de futures mobilisations alors que d'autres non. Ce travail révèle cependant une nouvelle forme de récit. Le récit D émerge à partir de l'expérience du mouvement radical et de l'expérience féministe des trois femmes. Ce récit ne semble pas favoriser la remobilisation a priori du mouvement radical, mais inviterait à réfléchir sur de nouvelles bases aux mobilisations futures.

## CONCLUSION

Le présent mémoire a cherché à recueillir les histoires de militant·es du mouvement radical contre l'austérité de 2015. Nous nous sommes ainsi intéressé·es aux histoires orales découlant des mobilisations, en particulier lorsque celles-ci échouent. Nous avons regardé comment ces histoires se construisaient en regardant principalement l'effet du cadrage et des interactions au sein du mouvement. En partant du constat que le mouvement possédait une multiplicité de récits, nous voulions voir comment certain·es militant·es, ayant accepté l'exercice de l'entrevue, ont reconstruit le sens de la mobilisation et de leur action :

narrative is a folk concept. Unlike frames, ideologies, and discourses, all of whose referents are defined by analysts rather than the people who produce or act on them, most people know when they are telling a story. They know how to construct a story, when and why they should tell stories, and how to respond to a story.  
(Chen et Polletta, 2012, p.5)

Nous voulions ainsi voir comment ces histoires se construisaient et comment elles transmettent l'expérience militante. Comme l'a souligné la littérature (Meyer, 2006 ; Polletta, 2001 ; 2009), les récits sont un moyen pour les militant·es d'exercer un contrôle sur leurs actions passées et la mémoire de celles-ci après la vague de mobilisation. Ceux-ci revendiquent les actions passées et contraindraient les actions à venir. La perspective sociologique culturaliste des mouvements sociaux a alors été particulièrement utile pour mieux comprendre les récits. Nous avons ainsi interviewé huit militant·es qui s'étaient impliqués au sein du mouvement radical contre l'austérité à Montréal. Ce que l'on constate, c'est que les mêmes événements n'impliquent pas nécessairement une même histoire. Ces récits sont même parfois

contradictoires. Cet échantillon réduit, ayant participé aux mêmes actions et s'étant impliqué dans les mêmes lieux, nous a permis d'identifier quatre types de récits. Comme le travail de Beckwith sur le mouvement ouvrier américain (2015, p.7), ce mémoire cartographie une partie des récits sur le mouvement de 2015 ayant émergé en 2018 et 2019.

En matière de résultats, nous avons d'abord remarqué avec étonnement que la plupart des récits ne sont pas centrés sur la répression vécue au cours du printemps, alors que cela semblait un élément essentiel. En demandant aux militant·es interviewé·es de raconter leur histoire du mouvement, je m'attendais à retrouver la répression comme une cause centrale de la défaite. Un deuxième élément de surprise tourne autour du rôle de l'ASSÉ dans les récits. En effet, les militant·es parlent de façon inégale du conflit avec l'ASSÉ. Seul Éric, qui s'y impliqua en 2015 et est plus proche des groupes socialistes étudiants, parlera en détail du rôle de l'ASSÉ en reconnaissant les forces de cette organisation, mais aussi des comités P15. Éric souligne notamment les jeux de pouvoir qui ne sont pas visibles pour la plupart des étudiant·es, en particulier hors de la métropole. Pour les autres narrateur·rices, cette organisation est souvent décrite comme critique du mouvement radical — alors qu'elle appuyait la grève au moins en théorie et avait le même cadrage diagnostique que le mouvement radical actif avant le printemps 2015. Sa place en tant qu'organisation est loin d'être centrale pour plusieurs militant·es interviewé·es. Si celle-ci n'est pas valorisée, elle joue même dans les histoires C et D un rôle secondaire dans les causes de la défaite.

Malgré certaines oppositions aux organisations présentes dans la mobilisation, notamment des comités P15 on constate que la plupart des récits s'alignent au cadrage de l'autonomie. Suivant l'hypothèse 1, qui suggère l'influence du cadrage du mouvement sur les récits, nous avons pu remarquer que les récits suivent le cadrage de l'autonomie. Diffusé dans le mouvement radical au travers de l'organisation des comités P15, le cadrage du mouvement radical contre l'austérité nous a permis de

comprendre une certaine homogénéité. Nous l'avons ainsi retrouvée au sein des récits : la présence de certains évènements clés (Occupation du DS), la mise en valeur de certains modes d'action et de stratégies, etc. Ce cadrage nous a également permis de mieux comprendre la tension entre les deux grands récits de défaite de 2015 (celui de l'ASSÉ et celui de P15), mais aussi l'invisibilisation d'autres récits multiples qui n'émergent pourtant pas de la même façon. Le récit A, très critique du cadrage pronostique du mouvement, est construit comme une réponse à celui-ci. Le cadrage de l'autonomie jouerait donc un rôle important et double dans la production et la diffusion de certains récits. En plus d'avoir une incidence sur ce qui est dit dans l'ensemble des récits retrouvés, les cadres des mobilisations, produits par les OMS, délimiteraient les récits publics.

Toutefois, les limites entre récits émergés ou publics et récits émergents semblent précaires en regardant ce présent travail. Le cadrage est en effet un processus qui continue d'être renégocié au travers des réseaux de militant·es après le mouvement du printemps 2015. Les récits reconstruisent le mouvement lui-même et permettent de renégocier certains aspects qui furent négligés selon les personnes interviewées. Aussi, les deux derniers récits ne suivent pas les histoires qui ont été diffusées par les entrepreneur·euses du mouvement et les personnes ayant pris des rôles décisionnels dans les comités P15. Ces histoires semblent toutefois impliquées dans le processus de maintien du mouvement dans les périodes de repli suivant la défaite au sein des structures dormantes :

During periods of political quiescence, institutions that are somewhat insulated from the direct surveillance of authorities preserve not only activists' tactical know-how and personnel networks but stories of past victories, defeats, and continuing struggle.  
(Polletta, 1998, p.433)

Alors que certains récits prennent le devant de la scène et renforcent les dynamiques de pouvoir en place durant 2015, d'autres critiquent la masculinité toxique et

permettent une mise en scène des valeurs associées à l'inclusivité et au travail émotionnel. Le récit D, en particulier, révèle que les disputes les plus publicisées peuvent avoir un rôle secondaire dans la construction d'un récit, allant à l'encontre de notre hypothèse 2 et l'hypothèse 1. En effet, au travers de leur implication spécifique, les militant·es ont offert un point de vue particulier (un *standpoint*) qui nous permet d'élargir notre compréhension du mouvement en regardant non seulement les dynamiques internes au mouvement, mais également l'interaction avec d'autres mouvements. Comme nous l'avons décrit (p.103), le récit D ne s'explique pas seulement par le cadrage du mouvement. Durant son élaboration et les mobilisations, le mouvement radical a construit un cadre en tentant de faire le pont (*frame bridging*) avec d'autres mouvements : mouvement écologiste, mouvement féministe et mouvement décolonial. Le mouvement contre l'austérité 2015 n'agit pas en vase clos et coexiste donc avec d'autres mouvements localement comme globalement. En agissant de la sorte, le mouvement invite à d'autres militant·es à se joindre. C'est à partir de cela que certaines militantes, à la fois militante du mouvement féministe et anti-austérité, nous révèlent une expérience et un récit particulier. Notre échantillon, blanc, cisgenre et francophone, ne nous permet évidemment pas d'établir d'autres reconstructions du cadrage de l'autonomie dans d'autres cercles militants. Certaines pistes de recherche nous amènent ainsi à suggérer l'hypothèse d'autres récits du printemps 2015 et de la défaite. Il va sans dire que plusieurs autres récits mériteraient d'être entendus et visibles. Les récits retrouvés nous ont permis de regarder plus spécifiquement la question de la répression, des espaces de pouvoir au sein du milieu étudiant en 2015. Le récit féministe D nous invite aussi à voir la multipositionnalité des femmes interviewées, ici dans le mouvement féministe et le mouvement radical contre l'austérité, comme une condition de possibilités pour l'émergence d'un certain type de récit.

Comment alors comprendre la spécificité du récit D ? Les trajectoires militantes des personnes interviewées semblent également avoir un rôle, en particulier pour ce dernier

récit. Par exemple, le fait d'être une personne marginalisée par le genre (toutes des femmes cis) a été un élément déterminant dans l'énonciation des récits du type D, mais n'est pas une condition suffisante ; on retrouve des femmes dans les récits de types B et C qui n'amènent pas le récit du mouvement de la même manière. Une analyse fine des trajectoires pourrait certainement nous aider à mieux comprendre la diversité des récits alors que l'entièreté des militant·es interviewé·es s'est reconnue comme (pro-) féministe et la vaste majorité comme anarchiste. Pour revendiquer le mouvement, on peut constater que certains récits ont favorisé la remise en cause de la crédibilité des histoires connues et déjà visibles (les récits A et B). Cela passe par deux angles dans les entretiens présents : d'un côté, il y aurait un manque de transparence et de démocratie au sein du mouvement (C et D) et de l'autre, un manque d'inclusivité envers les personnes marginalisées notamment par le genre (D).

Un autre élément à approfondir est la manière dont se forment les récits avec les émotions. Les récits portant sur un mouvement social et sa défaite peuvent favoriser l'espoir (Voss, 1998) et ne correspondent pas seulement à un discours de la preuve et de la stratégie, mais aussi de la persuasion (Chen et Polletta, 2012). Un moment important du mouvement radical est l'expulsion des étudiant·es uqamien·nes, qui est vécue comme un choc moral, vecteur de radicalisation : « [Moral shocks] often come to those already participating in a social movement, with the effect of radicalizing them or reinforcing their commitment (Jasper, 2011, p.293) ». Les mouvements sociaux nécessitent un travail pour construire le lien social qui bâtit une identité collective et peut être mobilisé dans le futur (Melucci, 1995). Cela implique la mise en place d'autres routines, propres à l'environnement social constitué autour du mouvement, qui soutiennent les organisations, le développement d'émotions relatives aux expériences vécues et des schémas psychologiques spécifiques. Il serait donc intéressant de considérer l'importance des émotions dans les récits.

De quelles manières ce mémoire nous permet-il de mieux comprendre les récits de défaite des mouvements sociaux ? Notre typologie nous a permis de reconnaître et valider les types proposés par Beckwith (2015) et en révèle un nouveau. Excepté le récit D, les récits de défaite du Printemps 2015 peuvent s'intégrer aux différents types existants. Le récit A suit de près le type « Défaite comme une opportunité d'apprentissage (Beckwith, 2015, p.7) », bien qu'il constate que cet apprentissage n'est toujours pas incorporé dans les nouvelles mobilisations en 2019. Le récit B est une « défaite comme une survie provocante ». Les narrateur·rices constatent la force de la répression, mais voient également la solidarité qui fut créée dans le mouvement pour s'y opposer. Le récit C met l'accent sur la trahison des entrepreneur·es du mouvement à pouvoir inclure de nouvelles personnes et à maintenir des processus décisionnels démocratiques. Le récit D, qui nomme la défaite comme un maintien ou renforcement des injustices, serait donc un nouveau type de récit à considérer. À partir de leur multipositionnalité, ces militantes mettent de l'avant les problèmes structurels et les injustices vécus. La défaite ne viendrait pas d'actions ou d'acteurs ciblés, mais serait à relier au niveau structurel. Le récit D, comme les autres récits retrouvés, nous amène donc à voir le mouvement anti-austérité dans toute sa complexité. Loin de se résumer en quelques événements, on découvre au travers des récits divers points de vue, qui se retrouvent souvent à l'intérieur même d'un seul récit. Et s'ils éclairent sous un nouveau jour l'émergence des mobilisations (Davis, 2002, p.4), ils permettent aussi de mieux cerner et saisir leurs déclin et leurs défaites.

## ANNEXE A

### TABLEAUX DES RÉCITS PUBLICS DES MILITANT·ES DU MOUVEMENT RADICAL CONTRE L'AUSTÉRITÉ

Textes des militant·es de la faction spontanéiste du mouvement radical

	<b>Acteur social ennemi</b>	<b>« contre »</b>	<b>Finalité</b>	<b>Finalité future</b>	<b>Définition de l'austérité 2</b>
Poirier (printemps 2015)	Le gouvernement et le budget libéral, Enbridge et Transcanada,	Austérité comme « privatisation de nos biens collectifs essentiels. »	« Le rôle des étudiants-tes, c'est de revendiquer pour l'avenir »	Pas clair	Cela passe par l'eau potable, par l'air respirable, par l'accès à l'éducation, par l'accès à nos services de santé et aux CPE, etc.
Chicoine (automne 2014)	Le gouvernement, le « néolibéralisme » et les partis avec « le jeu politique partisan »	Contre l'austérité	« [Résister] au massacre et [créer] dans l'action une alternative non seulement viable, mais vivante et solidaire »	Pas claire : pour la réappropriation de nos vies ?	L'austérité : un déni de la démocratie, un geste violent, accordé avec la culture patriarcale
Collectif de débrayage (Printemps 2015)	La « mafia libérale », la « majorité silencieuse », les « Exécutants syndicaux », « l'administration », le « pouvoir », l'« économie » et l'« Éthos capitaliste ».	La « Stratégie de prédation classique, où plus le spectre d'attaque est large, plus augmentent les chances de récupérer des proies. »	Non précisée	« Thématisé comme <i>buen vivir</i> par la résistance autochtone au développement des Andes »	« Austérité est aux ressources humaines ce que l'extraction est aux ressources naturelles »

## Textes d'autres acteur·rices des mobilisations anti-austérité

	Acteur social ennemi	Ce contre quoi iels luttent	Finalité	Finalité future	Définition principale
FAS (2015)	La classe politique et économique, mais aussi le néolibéralisme comme projet de l'élite visant à renverser la tendance de redistribution.	Les coupures dans les services publics [qui] vont affecter la qualité de vie de tout le monde, sauf des plus riches.	La finalité court terme : protéger nos acquis, créer un rapport de force avec un front social	La finalité serait « le socialisme » soit le « véritable démocratie, un avenir écologique, libérer la créativité humaine ».	Celle-ci porte sur Programme néolibéral plutôt que l'austérité seule : – Réduire les impôts des entreprises – établir des traités de libre-échange – Affaiblir les syndicats – Réduire ou privatiser les services
Collectif des « profs contre tout ce qui vient avec l'austérité » (2015)	Les élites économiques	« Nous refusons les névroses du tout-marchandise et son angoisse sociale. » « D'être définie par la triple de contribuable-consommateur-majorité silencieuse. « la grande honte de vouloir la vie bonne pour toutes et tous. »	La finalité est « la vie bonne pour toutes et tous. Nous nous organisons. (...) C'est ici que croît la rose, c'est ici que nous dansons. »	Aucune retrouvée	« Un appauvrissement intérieur, où dominent la crainte des sanctions et la faim des récompenses, le stress et l'insécurité sociale, la peur de l'avenir et la peur de l'autre, peur bleue — peur rouge — peur blanche.
Le collectif Refusons l'Austérité (2015)	Le gouvernement	Le gouvernement dans son entreprise de démolition de l'État social :	L'adoption d'une véritable politique de développement durable pour le Québec, une révision du régime fiscal, mise en place d'une consultation populaire	La finalité future est de construire un Québec plus juste	Aucune retrouvée

## BIBLIOGRAPHIE

- 99 % Média. (2014, 20 septembre). Profilage politique à la manifestation contre la loi 3. *99 % Média*. Retrouvé de <https://www.99media.org/profilage-politique-manifestation-contre-loi-3/>
- AFEA. (2016, novembre). *Bilan critique du congrès de l'ASSÉ des 20 et 21 février 2016 et de la place de l'AFÉA au sein de cette organisation*. Retrouvé de <https://www.afea.uqam.ca/wp-content/uploads/2016/11/BilanCritiqueCongresFevrier2016.pdf>
- Agence QMI. (2015, 30 novembre). Des manifestants jettent des pierres aux policiers. *TVA Nouvelles*. Retrouvé de <https://www.tvanouvelles.ca/2015/11/30/des-manifestants-jettent-des-pierres-aux-policiers>
- Amenta, E. et Polletta, F. (2019). *The Cultural Impacts of Social Movements*. *Annual Review of Sociology*, 45. doi:10.1146/annurev-soc-073018-022342
- Ancelovici, M. (2016) Occupy Montreal and the Politics of Horizontalism. Dans Ancelovici, M., Dufour, P. et Nez, H. (dir.), *Street Politics in the Age of Austerity* (p.175-202). Amsterdam : Amsterdam University Press. doi :10.1515/9789048525461-008
- Ancelovici, M., Dufour, P. et Nez, H. (dir.). (2016) *Street Politics in the Age of Austerity*. Amsterdam : Amsterdam University Press. doi :10.1515/9789048525461-008
- Ancelovici, M. et Dupuis-Déri, F. (dir.). (2014). *Un Printemps rouge et noir : regards croisés sur la grève étudiante de 2012*. Montréal : Écosociété.
- Antonius, R. (2007). *Ce que doit inclure un projet de mémoire ou de thèse*. Montréal : Département de sociologie, UQAM. Retrouvé de [http://classiques.uqac.ca/contemporains/antonius\\_rachad/directives\\_projet\\_the se/directives.html](http://classiques.uqac.ca/contemporains/antonius_rachad/directives_projet_the se/directives.html)

- Appel de l'est (2015, 4 août). L'appel de l'est : L'appel aux écologistes, communautés autochtones, allié. e. s, ami. e. s, camarades. *Presse-toi-a-gauche*. Retrouvé de <https://www.pressegauche.org/L-appel-de-l-est>
- ASSÉ. (2014, novembre). *Journée de perturbation contre l'austérité*. Récupéré de <https://nouveau.asse-solidarite.qc.ca/index.html%3Fp=2756.html>
- ASSÉ. (2015). *Cahier du Congrès des 4 et 5 avril 2015 de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante*. Récupéré de <https://nouveau.asse-solidarite.qc.ca/wp-content/uploads/2016/01/cahier-version-finale.pdf>
- ASSÉ. (2016). *Cahier des réflexions*. Récupéré de <https://nouveau.asse-solidarite.qc.ca/wp-content/uploads/2016/11/cahier-des-reflexions-3.pdf>
- Beaulne, P. (2018, 20 Mars). *La politique d'austérité budgétaire au Québec à la suite de la crise financière*. IRIS. Récupéré de <https://iris-recherche.qc.ca/blogue/la-politique-d-austerite-budgetaire-au-quebec-a-la-suite-de-la-crise-financiere>
- Beckwith, K. (2015). Narratives of Defeat: Explaining the Effects of Loss in Social Movements. *The Journal of Politics*, 77(1), 2-13. doi: 10.1086/678531
- Bellemare-Caron, R., Cyr, M.-A., Dupuis-Déri, F. et Kruzynski, A. (2013). L'anarchie ici et maintenant. Dans Kruzynski, A., Breton, E., Dupuis-Déri, F., Cyr, M. — A., Bellemare-Caron, R. (dir.), *Nous sommes ingouvernables* (p.11-27). Montréal : LUX.
- Benford, R. D. (1993). Frame disputes within the nuclear disarmament movement. *Social Forces*. doi : 10.1093/sf/71.3.677
- Benford, R. D. (2013). Master Frame. Dans Snow, D. A., della Porta, D., Klandermans, B. et McAdam, D. (dir.), *The Wiley-Blackwell Encyclopedia of Social and Political Movements*. Blackwell publishing <https://doi.org/10.1002/9780470674871.wbespm126>
- Benford, R. D. et Snow, D. (1992). Master Frames and Cycles of Protest. Dans A. Morris et C. McClurg Mueller (dir.), *Frontiers of Social Movement Theory* (p.133-55). New Haven: Yale university press.
- Benford, R. et Snow, D. (1988). Ideology, Frame Resonance, and Participant Mobilization. Dans Klandermans, B., Kriesi, H. et Tarrow, S. (dir.), *From*

*Structure to Action: Social Movement Participation Across Cultures.* (P.197-217) Greenwich, Conn. : JAI Press.

- Benford, R. D. et Snow, D. A. (2000). Framing Processes and Social Movements: An Overview and Assessment. *Annual Review of Sociology*, 26, 611–639.
- Benford, R. D., Snow, D. A. et Plouchard, M. (trad.)(2012). Processus de cadrage et mouvements sociaux : présentation et bilan. *Politix*, 25 (99), 219-255.
- Benford, R. D. et Zuo, J. (1995). Mobilization Processes and the 1989 Chinese Democracy Movement. *Sociological Quarterly*. doi : 10,111 1/j.1533-8525.1995.tb02324.x
- Bhéreur-Lagounaris, A., Boudreau, J.-A., Carlier, D., Labrie, M. et Ribeiro, C. (2015). *Trajectoires printanières : jeunes et mobilisation politique à Montréal* (rapport de l'INRS). Récupéré de <http://espace.inrs.ca/2654/>
- Bonnet, F. (2008). La distance sociale dans le travail de terrain : Compétence stratégique et compétence culturelle dans l'interaction d'enquête. *Genèses*, 73 (4), 57-74
- Bourdieu, P. (dir.). (1993). *La misère du monde*. Paris : Seuil.
- Breton, E., Jeppesen, S., Kruzynski, A. et Sarrasin, R. (2012). Feminisms at the heart of contemporary anarchism in Quebec: Grassroots practices of intersectionality. *Canadian Woman Studies*, 29(3), 147-159. Récupéré de <http://www.scopus.com/inward/record.url?eid=2-s2.0-84894432395&partnerID=40&etmd5=daea0cc19d2a14ced36ee04098cb149e>
- Breton, É., Jeppesen, S., Sarrasin, R. et Kruzynski, A. (2015). Les féminismes au cœur de l'anarchisme contemporain au Québec : Des pratiques intersectionnelles sur le terrain. *Recherches Féministes*, 28 (2), 199-222. doi:10.7202/1034182ar
- Breton, É., Jeppesen, S., Kruzynski, A. and Sarrasin, R. (2012) Prefigurative self-governance and self-organization: the influence of antiauthoritarian (pro)feminist, radical queer and antiracist networks in Quebec. Dans : Choudry, A. and Hanley, J. and Shragge, E., (dir.) *Organize!: Building from the Local for Global Justice*. PM Press. ISBN 978-1-60486-433-5

- Brisson, P.-L. (2015, 23 mars). Les étudiants sont aussi des acteurs sociaux. *Voir*. Récupéré de <https://voir.ca/pierre-luc-brisson/2015/03/23/les-etudiants-sont-aussi-des-acteurs-sociaux/>
- Carrier-Plante, C. (2018). *Lutter dans l'arène judiciaire : réponses organisationnelles à la judiciarisation des mobilisations antiautoritaires et étudiantes à Montréal (2011-2015)* (Mémoire de maîtrise). Université du Québec à Montréal. Récupéré de <https://archipel.uqam.ca/11666/>
- CCMM-CSN et Daigneault, D. (2015). *Répression policière à la manifestation du 1er mai 2015 - Ne pas tolérer l'intolérable* [Communiqué]. Récupéré de <https://www.newswire.ca/fr/news-releases/repression-policiere-a-la-manifestation-du-1er-mai-2015---ne-pas-tolerer-lintolerable-517677771.html>
- Chen, P. C. B. et Polletta, F. (2012). Narrative and Social Movements. Dans Alexander J. C., Jacob, R. et Smith P. (dir.), *The Oxford Handbook of Cultural Sociology*. Oxford : Oxford University Press. doi : 10.1093/oxfordhb/9780195377767.013.18
- Chicoine, L. (2018). « Proxy repression » ? The causes behind the change of protest control repertoire by the Université du Québec à Montréal during the 2015 student strike. Dans M. Henn, B. Oldfield et J. Bessant (dir.), *Governing Youth Politics in the Age of Surveillance* (p.208-222). Routledge. doi: 10.4324/9781315209746-15
- Christoff, S. (2015, 8 avril). Corporate media fails to convey police violence against anti austerity movement. *Media Co-op*. Récupéré de <http://www.mediacoop.ca/story/corporate-media-fails-convey-police-violence-again/33354>
- Christophe, V. et Rimé, B. (1997). Exposure to the social sharing of emotion: Emotional impact, listener responses and secondary social sharing. *European Journal of Social Psychology*, 27(1), 37-54. doi: 10.1002/(SICI)1099-0992(199701)27:1<37::AID-EJSP806>3.0.CO ; 2-1
- Coalition Main rouge. (2015a). *1er Mai 2015 : Calendrier Des Actions Locales Et Régionales*. Nonauxhausses.org. Récupéré de <http://nonauxhausses.org/1er-mai-calendrier/>

- Coalition Main rouge. (2015 b). *La semaine d'actions contre l'austérité a été historique : Près de 100 actions ont été tenues à travers le Québec* [Communiqué].
- Coley, J. (2015) Narrative and Frame Alignment in Social Movements: Labor Problem Novels and the 1929 Gastonia Strike. *Social Movement Studies*, 14 (1), 58-74, DOI : 10.1080/14742837.2013.873861
- Collectif de Débrayage et consorts. (2016). *FUCK TOUTE ! Quelques flèches tirées du Printemps 2015*. Montréal : Sabortart.
- Collectif Refusons l'austérité. (2015). *Le collectif Refusons l'austérité rend publique une déclaration commune* [Communiqué]. CSN.
- Commission populaire sur la répression politique, Bellot, C., Dupuis-Déri, F., Dussault, J., Gaouette, J., Laflamme, V., Lemonde, L., Morin, A. D. et Prosper, W. (2016). *Étouffer la dissidence : vingt-cinq ans de répression politique au Québec*. Montréal : LUX.
- Combessie, J.-C. (2007). *La Méthode en sociologie, Collection Repères*. Paris : La Découverte.
- Conseil Central du Montréal Métropolitain (CCMM-CSN). (2015). *Répression policière à la manifestation du 1er mai 2015 - Ne pas tolérer l'intolérable* [Communiqué]. CNW Telbec, Montréal.
- Conway, J. et Dufour, P. (2010). Emerging visions of another world? Tensions and collaboration at the Quebec Social Forum. *American Sociological Association*, 16(1), 29-47. ISSN 1076-156X
- Coretti, L., et Pica, D. (2015). The rise and fall of collective identity in networked movements: Communication protocols, Facebook, and the anti-Berlusconi protest. *Information, Communication et Society*, 18, 951– 967. doi:10.1080/1369118X.2015.1043317
- Côté, S., Fortin, P.-O. et Racine, J.-F. (2015, 24 mars). 274 arrestations durant la manifestation nocturne à Québec. *Journal de Montréal*. Retrouvé de <https://www.journaldemontreal.com/2015/03/24/plusieurs-dizaines-darrestations-pour-la-premiere-manifestation-nocturne-du-printemps-a-quebec>

- Couturier, E.-L. et Tremblay-Pepin, S. (2015). *Les mesures d'austérité et les femmes : analyse des documents budgétaires depuis novembre 2008* (Rapport de l'IRIS). Montréal. Récupéré de <https://iris-recherche.qc.ca/publications/austerite-femmes>
- Cox, E. (2016, mars). Concordia University accused of bad faith as 2015 strike participants face expulsion. Ricochet. Retrouvé de <https://ricochet.media/en/985/is-concordia-university-targeting-student-leaders>
- CRAC-Kébec, Delisle-L'Heureux, N. et Kruzynski, A. (2007). La fourmilière anticapitaliste et antiautoritaire globalisée : subvertir, bloquer, préfigurer et construire des alternatives au Québec. Colloque ACFAS. Mouvements sociaux et transnationalisation des pratiques : les Amériques sont-elles différentes ? Actes du colloque, Trois-Rivière.
- Davis, J.E. (2002). *Stories of Change : Narrative and Social Movements*. Albany : State University of New York Press.
- Devenport, C., Johnston, H. et Mueller, C. (dir.). (2005) *Repression and Mobilization*. Minneapolis : University of Minnesota Press.
- della porta, D., Diani, M. et Fillieule, O. (2015). Demobilization and Disengagement. Life Course Perspective. Dans *The Oxford Handbook of Social Movements*. 10.1093/oxfordhb/9780199678402.013.35.
- della porta, D. Diani, M. (2006). *Social Movements : An Introduction*. Hoboken : Blackwell publishing.
- Des étudiant·es en grève. (2015, 4 avril). Lettre aux grévistes de l'UQAM et d'ailleurs : résister c'est reconduire. *Union Libre*. 10 (1). Retrouvé de <https://www.unionlibre.net/reconduction/>
- Deshaies, T. (2015). Entrevue avec Fannie Poirier. *L'esprit Libre*. Récupéré de <https://revuelespritlibre.org/comite-printemps-2015-entrevue-avec-fannie-poirier>
- Dubuc, A. (2014, 4 décembre). Austérité : le poids des mots. La Presse (Montréal). Récupéré de [https://plus.lapresse.ca/screens/c867227c-0df7-46e1-a001-b782bbffca26\\_\\_7C\\_\\_0.html](https://plus.lapresse.ca/screens/c867227c-0df7-46e1-a001-b782bbffca26__7C__0.html)

- Dufour, P., Nez, H., et Ancelovici, M. (2016). Introduction : From the Indignados to Occupy, Prospects for Comparison. Dans Ancelovici, M., Dufour, P. et Nez, H. (dir.), *Street Politics in the Age of Austerity* (p.11-40). Amsterdam : Amsterdam University Press. doi : 10.1515/9789048525461-008
- Dufour, P. et Traisnel, C. (2009). Aux frontières mouvantes des mouvements sociaux, ou quand les partis politiques s'en mêlent. Le cas du souverainisme au Québec. *Politiques et sociétés*, 28 (1). 37-62.
- Dutrisac, R. (2015, 27 mars). L'équilibre aux dépens de la santé et de l'éducation. *Le Devoir*. Retrouvé de <https://www.ledevoir.com/politique/quebec/435707/budget-leitao-l-equilibre-aux-depens-de-la-sante-et-de-l-education>
- Dunezat, X. (2014). Une sociologie des mouvements sociaux entre militantisme et scientificité. *Raison présente*, 191 (3), 97–105.
- Dupuis-Déri, F. (2016). *La peur du peuple : Agoraphobie et agoraphilie politiques*. Montréal : Lux.
- Eschle, C. (2018) Troubling stories of the end of occupy: Feminist narratives of betrayal at occupy Glasgow. *Social Movement Studies*, 17 (5), 524-540. doi: 10.1080/14742837.2018.1495072
- Fourment, E. (2021). *Théories en action Appropriations des théories féministes en milieu libertaire à Berlin et Montréal* (Thèse non publiée) Institut d'études politiques de Paris.
- Fortin-Gauthier, E. (2015, 7 avril). Manifestation féministe nocturne interdite aux hommes. *Journal Métro*. Récupéré de <http://journalmetro.com/actualites/montreal/753204/manifestation-feministe-nocturne-interdite-aux-hommes/>
- Falardeau, J. (2015, 1er avril). La flèche magique. *Huffington Post*. Retrouvé de [https://quebec.huffingtonpost.ca/jules-falardeau/fleche-magique-spvm\\_b\\_6981718.html](https://quebec.huffingtonpost.ca/jules-falardeau/fleche-magique-spvm_b_6981718.html)
- Ferree, M. (2005). Soft repression : Ridicule, stigma, and silencing in gender-based movements. *Social Movements, Conflicts and Change*, 25, 85–101. doi:10.1016/S0163-786X(04)25004-2

- Ferree, M. (2003). Resonance and Radicalism: Feminist Framing in the Abortion Debates of the United States and Germany. *American Journal of Sociology*, 109(2), 304–344. doi:10.1086/378343
- Ferree, M., Goodwin, J., Jasper, J. M. et Polletta, F. (2006). Passionate Politics: Emotions and Social Movements. *Contemporary Sociology*. doi: 10.2307/3089970
- Fillieule, O. (2001). Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel. *Revue française de science politique*, 51 (1). doi : 10.3917/rfsp.511.0199
- Fillieule, O. (dir.) (2005). *Le désengagement militant*. Paris : Belin.
- Fortin, P. (2020, Septembre 15). L'austérité du gouvernement Couillard n'aura finalement servi à rien. *L'actualité*. Récupéré de <https://lactualite.com/lactualite-affaires/lausterite-du-gouvernement-couillard-naura-finalement-servi-a-rien/>
- FNEEQ. (2014). *Pour la FNEEQ, une catastrophe annoncée* [Communiqué]. FNEEQ, Montréal.
- Fortier, C. (2014, 3 septembre). Des coupures, d'autres coupures et encore des coupures ! *Courrier Frontenac*. Retrouvé de <https://www.courrierfrontenac.qc.ca/2014/09/03/des-coupures-dautres-coupures-et-encore-des-coupures/>
- Fortier M. et Paré, I. (2015, 1<sup>er</sup> avril). Le mouvement étudiant bat de l'aile. *Le Devoir*. Retrouvé de <https://www.ledevoir.com/societe/education/436054/le-mouvement-etudiant-divise>
- Freeman, J. (2013). The Tyranny of Structurelessness. *Women's Studies Quarterly*, 41. doi:10.1353/wsq.2013.0072
- Freire, P. (1971). *Pedagogy of the oppressed*. New York : Herder and Herder.
- Gamson, W. A. et Modigliani, A. (1989). Media Discourse and Public Opinion on Nuclear Power: A Constructionist Approach. *American Journal of Sociology*, 95(1), 1-37. doi: 10.1086/229213

- Ganz, M. (2001). The Power of Story in Social Movements. *Proceedings of the Annual Meeting of the American Sociological Association*, Anaheim, California: AMA.
- GAPPA. (2015, 15 avril). On n'a rien volé (nous). *99 Media* Retrouvé de <https://www.99media.org/na-rien-vole-nous/>
- Gaudreau, E. (2013). Interprétation de la tension entre principes de lutte et pratique militante en matière de rapports de genre dans les organisations libertaires : le cas de l'Union Communione Libertaire (Mémoire). UQAC. Retrouvé de <https://constellation.uqac.ca/2754/>
- Gill, L. (2016, 05 décembre). 9 décembre 2015 : la plus grande grève de l'histoire du Québec ? *L'Aut'journal*. Retrouvé de <https://lautjournal.info/20161205/9-decembre-2015-la-plus-grande-greve-de-lhistoire-du-quebec>
- Gray-Donald, D. et Mehreen, R. (2015, 21 Octobre). Spring 2015 Anti-Austerity Movement in Quebec: A Critical Retrospective of the Organizing. *Canadian Dimension*. <https://canadiandimension.com/articles/view/spring-2015-anti-austerity-movement-in-quebec-a-critical-perspective>
- Guay, F. (2009) L'ethnographe et son objet : entre engagement et distanciation. Dans Perreault, A. (coord.), *Le chercheur et son objet : entre distance et proximité : Actes du colloque de de l'ACSSUM de 2009* (p.41-50).
- Haag, P. et Lemieux, C. (2015). Critiquer : une nécessité. Dans Faire des sciences sociales. *Critiquer* (p. 13–27). Paris : Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales.
- Hanisch, C. (2006, janvier). The Personal Is Political: the Women's Liberation Movement classic with a new explanatory introduction [blog personnel]. Retrouvé de <http://www.carolhanisch.org/CHwritings/PIP.html>
- Hilhorst, D. (1997). Discourse Formation in Social Movements. Issues of Collective Action. Dans H. de Haan et N. Long (dir.), *Images and Realities of Rural Life* (p. 121-149). Van Gorcum, Assen, The Netherlands.
- hooks, b. (2010). *Teaching critical thinking: Practical wisdom*. Oxfordshire : Routledge.

- Houle-Courcelles, M. (2008). *Sur les traces de l'anarchisme au Québec, 1860-1960*. Montréal : Lux.
- Jasper, J. et Poulsen, J. (1995). Recruiting Strangers and Friends: Moral Shocks And Social Networks in Animal Rights and Anti-Nuclear Protests. *Social Problems*. 42, 493-512. doi :10.1525/sp.1995.42.4.03x0129y.
- Jasper, J. (2011). Emotions and Social Movements: Twenty Years of Theory and Research. *Annual Review of Sociology*. 37. doi :10.1146/annurev-soc-081309-150015.
- Johsua, F.(2009). Abeyance structure. Dans Fillieule, O., Mathieu, L. et Péchu, C. (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux* (p. 17–23). Paris : Presses de Sciences Po. Récupéré de <http://www.cairn.info/dictionnaire-des-mouvements-sociaux--9782724611267-page-17.html>
- Johsua, F. (2007) Les conditions de (re) production de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) : l'approche par les trajectoires militantes. Dans Haegel, F (dir.) *Partis politiques et système partisan en France* (p.25-67). Paris : Presses de Sciences Po.
- Daigneau, J. (2015, 11 juin). Leçons du printemps 2015. *Revue L'Esprit libre*. Récupéré de <http://revuelespritlibre.org/lecons-du-printemps-2015>
- Laugier, S. et Molinier, P. (2009). Politiques du care. *Multitudes*, 2 (2-3), 74-75. doi : 10,391 7/mult.037.0074
- La Presse Canadienne. (2015, 21 mars). Des milliers de personnes manifestent contre l'austérité. | *La Presse*. Récupéré de <https://www.lapresse.ca/actualites/montreal/201503/21/01-4854245-des-milliers-de-personnes-manifestent-contre-lausterite.php>
- La Presse Canadienne. (2015, 15 mars). Manifestation contre la brutalité policière : 94 contraventions. *Huffingtonpost* (Montréal). Récupéré de [https://quebec.huffingtonpost.ca/2015/03/15/manifestation-annuelle-contre-la-brutalite-policiere-dimanche-a-montreal\\_n\\_6872466.html](https://quebec.huffingtonpost.ca/2015/03/15/manifestation-annuelle-contre-la-brutalite-policiere-dimanche-a-montreal_n_6872466.html)
- Labov, W. et Waletzky, J. (1997). Narrative Analysis : Oral Versions of Personal Experience. *Journal of Narrative and Life History*. doi : 10.1075/jnlh.7.1-4.02nar

- Larson, J. A. (2013). Social Movements and Tactical Choice. *Sociology Compass*, 7(10), 866-879. doi: 10,111 1/soc4.12069
- Le Chat noir émeutier et Montréal Contre-Information. (2015, 28 décembre). Retour sur la manif nocturne du 18 décembre 2015. *Le Chat Noir Émeutier*. Récupéré de <https://lechatnoiremeutier.noblogs.org/post/2015/12/28/montreal-quebec-retour-sur-la-manif-nocturne-du-18-decembre-2015/>
- Leduc, L. (2015, 1<sup>er</sup> avril). Saison difficile, vents contraires. *La Presse*. Récupéré de [https://plus.lapresse.ca/screens/a3fa5746-950d-4927-a748-c49246fed48f\\_\\_7C\\_\\_W5Fq5qMgaSN.html](https://plus.lapresse.ca/screens/a3fa5746-950d-4927-a748-c49246fed48f__7C__W5Fq5qMgaSN.html)
- Lemieux, C. (2012). Problématiser. Dans Paugam, S. (dir.). *L'enquête sociologique* (p.27-52). Paris : Presses Universitaires de France. DOI : 10,391 7/puf.paug.2012.01.0027
- Le Monde et l'AFP. (2015, 29 mars). La manifestation anti-islam de Pegida tourne court à Montréal. *Le Monde*. Récupéré de [http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2015/03/29/la-manifestation-anti-islam-de-pegida-tourne-court-a-montreal\\_4603434\\_3222.html](http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2015/03/29/la-manifestation-anti-islam-de-pegida-tourne-court-a-montreal_4603434_3222.html)
- Ligue des droits et libertés. (2015). *Manifestations et répressions, Points saillants du bilan sur le droit de manifester au Québec* (rapport de la LDL). Récupéré de [http://liguedesdroits.ca/wp-content/fichiers/rapport\\_manifestations\\_repressions\\_ldl.pdf](http://liguedesdroits.ca/wp-content/fichiers/rapport_manifestations_repressions_ldl.pdf)
- Marie-Andrée Chouinard. (2015, 4 avril). Manifs à géométrie variable. *Le Devoir* (Montréal). Récupéré de <https://www.ledevoir.com/societe/actualites-en-societe/436429/profilage-politique-manifs-a-geometrie-variable>
- Jean, M. (2015). Première manif de soir [Vidéo en ligne]. Retrouvé de <https://vimeo.com/123241719>
- McCarthy, J. D. et Zald, M. N. (1977). Resource Mobilization and Social Movements: a Partial Theory. *American Journal of Sociology*, 82, 6, 1212-1241. Chicago : University of Chicago Press. Retrouvé de <https://www.jstor.org/stable/2777934>
- Melucci, A. (1995). The process of collective identity. Dans Johnston, H. et Klandermans, B. (dir.), *Social Movements and Culture*. Minnesota : University of Minnesota Press. doi: 10,230 7/2077085

- MÉPACQ. (s. d.). *Historique et orientations*. Récupéré de <http://www.mepacq.qc.ca/a-propos-du-mepacq/historique-et-orientations/>
- MÉPACQ, Toupin, C. et Pedneault, J. (2015). *Communautaire en colère* [Communiqué]. MEPACQ.
- Meyer, D. S. (2006). Claiming credit: Stories of movement influence as outcomes. *Mobilization: An International Quarterly*, 11(3), 201–229. doi : 10,111 1/epi.12460
- Michelat, G. (1975). Sur l'utilisation de l'entretien non directif en sociologie. *Revue française de sociologie*, 16 (2), 229–247. doi:10.2307/3321036
- Milstein, C. (2019). Never Stop Caring [billet de blogue]. Récupéré de <https://cbmilstein.wordpress.com/2019/01/14/never-stop-caring/>
- Moquin-Beaudry, L. (2015, 28 mars). Mouvement étudiant : recomposition en cours. *Ricochet*. Récupéré de <https://ricochet.media/fr/368/mouvement-etudiant-recomposition-en-cours>
- Moor, J., et Wahlström, M. (2019). Narrating political opportunities: Explaining strategic adaptation in the climate movement. *Theory and Society*, 48. doi:10.1007/s11186-019-09347-3
- Nguyen, M. (2015, 25 mars). Compilation des conséquences des mesures d'austérité 2014-2015 (Rapport de l'IRIS). Récupéré de <https://iris-recherche.qc.ca/publications/compilation-austerite>
- Nuovo, F. (2015, 1<sup>er</sup> avril). Entrevue avec Martine Desjardins : Lutte intestinale au sein de l'ASSE pour un report de la grève. *ICI Radio-Canada*.
- Orfali, P. (2015, 3 avril). Les étudiants n'étaient pas seuls. *Le Devoir*. Récupéré de <https://www.ledevoir.com/societe/436252/suivez-la-manifestation-du-2-avril-en-direct>
- Ortner, S. B. (1974) Is female to male as nature is to culture? Dans Rosaldo, M. Z. et Lamphere, L. (dir.), *Woman, culture, and society*. Stanford, CA : Stanford University Press (p. 68-87).
- Owens, L. (2009). *Cracking under pressure : narrating the decline of the Amsterdam squatters' movement*. Amsterdam : American University Press.

- Pabion, L.(2016). *Le processus de construction de l'identité collective du mouvement Queer montréalais*(Mémoire de maîtrise). Université de Montréal. Récupéré de <http://hdl.handle.net/1866/14007>
- Pelletier, L. (2015, 24 août). Le mouvement anti-austérité tente de s'inspirer du printemps 2012. *Le Devoir*. Récupéré de <https://www.ledevoir.com/societe/448309/le-mouvement-anti-austerite-tente-de-s-inspirer-du-printemps-2012>
- Pereira, I. (2013). La fédération libertaire contre le réseau : Des pratiques organisationnelles anarchistes dans le renouveau de la contestation. *Réseaux*, 5(5), p.147-176. doi : 10.3917/res.181.0147
- Pierru, E. (2010). Organisations et ressources. Dans Fillieule, O., Agrikoliansky, E. et Sommier I. (dir.), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*. Paris : La Découverte.
- Pilon-Larose, H. (2014, 20 septembre). Grande manifestation contre la loi 3 à Montréal. *La Presse*. Récupéré de <https://www.lapresse.ca/actualites/201409/20/01-4801959-grande-manifestation-contre-la-loi-3-a-montreal.php>
- Polletta, F. (1998). « It Was like a Fever ... » Narrative and Identity in Social Protest. *Social Problems*, 45(2), 137-159. doi : 10.2307/3097241
- Polletta, F. (2004). Contending Stories : Narrative in Social Movements. *Qualitative Sociology*, 21(4). doi:10.1023/A : 1 023 332 410 633
- Polletta, F. (2006). *It was like a fever: Storytelling in protest and politics*. Chicago : University of Chicago Press. DOI : 10.7202/1001001
- Polletta, F., Darnovsky, M., Epstein, B., Flacks, R., Johnston, H. et Klandermans, B. (1996). *Cultural Politics and Social Movements*. 25(4). doi : 10.2307/2077085
- Profs contre tout ce qui vient avec l'austérité. (février/mars 2015). La guerre qu'on nous fait. *À Bâbord*. (58). Récupéré sur <https://www.ababord.org/La-guerre-qu-on-nous-fait>.

- Quirion, M.-E. (2008). *Les rapports de pouvoir au sein des groupes militants radicaux* (Mémoire de maîtrise). Université du Québec à Montréal. Récupéré de <https://archipel.uqam.ca/1602/>
- Radio-Canada. (2015, 26 mars). Un cortège funèbre pour souligner le dépôt du budget Leita. *ICI Québec*. Récupéré de <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/713082/manifestation-csn-georges-v-budget>
- Radio-Canada. (2015, 26 mars). Une manifestation étudiante à Québec tourne à l'affrontement. *Ici Québec*. Retrouvé de <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/713154/rassemblement-asse-budget-leitao>
- Radio-Canada. (2015, 4 avril). Des professeurs d'université dénoncent les propos « paternalistes » du ministre Blais. *Huffington post*. Retrouvé de [https://quebec.huffingtonpost.ca/2015/04/04/des-professeurs-duniversite-denoncent-les-propos-paternalistes-du-ministre-blais\\_n\\_7003420.html](https://quebec.huffingtonpost.ca/2015/04/04/des-professeurs-duniversite-denoncent-les-propos-paternalistes-du-ministre-blais_n_7003420.html)
- Radio-Canada. (2015, 1er mai). 84 arrestations après une manifestation mouvementée de la CLAC à Montréal. *Ici-Radio-Canada*. Retrouvé de <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/718794/clac-manifestation-montreal-mai-politique-greve>
- Radio-Canada. (2015, 8 octobre). Négociations dans le secteur public : début de la grève tournante le 26 octobre. *Ici-Radio-Canada*. Retrouvé de <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/743146/greve-tournante-26-octobre-negociations-secteur-public-front-commun-sante-education>
- Radio-Canada. (2015, 26 novembre). Le Front commun en grève le 9 décembre. *Huffington Post*. Retrouvé de [https://quebec.huffingtonpost.ca/2015/11/26/le-tiers-des-enseignants-crets-a-debrayer-les-9-10-et-11-decembre\\_n\\_8656886.html](https://quebec.huffingtonpost.ca/2015/11/26/le-tiers-des-enseignants-crets-a-debrayer-les-9-10-et-11-decembre_n_8656886.html)
- Radio-Canada. (2015, 26 novembre). Mobilisation syndicale au Québec contre la réforme des régimes de retraite. *Radio-Canada*. Retrouvé de <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/695508/journee-grand-derangement-quebec-employes-municipaux>
- Radio-Canada. (2015, 22 décembre). Quand un agent dégage son arme au cœur d'une manifestation. *Ici-Radio-Canada*. Retrouvé de <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/756553/police-montreal-spvm-arme-degaine-manifestation>

- Radio-Canada avec La Presse Canadienne. (2015, 28 mars). Une manifestation contre l'austérité se termine dans le calme à Montréal. *Radio-Canada*. Récupéré de <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/713434/manifestation-montreal-austerite-samedi>
- Radio-Canada avec La Presse Canadienne. (2015, 21 mars). Des manifestants perturbent le colloque libéral à Alma. *Radio-Canada*. Récupéré de <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/712361/manifestants-colloque-liberal>
- Radio-Canada avec La Presse Canadienne. (2018, 23 février). L'agent Charles-Scott Simard suspendu deux jours. *Radio-Canada*. Récupéré de <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1085553/lagent-charles-scott-simard-suspendu-deux-jours>
- Radio-Canada avec La Presse Canadienne. (2015, 24 mars). Manifestation nocturne mouvementée à Montréal. *Radio-Canada*. Récupéré de <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/712842/manifestation-mardi-emilie-gamelin>
- Radio-Canada avec La Presse Canadienne. (2015, 24 mars). Nouvel épisode de brasse-camarade entre policiers et manifestants. *Radio-Canada*. Récupéré de <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/712770/manifestation-reine-elisabeth-montreal>
- Raymond, H. (1968). Analyse de contenu et entretien non directif : Application au symbolisme de l'habitat. *Revue française de sociologie*, 9 (2), 167–179. doi:10.2307/3320589
- RODCD. (2015, 21 octobre). Liste des organismes en grève, fermés ou en interruption d'activités les 2-3 novembre [Billet de blogue]. Récupéré de <http://www.defensedesdroits.com/journees-de-greve-fermeture-interruption-dactivites-du-communautaire-les-2-3-novembre/>
- Robert, C. (2015). Le mouvement étudiant et son rapport à l'histoire. Le cas de la grève générale illimitée de 2012, *HistoireEngagée*. Retrouvé de <https://histoireengagee.ca/le-mouvement-etudiant-et-son-rapport-a-lhistoire-le-cas-de-la-greve-generale-illimitee-de-2012/>
- Robert, C. (2017). Le « nous » du Printemps québécois : Entre récit national et solidarités internationales. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, 18, 198–204.

- Robert, C. et Theurillat-Cloutier, A. (2017). Cinq ans après le « printemps érable », où en est le mouvement étudiant ? *Relations*, (792), 12-13. Récupéré de <https://www.erudit.org/fr/revues/rel/2017-n792-rel03184/86224ac/>
- Robertson, E. (2014, 1<sup>er</sup> décembre). Un 29 novembre. *99%Média*. Retrouvé de <https://www.99media.org/un-29-novembre-par-99media/>
- Robertson, E. (2015, 27 mars). *Manif de soir du 24 mars 2015* [Vidéo en ligne]. [https://www.youtube.com/watch?v=1-v5hvWOp\\_w](https://www.youtube.com/watch?v=1-v5hvWOp_w)
- Salle des nouvelles et Occupe Toute de St-Lô. (2015, 20 avril). Manifeste pour une occupation globale. *99%Média*. Récupéré de <https://www.99media.org/manifeste-pour-une-occupation-durable/>
- Sarrasin, R. (2014). *Dynamiques de constitution de la communauté antiautoritaire au Québec, 2000-2010*(Thèse). Université de Montréal. Récupéré de <https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/handle/1866/11071>
- Snow, D. ; Trom, D. (trad.) (2001), Analyse de cadres et mouvements sociaux. Dans Cefai, D. et Trom, D. (dir.) *L'action collective : mobilisation dans les arènes publiques, Raisons pratiques*, 12. Paris : Éditions de l'école des hautes études en sciences sociales.
- Sutherland, N. (2012). Social movements and activist. Book reviews. *Organization*, 20 (4), 627-635. doi:10.1177/1350508412450219
- Syndicat canadien de la fonction publique (FTQ). (2014). *Coalition syndicale pour la libre négociation - Manifestations de 15 minutes dans plusieurs municipalités du Québec* [Communiqué].
- Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles (TRPOCB). (2014). *La misère sème la colère - Le budget provincial a oublié les groupes communautaires* [Communiqué]. Récupéré de : <https://www.newswire.ca/news-releases/la-misere-seme-la-colere---le-budget-provincial-a-oublie-les-groupes-communautaires--514419181.html>
- Tarrow, S. G. (2011). *Power in movement: Social movements and contentious politics*, revised and updated third edition. Cambridge, Cambridge university press. doi : 10,101 7/CBO9780511973529

- Taylor, V. et Van Willigen, M. (1996). Women's Self-Help and The Reconstruction of Gender: The Postpartum Support and Breast Cancer Movements. *Mobilization*, 1(2), 123-142.
- Theurillat-Cloutier, A. (2014, 3 novembre). La plus grande mobilisation sociale depuis le « printemps érable ». *Ricochet*. Retrouvé de <https://ricochet.media/fr/157/la-plus-grande-mobilisation-sociale-depuis-le-printemps-erable>
- Theurillat-Cloutier, A. (2017). *Printemps de force : une histoire du mouvement étudiant québécois*. Montréal : Lux.
- Thomas, M. P. et Tufts, S. (2014). Populist Unionism Confronts Austerity in Canada. *Labor Studies Journal*.;39(1):60-82. doi:10,117 7/0160449X14530705
- Thomas, M. P. et Tufts, S. (2016). Austerity, Right Populism, and the Crisis of Labour in Canada. *Antipode*. doi: 10,111 1/anti.12162
- Traverso, E. (2016). *Mélancolie de gauche : La force d'une tradition cachée (XIXe-XXIe siècle)*. Paris : La Découverte.
- Tremblay, S. (2015). Un coup de salaud. *Antécrise*, 3 (4), 6-7. Récupéré de <https://issuu.com/antecrise/docs/s3n4cover.final>
- TVA Nouvelles. (2015, 29 mars). L'étudiante blessée par un policier mène la marche. *TVA Nouvelles*. Récupéré de <https://www.tvanouvelles.ca/2015/03/29/letudiante-blessee-par-un-policier-mene-la-marche>
- TVA Nouvelles. (2015, 27 mars). Manifestante tirée à bout portant par la police. *TVA Nouvelles*. Récupéré de <https://www.tvanouvelles.ca/2015/03/27/manifestante-tiree-a-bout-portant-par-la-police>
- Twahirwa, R.-P. (2018). Policing Black Lives : State Violence in Canada from Slavery to the Present. *Canadian Journal of Women and the Law*, 30 (3), 599-603. doi : 10.3138/cjwl.30.3.012
- Van Dyke, N. et Taylor, V. (2018). The Cultural Outcomes of Social Movements. Dans Snow, D.A., Soule, S. A., Kriesi, H. et McCammon, H. J. (dir.), *The*

*Wiley Blackwell Companion to Social Movements, 2e Ed.* (p. 482–498).  
Wiley-Blackwell. doi:10.1002/9781119168577.ch27

- Varikas, E. (1996). « Le personnel est politique » : Avatars d'une promesse subversive. *Tumultes*, (8), 135-160.
- Voss, K. (1998). Claim making and the framing of defeats: The interpretation of losses by American and British Labor Activists, 1886–1895. Dans M. Hanagan, L. Moch et W. te Bracke (dir.), *Challenging authority : the historical study of contentious politics*, 136-148. Minneapolis : University of Minnesota Press.
- Wood, L. J. (2015). *Mater la meute : La militarisation de la gestion policière des manifestations*. Montréal : LUX.